

Université de Montréal

La participation civique de nouveaux(elles) citoyen(ne)s canadien(ne)s
originaires du Pérou

par

Sandra Astudillo Moreno

Département de psychologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade
de Maître ès Sciences (M.Sc.)
en Psychologie

Février, 2004

© Sandra Astudillo Moreno, 2004



BF

22

U54

2004

V.031

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La participation civique de nouveaux(elles) citoyen(ne)s canadien(ne)s
originaires du Pérou

présenté par :

Sandra Astudillo Moreno

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Luc Lamarche	Président-rapporteur
Michel Pagé	Directeur de recherche
Carolle Simard	Membre du jury

RÉSUMÉ

Le présent mémoire de maîtrise étudie le degré de participation civique, qui englobe la participation politique et communautaire, d'immigrants péruviens de Montréal. La singularité de cette recherche exploratoire est de tenir compte des variables psychologiques (*political efficacy*, confiance, motivations) et de l'expérience antérieure des répondants ayant vécu dans un régime pseudo-démocratique. Cela afin d'étudier sous un angle expérientiel la participation politique et communautaire d'un groupe d'immigrants péruviens installés à Montréal. Pour atteindre cet objectif, des entrevues semi-dirigées, auprès de seize Péruviens ayant la citoyenneté canadienne et habitant la région montréalaise, ont été réalisées puis analysées selon une approche qualitative. La comparaison de leur expérience prémigratoire et postmigratoire, révèle une évaluation plutôt positive du fonctionnement de la démocratie canadienne. Leurs activités communautaires ou politiques ont changé pour s'adapter au nouveau contexte; la plupart des répondant impliqués dans une participation citoyenne le font dans des associations liées à la communauté péruvienne de Montréal.

Mots clés: Psychologie, Psychologie Sociale, Participation, Immigrants, Nouveaux citoyens canadiens, Péruviens, *Political efficacy*.

ABSTRACT

The aim of this master's thesis is the study of the civic participation, which includes political and associative participation, of a new Canadian citizens originating from Peru. The singularity of this exploratory research, compared to preceding research in this field, is that it takes into account the previous experience of a pseudo-democratic political system, as well as other psychological variables (political efficacy, trust, motivations), in order to study the participation in the host country with a particular focus put on their life experience.

To achieve this objective, sixteen Peruvians, having the Canadian citizenship and living in Montreal, were interviewed in a semi-directed way. The interviews and the analysis were carried out in a qualitative way. The comparison of their former experience to the current one, brings these people to a rather positive evaluation of how democracy works in Canada.

Their associative or political activities also changed to adapt to the needs they felt in their new context, and the majority of those who participate in associative activities take part in the ones organised by Peruvian associations.

Key words: Psychology, Social Psychology, Participation, Immigrants, New Canadian citizens, Peruvians, Political efficacy.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	iii
ABSTRACT	iv
TABLE DES MATIÈRES.....	v
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES SIGLES	ix
REMERCIEMENTS	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : LE CADRE DE LA RECHERCHE	3
1.1 Position du problème	3
1.2 Contexte théorique	6
1.3 Définition de la problématique, groupe visé et objectifs de recherche	9
1.4 Approche théorique.....	16
CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE	17
2.1 La stratégie de recherche.....	17
CHAPITRE 3 : LE PÉROU	27
3.1 Le pays	27
3.2 Histoire.....	29
3.2.1 Les premières civilisations et l'époque coloniale	29
3.2.2 Indépendance et évolution politique récente	30
3.2.3 Le retour à la démocratie	31
3.3 État et institutions.....	33
3.4 Le vote obligatoire en Amérique latine.....	34

3.5 La population	35
3.6 Le divorce entre l'État et la société civile.....	36
CHAPITRE 4 : RÉSULTATS.....	38
4.1 À quelles caractéristiques principales reconnaissent-ils un régime comme démocratique ?	38
4.1.1 Les droits	39
4.1.2 Les libertés.....	41
4.1.3 L'absence de dictature	41
4.1.4 La démocratie n'existe pas	42
4.2 Est-ce que les interviewés déclarent avoir vécu sous un régime de basse démocratie au Pérou ? Comment caractérisent-ils ce régime ?	42
4.2.1 La Constitution péruvienne est « bien écrite » mais.....	43
4.2.2 Manque d'égalité entre les gens	43
4.2.3 Manque de transparence dans le processus électoral.....	44
4.2.4 Manque de connaissance des droits.....	45
4.2.5 Manque d'éducation	45
4.2.6 Manque d'une vraie liberté de décision politique de l'État.....	47
4.2.7 Manque de liberté d'expression et de médias indépendants.....	47
4.2.8 Manque d'accès direct aux autorités.....	48
4.2.9 Des éléments démocratiques rencontrés dans les formes d'organisation	48
4.3 Quel était leur rapport à la participation dans le régime politique qu'ils ont connu ?	49
4.4 Quel est leur rapport à la participation dans la démocratie canadienne ?	55
4.5 Pourquoi votent-ils aux élections canadiennes ?.....	58
4.6 Rencontrent-ils des obstacles à la participation ?	61

4.7 Y a t il continuité ou non chez les personnes dans leur niveau d'implication dans la participation au Pérou et au Québec ?	66
4.7.1 La participation politique.....	66
4.7.2 La participation communautaire	68
4.8 Dans quel type d'organisation s'investissaient-ils au Pérou ? Et au Canada ?	69
4.9 Les motivations qui les amènent à participer au Pérou et au Canada sont-elles différentes ? Quels sont les coûts et bénéfices de leur expérience participative ?	73
4.10 Maintiennent-ils des liens avec la politique péruvienne ?	78
4.10.1 Sont-ils informés de ce qui arrive au Pérou ?	78
4.10.2 Le vote aux élections péruviennes	81
4.11 Estiment-ils les personnages politiques d'ici dignes de confiance ?	89
4.12 À quel point estiment-ils que cela vaut la peine de participer ici (<i>political efficacy</i>) ?	93
4.13 La participation et les variables sociodémographiques : le niveau d'études, le genre, l'âge et les années de résidence à Montréal.	100
CHAPITRE 5 : CONCLUSION.....	104
BIBLIOGRAPHIE	115
ANNEXE 1.....	xiv

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Niveaux d'implication dans les activités politiques des répondants .. 66

Tableau 2 : Niveaux d'implication dans les activités communautaires des
répondants..... 68

Tableau 3 : Types d'organisation ou d'activités politiques (autre que le vote)..... 69

Tableau 4 : Type d'organisation ou des activités communautaires..... 70

LISTE DES SIGLES

APRA : Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine.

CIA : Central Intelligence Agency.

DNI : Document National d'identité.

INEI : Instituto Nacional de Estadística e Informática (Perú) (Institut National de Statistique et Informatique, Pérou).

MRCI : Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration.

International IDEA : International Institute for Democracy and Electoral Assistance.

MRTA : Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru.

ONPE : Oficina Nacional de Procesos Electorales (Bureau National de Processus électoraux).

PIB : Produit Intérieur Brut.

UNICEF : United Nation Children's Fund.

ZLÉA : Zone de Libre Échange des Amériques.

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tiens à remercier les seize péruviens qui m'ont donné une des choses les plus précieuses au monde, leur temps. Merci d'être les protagonistes de cette histoire.

Je remercie Michel Pagé, mon directeur, de m'avoir proposé cette aventure et de m'avoir donné une totale liberté pour la suivre comme je voulais, de façon qualitative. Merci de sa confiance, de son aide quand cela n'allait pas bien et de me faire rire de temps en temps!

Je remercie en général tous ceux qui travaillent au Centre d'Études Ethniques des Universités Montréalaises pour y avoir rendu mon passage plus agréable. En particulier, Jean Renaud pour son amabilité; Sébastien Arcand pour les discussions et les pauses partagées; Philippe Allard pour son aide informatique et son humour; Benoît Côté pour me faire toujours sourire; Emmanuel Kahn pour ses conseils; Chantale Simard et Juliette Gosselin pour leur serviabilité.

Merci spécialement à Josefina Rossell pour tous ses précieux conseils, nos discussions sur le Pérou, les rires partagés, son intérêt, son soutien et pour avoir toujours du temps pour les autres.

Merci aussi à Miguel Gamarra, vice-consul du consulat péruvien à Montréal, pour tous les renseignements, sa collaboration et son intérêt.

Merci à ceux et celles qui ont vécu de près mes états d'âme, pas seulement ceux reliés au projet. Merci particulièrement à Rosario, Nolwenn, Nicolas et Quim d'être toujours là et surtout pour les bons moments passés ensemble qui m'aident

à recharger les batteries. Un « shukran » très spécial à Karim pour tout le temps qu'il m'a dédié.

Enfin, je remercie mes parents, mon plus ferme appui malgré la distance. Merci d'être toujours si près, de votre encouragement et de m'avoir appris à voler de mes propres ailes.

La réalisation de ce mémoire n'aurait pas été possible sans le soutien financier de trois bourses auxquelles j'exprime ma reconnaissance: d'abord, dès mon arrivée en août 2002 jusqu'à juillet 2003 : la bourse de la « Fundació "La Caixa" » et de la Fundación Española de Estudios Canadienses; et par la suite : la bourse d'Immigration et Métropoles et la bourse de fin de rédaction du CEETUM.

INTRODUCTION

De plus en plus les sociétés deviennent multiculturelles, accueillant de nombreux immigrants provenant de pays où la démocratie est tout récente, ou pseudo-démocratie, ou même inexistante.

Le Canada, après trois ans de résidence, permet l'obtention de la citoyenneté qui octroie le droit de vote. La participation, politique ou communautaire, au sein de la société d'accueil, fait partie de l'intégration du nouvel arrivant. Cette thématique a été assez étudiée, souvent du point de vue des politologues. En étudiant cette participation dans un contexte de migration, ce mémoire se situe dans cette problématique mais en s'intéressant plus aux facteurs psychologiques, dont l'importance a été notée par différents auteurs et en tenant compte de variables signalées comme étant susceptibles de jouer un rôle lors de la participation dans des recherches précédentes.

Le point central et nouveau de cette étude exploratoire est de tenir compte de l'expérience antérieure d'un régime pseudo-démocratique pour mieux comprendre, à la lumière de celle-ci, la participation dans le nouveau contexte.

Le groupe visé par cette recherche est composé de nouveaux citoyens canadiens originaires du Pérou habitant à Montréal.

Cinq chapitres constituent notre mémoire. Le premier chapitre présente une revue de la littérature traitant de la participation, et notamment la participation des immigrants dans leur société d'accueil. Une attention particulière est portée aux études effectuées dans le contexte canadien. Dans ce chapitre, la définition de la problématique et des objectifs de la recherche sont aussi présentés.

Au deuxième chapitre, la méthodologie suivie est exposée. Il décrit les différentes étapes de la recherche, concernant le profil et le recrutement des répondants, le type d'entrevue réalisée, leur déroulement et finalement, la forme d'analyse de celles-ci.

Le troisième chapitre présente quelques informations sur le Pérou (sur la géographie, l'histoire, la politique, l'État et la population) afin de nous situer le contexte d'origine des répondants.

Le quatrième chapitre présente les résultats de l'analyse des entrevues. Les sujets abordés sont la conception de la démocratie, la participation au Pérou et au Canada, le pourquoi du vote, les obstacles à la participation, la confiance, la *political efficacy* et des comparaisons concernant le niveau d'implication et le type d'activités réalisées dans le pays d'origine et à Montréal.

Le cinquième chapitre est la conclusion de l'étude. Les résultats obtenus sont comparés à ceux des recherches précédentes effectuées en contexte canadien. Des réflexions et de pistes de discussion y sont incluses.

CHAPITRE 1 : LE CADRE DE LA RECHERCHE

Dans ce chapitre nous traiterons, en premier lieu, de la position de la problématique de la recherche et nous présenterons une revue de la littérature concernant la participation, privilégiant les études portant sur la participation des immigrants dans des sociétés d'accueil. En particulier, nous nous attarderons sur les recherches réalisées en contexte canadien.

En deuxième lieu, nous exposerons la définition de notre problématique de recherche, le groupe visé, nos objectifs et l'approche qui encadre cette étude: le constructionnisme social.

1.1 Position du problème

Certaines sociétés, parmi lesquelles la société canadienne se trouve au premier plan, deviennent de plus en plus multiculturelles en accueillant de fortes quantités de nouveaux citoyens issus de l'immigration.

Selon l'*Enquête sur la diversité ethnique*¹ et d'après le Recensement de 2001, 18,4 % de la population canadienne étaient nés à l'extérieur du Canada, soit la plus haute proportion en 70 ans. Cette enquête montre aussi que la proportion des personnes ayant une ascendance non européenne s'élevait à 13 %, chiffre qui témoigne du nombre grandissant d'immigrants, arrivés au Canada depuis les années 1970, en provenance de l'Asie, de l'Afrique, des Caraïbes, de l'Amérique Centrale et du Sud.

¹ « L'Enquête sur la diversité ethnique a étudié les antécédents ethnoculturels de la population canadienne non autochtone âgée de 15 ans et plus » (p. 7). Cette enquête « a eu lieu d'avril à août 2002. Environ 42500 personnes âgées de 15 ans et plus des 10 provinces ont été interrogées par téléphone. Le Recensement de 2001 a été utilisé dans la sélection de l'échantillon de l'enquête. Les peuples autochtones du Canada n'ont pas été inclus dans la population cible, car de l'information

Ce sont les villes de Toronto, Vancouver et Montréal qui comptent les plus hauts taux de concentration des immigrants.

Actuellement le Canada permet aux nouveaux arrivants d'obtenir la citoyenneté canadienne après trois ans de résidence ce qui facilite leur participation à la vie politique du pays.

Les recherches qui étudient l'intégration de ces nouveaux citoyens du point de vue social, économique, familial, linguistique sont nombreuses. Notre intérêt se porte vers l'intégration civique qui englobe la participation politique et civile de ces nouveaux citoyens canadiens.

Selon Gagnon et Pagé (1999), la participation politique et civile « rassemble les actions, compétences et dispositions que l'on attend du citoyen et par lesquelles il manifeste son engagement dans la gouverne de la société dont il est citoyen » (p. 8). Notre étude concerne la participation de ces citoyens à la vie politique en général (vote, travail électoral) et dans la société civile à travers leur participation dans des organismes communautaires.

Si la participation citoyenne est vue comme l'essence de la démocratie et « *it is said to be a force for creating a sense of community and a sense of control over our lives and institutions* » (Wandersman, Florin, Friedman & Meyer 1987, p. 534), pourquoi les gens qui ne participent pas sont aussi nombreux ? Le taux de participation dans la population générale n'atteint jamais les niveaux espérés et les experts semblent penser qu'il est encore moindre dans le cas des nouveaux citoyens.

Selon Stasiulis (1997), les études réalisées dans la décade 1970 indiquaient une moindre participation de la part des immigrants, tandis que les études des années 1980 présentent des résultats contraires, en constatant que les immigrants avaient

sur cette population était collectée dans le cadre de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2001. » (p. 4).

des niveaux de participation similaires aux Canadiens de naissance. La recherche à Toronto de Richmond et Goldlust (1997, citée dans Stasiulis, 1997, p. 14) traitant de « l'affiliation à des organisations politiques » montre que « cette affiliation, bien que généralement faible, a tendance à être plus faible chez les immigrants que chez les Canadiens de naissance ».

Les études récentes réalisées en Europe, en Israël et au Canada constatent que généralement la participation politique des immigrants récents est faible dans ces sociétés. (Togeby, 1999; Fennema & Tillie, 1999, cités dans Saloojee, 2002; Saloojee & Siemiatycki, 2003).

Différents facteurs sont signalés par les chercheurs pour expliquer les niveaux de participation faible chez les immigrants (Saloojee & Siemiatycki, 2003, p. 42) :

- leur statut politique marginal;
- l'aliénation de la part des institutions dans le pays d'accueil (Diel & Blohm, 2001);
- la discrimination et les barrières rencontrées lors de la participation politique;
- le manque d'une structure politique qui encourage activement la participation des immigrants dans la politique (Bousseta, 2000);
- le besoin d'un laps de temps [...] pour les nouveaux arrivants pour s'établir, s'intégrer et pour une participation politique pleine (Chui *et al*, 1991); et
- des partis politiques qui n'encouragent guère le recrutement de nouveaux immigrants dans leurs rangs (Anwar, 2001). [traduction libre]

Par contre, d'autres auteurs qui ont fait des recherches récentes dans le contexte canadien (Black 1982, 1987, cité dans Chui, Curtis & Lambert 1991; Chui *et al.*, 1991) n'ont pas trouvé de différences significatives entre la participation politique des personnes nées à l'extérieur du Canada et celle des personnes nées au Canada, notamment si les effets des différences de statut socio-économique étaient contrôlés. Les résultats de ces études diffèrent d'autres investigations antérieures

réalisées dans le contexte canadien (Bell & Tepperman, 1979; Goldlust & Richmond, 1974, cités dans Chui et al., 1991).

Comme on peut le constater, les chercheurs ne sont pas unanimes sur le sujet. Toutefois, que les nouveaux citoyens participent autant ou moins n'est pas le point central de nos préoccupations. Nous voulons appréhender plus précisément quels sont les facteurs qui facilitent ou empêchent leur participation, en accordant une place importante aux variables psychologiques susceptibles d'influencer la participation. Nous voulons tout spécialement étudier dans quelle mesure des variables particulières devraient être prises en compte dans leur cas et si les variables qui empêchent la participation sont les mêmes que celles observées dans la population native.

1.2 Contexte théorique

Selon Wandersman et al. (1987) les variables étudiées dans des recherches précédentes portant sur la participation sont différentes en fonction de l'approche utilisée: démographique (caractéristiques individuelles comme le genre, l'âge, l'éducation...), socio psychologique (perceptions, caractéristiques individuelles et attitudes) ou la *social exchange perspective* (coûts et bénéfices de la participation). La relation entre le statut socioéconomique et la participation politique a été fréquemment étudiée et la plupart des études ont trouvé que les citoyens de statut social élevé présentent toujours le niveau le plus élevé de participation (Dalton, 1988; Milbrath & Goel, 1977; Peterson, 1990; Verba & Nie, 1972; Verba et al., 1995, cités dans Cohen, Vigoda & Samorly, 2001. Haas, 1987; Kelly & Mc. Allister, 1984; London, 1975; Marshall, 1968; Olsen, 1970; Orum, 1966; Welch et al., 1975; Wright & Hyman, 1958, cités dans Chui et al., 1991).

La recherche de Chui et al. (1991), dénombre sept mesures de variables dépendantes (p. 381, 382) : « engagement dans une campagne politique, contacter des politiciens, voter, être membre d'une organisation politique, exposition à des

stimulus politiques, intérêt aux élections et faire attention à la politique en générale ». La variable indépendante dans cette étude est l'origine immigrante. Les répondants « étaient divisés en deux groupes selon qu'ils étaient Canadiens de naissance ou non, c'est-à-dire qu'ils étaient classifiés selon que le répondant, ses parents, et ses grands-parents étaient nés ou non au Canada » (p. 382) [traduction libre]. La seule différence significative trouvée dans la comparaison entre le groupe des répondants nés au Canada et ceux qui étaient nés à l'extérieur du pays, se présente dans la variable « contacter les politiciens » : « il était légèrement moins probable pour les immigrants de rentrer en contact avec les politiciens que pour ceux nés au Canada ». (p. 384) [traduction libre]

Cette étude révèle aussi l'existence d'un effet de génération par rapport aux facteurs mesurés concernant la participation politique qui était plus élevée pour la deuxième génération d'immigrants (enfants d'immigrants). Mais il est aussi constaté que la participation ne suit pas une progression linéaire, donc elle n'augmente pas avec la séquence des générations. Ces résultats s'avèrent cohérents avec des recherches antérieures (Kellestedt, 1974; Lamare, 1982, cités dans Chui et al., 1991).

Par contre, l'*Enquête sur la diversité* (2003) ne constate pas de différences quant au taux d'abstention aux élections entre les différentes générations d'immigrants. Mais les personnes de la première génération sont plus susceptibles de voter après avoir passé beaucoup de temps au Canada:

[...] près de huit Canadiens sur 10 qui étaient éligibles pour voter ont affirmé avoir voté lors des dernières élections fédérales et provinciales, alors que six personnes sur 10 ont affirmé avoir voté lors des dernières élections municipales². Cette affirmation est vraie sans compter le nombre de générations qu'une personne ou sa famille a vécu au Canada. Néanmoins, parmi les personnes de la première génération, il existait des différences dans la participation selon le temps passé au Canada. La moitié (53 %) de la première génération arrivée au Canada

² « Les résultats de l'enquête à propos des taux de vote, qui sont auto déclarés par les répondants, ont tendance à être supérieurs aux taux de vote actuels. » (Enquête sur la diversité, p. 20)

depuis 1991 et qui était éligible au vote a déclaré avoir voté lors des élections fédérales, par rapport au 92 % des personnes arrivées avant 1961.

Cette tendance à voter au niveau fédéral était similaire à celle de voter au niveau des élections provinciales et municipales, les personnes arrivées au Canada depuis longtemps étant plus susceptibles d'avoir voté que celles arrivées récemment. (p. 20)

L'étude de Lapp (1999, cité dans Tolley 2003b) sur les leaders des groupes ethniques à Montréal montre des variations par rapport à la présence aux urnes entre les communautés grecques, juives, chinoises, italiennes et portugaises, et aussi des variations concernant les différentes méthodes par lesquelles ces leaders mobilisent le vote dans leur communauté.

La recherche de Simard (1990) réalisée à Montréal auprès des leaders de six communautés (arabophone, chinoise, haïtienne, indienne, jamaïcaine et vietnamienne) appartenant à des minorités visibles, montre, entre autres choses, qu'en général, les personnes interviewées s'intéressent à la politique canadienne mais qu'elles perçoivent des barrières similaires quant à la participation politique.

Uhlaner et al. (1989, 1991, 1996, cité dans Black, 1998) a suggéré qu'il y a une corrélation positive entre le fait d'avoir conscience d'appartenir à un groupe minoritaire et la probabilité de s'engager politiquement.

Selon Saloojee et Siemiatycki (2003), les études récentes affirment que la représentation immigrante et ethnoraciale s'améliore dans le système électoral canadien.

D'après Black (2002; dans Saloojee & Siemiatycki, 2003) il y aurait eu une augmentation du nombre des candidats appartenant à des minorités, quoiqu'il existe encore une sous-représentation des minorités visibles.

Allant dans le même sens, Simard (2003, citée dans Saloojee & Siemiatycki, 2003) observe à Montréal une augmentation du nombre des politiciens ayant une origine autre que francophone ou anglophone.

Ces conclusions diffèrent de celles de l'étude des résultats des élections à Toronto réalisée par Siemiatycki and Saloojee (2003, cités dans Saloojee & Siemiatycki, 2003), où il n'est pas observé une augmentation des représentants appartenant à des groupes de nouveaux arrivants, ce qui laisse les communautés appartenant à des minorités visibles sous-représentées dans des postes électifs.

1.3 Définition de la problématique, groupe visé et objectifs de recherche

La plupart des études ont ainsi cherché des réponses en regardant des variables sociodémographiques (niveau de scolarité, revenu, statut social, profession, génération d'immigrants...) sans tenir compte des variables psychologiques : par exemple, est-ce que les gens ont confiance en la démocratie elle-même ? Le fait d'y croire ou non va-t-il influencer la participation ?

Selon Tolley (2003a) des recherches récentes suggèrent que de nombreux autres facteurs : les structures institutionnelles, les barrières, etc. influencent la participation. L'auteure mentionne que ce sont les caractéristiques personnelles qui sont en grande partie responsables. Ces facteurs devraient être étudiés plus profondément selon Stasiulis (1997, citée dans Simard, 2000) qui constate des lacunes par rapport à ceux-ci dans les recherches sur la participation politique au Canada. Parmi ces faiblesses, mis à part les facteurs mentionnés antérieurement, l'auteure remarque l'absence d'observations sur le « vécu politique » des immigrants et des personnes appartenant à des minorités visibles.

Cohen, Vigoda et Samorly (2001) démontrent que les « *personal-psychological variables* (*self-esteem, locus of control* et *political efficacy*) » jouent un rôle

médiateur et aident à mieux expliquer le rapport entre le statut socio-économique et la participation politique, confirmant ainsi les résultats obtenues par Verba et Nie (1992, cités dans Cohen et al., 2001) et Verba et al. (1995, cités dans Cohen et al., 2001).

Notre intérêt concerne précisément ce type de variables psychologiques, notamment la *political efficacy* qui s'avère être l'une des variables psychologiques plus fortement corrélées avec la participation actuelle et future. Elle est définie comme l'évaluation positive que fait le citoyen de l'impact qu'il peut avoir par sa participation (Cohen et al., 2001; Pagé et Chastenay, 2001).

Ce sentiment d'efficacité repose sur différentes variables : la compréhension du fonctionnement de la démocratie, la confiance envers le système, le réseau social et des variables circonstanciées.

1) La compréhension du fonctionnement de la démocratie

Cette compréhension est essentielle pour déterminer l'investissement et la forme de celui-ci dans la vie politique du nouveau pays d'accueil.

Regardless of origin, certainly adults immigrants, will differ from the native born in the fundamental sense that as newcomers they must come to understand and connect with a new political system. This may be a quite challenging process, one that requires a significant investment of time and energy. (Black, 1998, p. 16)

Étant donné le grand nombre d'immigrants accueillis chaque année en provenance de pays dont les institutions démocratiques sont toutes récentes et où les dirigeants ne paraissent pas très soucieux de respecter ces institutions, il s'avère intéressant d'étudier dans quelle mesure leur expérience antérieure de la démocratie, de même que leur évaluation de cette forme de gouvernance, doit être prise en compte comme variable reliée à leur participation.

À cet égard, les répondants visés dans cette recherche ont une expérience antérieure d'un régime démocratique qui est fort différente du fonctionnement du régime ici. Il s'agit d'immigrants péruviens qui ont immigré à Montréal à l'âge

adulte et qui sont maintenant des nouveaux citoyens canadiens. Cette communauté est une des plus nombreuses au Québec parmi les communautés d'immigrants provenant d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud. Selon une compilation spéciale du MRCI sur le Recensement de 2001, la population immigrée née au Pérou, serait de 6 546 personnes au Québec, dont 80 % ayant immigré dans les 15 dernières années.

Selon le Latinobarometro Survey (1996), en Amérique latine la démocratie est reconnue comme système politique mais son application est source d'insatisfaction : 83 % des répondants d'Amérique du Sud et du Mexique et 78 % d'Amérique Centrale affirment qu'il reste encore beaucoup à faire pour qu'il y ait une pleine démocratie.

Face à ces données, notre question de recherche est : est-ce que l'expérience antérieure de ces nouveaux citoyens influence la compréhension de la démocratie canadienne et leur disposition à participer dans ce cadre socio-politique ?

2) La confiance en le système

En 2001, le Latinobarometro Survey signale que l'une des quatre faiblesses de la démocratie en Amérique latine est le peu de confiance des citoyens dans les institutions démocratiques et dans ceux qui les gouvernent. Les institutions dans lesquelles les citoyens ont le plus confiance sont l'Église Catholique et la télévision. Les dernières places dans cette échelle de confiance sont occupées par le Congrès National, les partis politiques et les concitoyens. Seulement 26 % des gens ont confiance dans ceux qui gouvernent alors que 64 % se méfient. Ces chiffres montrent un problème essentiel des régimes installés en Amérique latine.

Est-ce que ces nouveaux citoyens qui ont vécu dans un tel contexte sociopolitique ont confiance dans la démocratie canadienne ? S'estiment-ils *empowered* pour y participer ?

Selon Barner et Rosenwein (1985, cités dans Cohen et al., 2001, p. 728) :
« democratic values are in essence participatory values [...] Those who do not participate politically are likely to have a highly undemocratic view of the world »
 (Guyton, 1988; Knuston, 1972, cités dans Cohen et al., 2001, p. 728)

3) Le réseau social

Le sentiment d'efficacité peut aussi en partie reposer sur le réseau social dans lequel s'inscrit la personne. Ce réseau peut supporter ou miner le sentiment d'efficacité en même temps qu'il peut contribuer à orienter le choix de la forme de participation.

Le fait d'appartenir à des institutions ou collectivités peut générer du capital social si « elles peuvent compter sur la distribution de leurs membres pour réaliser certains projets ou s'attaquer aux problèmes auxquels elles font face ». (Breton, 1997, p. 6)

Breton (1997) postule que la participation sociale peut favoriser le sens de la responsabilité par rapport à la communauté ce qui crée du capital social.

Nos répondants originaires du Pérou appartiennent-ils à des réseaux sociaux? Comment les réseaux sociaux de nos sujets se décrivent-ils : monoethniques, multiethniques ou intégrés à la société majoritaire?

Unfortunately, there has been no explicit use of these ideas about social capital and civic engagement in the study of minority and immigrant political involvement but considering many ethnoracial communities have a range of associations and other social ties, they are likely to constitute a promising area for future research. (Black, 1998, p. 10)

Les résultats de l'*Enquête sur la diversité* (2003) montrent que, pour tous les groupes d'âge, la participation communautaire était moindre pour les personnes appartenant à la première génération d'immigrants que chez les personnes de la deuxième et troisième génération ou plus, mais qu'elle augmentait en fonction du temps vécu au Canada.

La première génération avait tendance à avoir un plus haut taux de participation au sein des associations ethniques ou d'immigrants « 6 %, par rapport à seulement 2 % des Canadiens de la deuxième génération et à 1 % de la troisième génération ou plus ». (p. 18)

Saloojee et Siemiatycki (2003) essaient d'identifier le rapport entre l'engagement civique et la participation politique et font une révision de la littérature à ce sujet. La recherche de Fennema et Tillie en Hollande (1999, citée dans Saloojee & Siemiatycki, 2003) montre l'existence :

[...] d'une corrélation positive entre, d'une part, la participation politique et la confiance dans le système politique et, d'autre part, le nombre d'organisations ethniques. Ce réseau d'associations ethniques représente une forme de capital social puisque ce sont des groupes bien organisés et interreliés qui présentent également un haut niveau de confiance dans le gouvernement local et un niveau élevé d'intérêt politique. (p. 43) [traduction libre]

Pour Rosentone et Hansen (1995, cités dans Saloojee & Siemiatycki, 2003) les réseaux sociaux produiraient du capital social, des flux d'information et des connaissances politiques jouant ainsi un rôle important dans la hausse de l'implication dans la participation et dans la mobilisation politique.

Les études de Putnam et van Hessem (2003, cités dans Saloojee & Siemiatycki, 2003, p. 43) concluent que « une forte et vibrante communauté civique rehausse le fonctionnement de la démocratie » [traduction libre].

Siemiatycki et Saloojee (2003, cités dans Saloojee & Siemiatycki, 2003) dans une étude sur la représentation politique réalisée à Toronto, montrent que statiquement

[...] les minorités visibles et les communautés d'immigrants récents sont sous-représentées dans la politique électorale à Toronto et que cette minorité élue n'est pas considérée par les activistes de la communauté dans la sphère informelle de la vie politique comme étant des gens qui défendent les intérêts de la communauté » (p. 43) [traduction libre]

Certains auteurs signalent aussi une possible relation entre l'identité sociale et le fait de participer politiquement dans les sphères informelles.

L'étude de Junn (1999, citée dans Saloojee & Siemiatycki, 2003.) montre que les membres des communautés visibles et historiquement désavantagées étaient plus susceptibles de participer à des manifestations de protestation tout en recourant moins au droit de vote.

Siemiatycki et Saloojee (2003, cités dans Saloojee & Siemiatycki, 2003), Junn (1999, cité dans Saloojee & Siemiatycki, et Biles (1998, cité dans Saloojee & Siemiatycki, 2003) signalent « une interrelation complexe entre l'identité sociale et l'exclusion » (p. 44).

Selon ces auteurs, la discrimination dans la sphère formelle de la participation politique amènerait les acteurs à trouver des voies alternatives à ce type de participation.

Il nous semble donc intéressant d'obtenir des témoignages relatifs à la relation qu'établissent nos répondants entre leur appartenance à des réseaux sociaux et leur participation.

4) Variables circonstanciellees

Il faut aussi explorer d'autres variables plus circonstanciellees qui peuvent expliquer en partie la relation à la participation; par exemple, le temps disponible, les obstacles à la participation, la satisfaction/perception d'amélioration à l'égard de son statut socio-économique actuel, la perception que le milieu est favorable ou défavorable, etc.

Smith (1985, cité dans Wandersman et al., 1987, p. 535) conclut que:

(...) the researches know a fair amount about the relationship of social background factors to participation. Since this knowledge has limited utility, because most social background factors are hard to change, Smith suggests that we need to know more about psychological variables, which can be changed, and about generalizability of results in different contexts.

Variables à étudier

Ces diverses interrogations nous ont fait prendre conscience de la complexité des variables à étudier.

Dans la présente étude, nous explorerons la *political efficacy* comme une des variables psychologiques qui est susceptible d'influencer le processus participatif, parmi les autres facteurs que nous venons de mentionner, car la participation, comme tout phénomène social, ne peut être comprise que dans un contexte concret.

Nous porterons un regard spécial sur cette variable en relation avec une expérience antérieure négative de régimes politiques pseudo-démocratiques ce qui fait l'originalité de cette recherche par rapport aux études réalisées antérieurement. De plus, notre étude porte une attention particulière à la participation vécue dans le pays d'origine.

Notre objectif de recherche est donc de savoir dans quelle mesure l'exploration de ce type de variables (personnelles et psychologiques) peut permettre de mieux comprendre la participation dans le nouveau contexte.

Nous dressons ici sommairement la liste des variables à étudier chez les répondants d'origine péruvienne impliqués dans cette recherche :

- leur compréhension de la démocratie; comment leur expérience de la démocratie au Pérou influence-t-elle leur compréhension de la démocratie canadienne et leur disposition à fonctionner dans ce cadre sociopolitique; la confiance accordée aux politiciens du Pérou et du Canada;
- leurs expériences de participation passées, actuelles et futures; les variables qui peuvent porter à se sentir *empowered* par rapport à la participation; leur engagement dans des organisations ethniques ou multiethniques; leur implication dans des organisations;
- le contexte socio-économique et culturel au Pérou des interviewés; les caractéristiques de leur réseau social et la façon dont ces réseaux influencent leur participation; les facteurs qui peuvent empêcher la participation de ces nouveaux citoyens canadiens; les facteurs qui favorisent ou non la participation : motivations, leur évaluation des coûts et des bénéfices de leur participation;

- leur statut socio-économique, leur situation familiale et économique actuelle et antérieure, les variables circonstanciées (temps disponible, obstacles à la participation, satisfaction/perception d'amélioration à l'égard de leur statut socio-économique actuel, perception du milieu comme étant favorable ou défavorable...).

1.4 Approche théorique

L'approche théorique qui encadre l'étude est celle du constructionnisme social, puisque nous considérons la participation, les différentes conceptions du monde, les catégories et les concepts, comme étant liés à la culture et au contexte historique. La participation n'est donc pas un phénomène objectif et universel mais plutôt une construction sociale déterminée par l'interaction entre les participants et le contexte social.

La participation se construit en fonction de l'interaction entre les caractéristiques du groupe qui participe, la nature du projet dans lequel on s'implique, l'accès « à » et le contrôle des ressources requises, et les conditions politiques [...]. [traduction libre] (Sánchez, 1999, p. 138)

À la lumière de ce premier chapitre, nous avons fait état des variables et des résultats obtenus par les études traitant de la participation, notamment sur la participation en contexte migratoire et plus particulièrement au Canada. Nous avons pu constater que l'expérience antérieure du vécu politique et social de nouveaux arrivants n'avait pas été prise en compte. Notre recherche contribue ainsi à l'exploration de cette variable dans la problématique qui nous concerne. Le prochain chapitre explique la méthodologie suivie afin d'atteindre notre objectif.

CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE

Nous présentons dans ce chapitre la méthodologie qui a servi à réaliser notre recherche. Dans un premier temps, nous justifierons la stratégie de recherche et le choix de la technique d'entrevue qualitative. Dans un second temps, nous nous pencherons sur le recrutement des répondants et le déroulement des entrevues. Finalement, nous traiterons de l'analyse des entrevues en précisant la méthode d'analyse du discours employée.

2.1 La stratégie de recherche

Notre stratégie de recherche a d'abord consisté en une recension de la littérature disponible sur la participation politique et communautaire des immigrants à leur société d'accueil. Évidemment, nous nous sommes aussi intéressés à la participation des non-immigrants. Ainsi, nous avons pu repérer les variables susceptibles de jouer un rôle important dans le phénomène à étudier. Cependant, aucune recherche n'étudiait spécifiquement comment le passage d'une société peu démocratique à une société démocratique pouvait influencer la participation civique des migrants dans le pays d'accueil. Aussi, nous avons identifié les variables qui nous semblaient les plus déterminantes dans une éventuelle participation civique. Nous avons accordé une attention particulière au vécu de chacun des informateurs.

Après cela, nous étions prêts à définir notre démarche. Étant donné le caractère exploratoire de notre étude, une méthodologie qualitative s'imposait. En effet, l'entrevue qualitative nous permet d'offrir le maximum de latitude au répondant dans son discours puisque c'est lui qui décide de l'ordre des thèmes; l'intervieweur

se limite à introduire des questions touchant des sujets auxquels l'interviewé n'a pas fait référence.

2.2 Les entrevues semi-dirigées et le guide d'entrevue

Nous avons choisi de faire des entrevues semi-dirigées reposant sur un guide d'entretien³.

Selon Poupart (dans Poupart et al., 1997, p. 174) trois arguments justifient l'utilisation de l'entretien de type qualitatif :

- d'ordre épistémologique car la perspective des acteurs sociaux est jugée indispensable à une juste appréhension et compréhension des conduites sociales;
- d'ordre éthique et politique car il ouvrirait la porte à une compréhension et à une connaissance de l'intérieur des dilemmes et des enjeux auxquels font face les acteurs sociaux;
- des arguments méthodologiques car l'entretien de type qualitatif s'imposerait parmi les outils d'information susceptibles d'éclairer les réalités sociales, mais surtout, comme instrument privilégié d'accès à l'expérience des acteurs.

Un objet d'étude tel que la participation civique ne peut pas être abordé de façon décontextualisée; il doit être étudié en tenant compte de la trajectoire de vie, des expériences quotidiennes, de la culture d'origine et d'une multitude de déterminants sociaux.

Une fois que le guide d'entrevue a été achevé, une étudiante de doctorat d'origine péruvienne, Josefina Rossell, nous a dispensé de précieux conseils sur certaines variables, sur la manière d'aborder les thématiques et sur certaines expressions à utiliser pour faciliter la compréhension des répondants.

Dans le guide d'entrevue, les questions ont été rédigées en fonction des thématiques et des sous-thématiques, toujours en comparant l'expérience vécue au

³ Voir en l'annexe 1 la traduction de ce guide.

Pérou et à Montréal. Ainsi, les grandes rubriques abordées sont : la participation politique à Montréal et au Pérou⁴; la participation communautaire (si elle existe : type d'association, motivations, niveau d'engagement, coûts et bénéfices de l'expérience); la perception des systèmes politiques péruvien (peut-on parler de démocratie au Pérou ?) et canadien; l'appropriation du fonctionnement du système canadien; la confiance accordée aux politiciens péruviens et canadiens et la perception de l'influence que les répondants peuvent exercer à l'intérieur de ces systèmes.

Notre guide incluait aussi des questions sur le profil des répondants: âge, année d'arrivée à Montréal, année d'obtention de la citoyenneté, parcours migratoire, raison de l'émigration, statut civil, contacts avant l'arrivée à Montréal, perception d'amélioration ou non du statut socio-économique.

2.3 Le recrutement des répondants

Les critères à satisfaire pour participer à la présente étude étaient d'avoir émigré du Pérou à l'âge adulte (et donc d'être un immigrant de première génération), d'habiter dans la région montréalaise et d'avoir obtenu la citoyenneté canadienne au cours des dernières années.

Le premier critère se justifie dans la mesure où nous recherchions des personnes qui ont vécu au Pérou jusqu'à l'âge adulte, et qui ont, par conséquent, eu la possibilité de participer au niveau politique et communautaire.

Pour le recrutement, nous avons fréquenté les lieux associés à la communauté péruvienne de Montréal (églises, radio communautaire, associations péruviennes; un fonctionnaire du consulat général du Pérou à Montréal nous a donné une liste des lieux de rassemblement des Péruviens de Montréal). Nous avons aussi utilisé notre réseau pour entrer en contact avec des Péruviens absents de ces lieux. Évidemment, chaque Péruvien rencontré nous a référé à d'autres Péruviens. En

⁴ Cela inclut le vote à partir du consulat général du Pérou à Montréal.

somme, nous avons procédé en suivant la technique dite « boule de neige ». Cette méthode s'est avérée fructueuse — les personnes contactées grâce à une connaissance étant toujours plus réceptives.

Idéalement, nous aurions aimé recruter plus de Péruviens ayant récemment obtenu la citoyenneté canadienne. Malheureusement, nous avons eu de la difficulté à trouver un grand nombre de personnes récemment naturalisées, peut-être en raison du peu d'importance de la communauté péruvienne de Montréal. Nous avons donc élargi notre échantillon aux personnes ayant obtenu la citoyenneté depuis 15 ans ou moins. Cette décision nous a, par ailleurs, permis d'avoir un groupe de répondants plus diversifié.

2.4 Déroulement des entrevues

Le fait de procéder par la technique « boule de neige » implique que l'échantillon demeure flexible, des répondants pouvant s'ajouter en cours de processus (souvent référés par un informateur mis en confiance par un bon déroulement de l'entrevue). Cette façon de faire implique que c'est à nous de décider quand l'échantillon sera formé. On peut considérer que l'échantillon est suffisant lorsque l'on atteint le principe de saturation de l'information (Van de Maren, 1996).

Étant donné le caractère exploratoire de l'étude, notre but n'était pas la généralisation des résultats. De même, nous ne cherchions pas à constituer un échantillon représentatif de la population péruvienne de Montréal.

Nous étions davantage intéressés par l'exploration qu'offre une approche qualitative. En effet, nous voulions obtenir un point de vue nuancé et provenant de l'intérieur. La perspective de rencontrer des gens nous paraissait plus stimulante qu'une approche quantitative qui, en plus de réduire à leur plus stricte expression les rapports humains, nous semblait trop rigide pour saisir les nuances que nous cherchions à faire émerger. Après discussion avec notre directeur de recherche, nous avons jugé qu'une quinzaine d'informateurs suffirait à notre enquête. Ainsi,

nous avons décidé de cesser le recrutement après avoir interviewé seize personnes, sans savoir si nous avons atteint la saturation de l'information.

Lors d'une entrevue, l'atmosphère est toujours quelque peu artificielle. Pour palier à cet état de fait, nous nous sommes efforcés de trouver l'équilibre entre un processus communicatif contrôlé et systématisé et une ambiance de confiance et d'intimité. Cette pondération rend possible la combinaison de la qualité de l'information obtenue et de la rigueur méthodologique.

Dans le but de faciliter la création d'un climat détendu pendant l'entrevue, nous avons rappelé (car le premier contact fut par téléphone) à l'interviewé le titre de notre recherche, le contexte dans lequel elle s'inscrivait (travail de maîtrise) et notre catégorie professionnelle (étudiante de maîtrise en Psychologie à l'Université de Montréal). Nous avons aussi pris la peine de raconter brièvement notre parcours personnel. Évidemment, nous avons souligné le fait que l'anonymat serait assuré avant de demander la permission d'enregistrer les entrevues à l'aide d'un magnétophone.

Toutes les entrevues ont été enregistrées puis retranscrites en entier. Cette façon de faire, nous permet de connaître le point de vue des personnes sur le thème que l'on recherche. Pour le travail d'analyse, le texte transcrit demeure la meilleure source. Qui plus est, l'enregistrement nous a permis d'écouter la cassette dans les phases de transcription, d'analyse et de maintenir le contact visuel avec la personne pendant l'entrevue, faisant ainsi montre d'intérêt pour ce que la personne raconte. De plus, cette méthode facilite l'observation du langage non verbal.

Les entrevues individuelles se sont réalisées en espagnol (langue maternelle des interviewés et de la chercheuse). Notre guide contenait des indications thématiques mais la structure demeurait flexible afin de donner le maximum de latitude aux

interviewés (l'ordre de questions était très souple). Ainsi, plusieurs répondants ont d'eux-mêmes abordé les thématiques signalées dans notre guide.

Au fur et à mesure que le répondant abordait les thématiques, des questions pertinentes lui étaient adressées pour obtenir plus de détails. Si une thématique n'était pas abordée ou s'il fallait changer de sujet, ou réorienter l'entrevue, cela était indiqué au répondant, comme le suggère Van der Maren (1996, p. 314) afin de finaliser le thème antérieur et d'introduire la nouvelle thématique tout en « lui donnant le temps de prendre son rythme ». Cette façon de procéder articule efficacement la flexibilité et la rigueur.

Les entrevues se sont réalisées entre mai et août 2003. Elles ont une durée moyenne d'une heure et demie (la plus courte étant de 45 minutes et la plus longue de deux heures et demie). Cinq entrevues ont été réalisées chez les répondants, cinq autres dans un café proposé soit par le répondant ou par la chercheuse (en ayant souligné le besoin d'un endroit calme pour ne pas nuire au déroulement de l'entrevue ni à l'enregistrement), cinq sur le lieu de travail des répondants et une dernière chez la chercheuse.

Nous avons pris en note le lieu de l'entrevue, la date et la façon dont la personne a été recrutée. Ces notes nous ont apporté des informations supplémentaires, ce qui nous a permis d'enrichir notre analyse.

Il faut souligner que, dans tous les cas, le contact a été chaleureux. Les répondants ayant tous assez peu de disponibilité, nous avons opté pour une seule entrevue tout en obtenant l'approbation du répondant pour un possible entretien téléphonique ultérieur afin de préciser des questions si nécessaire.

2.5 Profils des répondants⁵

Le groupe étudié se compose de 16 répondants, répartis en un nombre égal d'hommes et femmes : huit femmes (P4, P5, P6, P7, P8, P9, P11, P16)⁶ et huit hommes (P1, P2, P3, P10, P12, P13, P14, P15).

Tous les répondants sont péruviens et ont émigré à l'âge adulte (deux personnes ont migré à l'âge de 18 ans; le reste entre 27 et 48 ans).

L'âge des répondants varie entre 24 et 59 ans, dont neuf dans la quarantaine, cinq dans la cinquantaine, une personne dans la trentaine et une dans la vingtaine.

Tous les répondants ont obtenu la citoyenneté canadienne. Les répondants se répartissent presque uniformément en deux groupes : un groupe de sept personnes ayant obtenu la citoyenneté dans les cinq dernières années; et un groupe de neuf personnes l'ayant obtenue entre huit à 15 ans.

L'état civil de nos répondants est diversifié. La plupart — onze — sont mariés. Parmi ceux-ci, deux personnes n'ont pas d'enfants alors que les neuf autres ont eu des enfants. Les enfants des personnes mariées sont de tous âges : jeunes enfants, adolescents et adultes vivant à la maison ou ayant quitté le foyer familial. Trois personnes sont divorcées et ont des enfants (de différents âges) et les deux dernières sont célibataires (sans enfants).

Le nombre d'années vécus à Montréal varie de six à 18 ans. Tous les répondants ont émigré à Montréal directement du Pérou (sans pays de transit) à l'exception d'une personne qui a émigré à partir de la France (après y avoir vécu sept ans).

⁵ Le profil des répondants est traité de façon générale, sans donner de détails précis sur chaque personne afin de préserver l'anonymat que nous avons promis lors de l'entrevue.

⁶ L'assignation de ces numéros (P1, P2...) a but de repérer les individus tout au long de la présente étude lors des citations des entrevues, en gardant l'anonymat. Ces numéros ont été distribués au hasard par la chercheuse.

Toutes les personnes rencontrées ont habité uniquement dans la région montréalaise depuis leur arrivée au Canada. La plupart des informateurs (neuf personnes) sont originaires de la capitale, Lima, tandis que quatre personnes ont habité à Lima avant d'émigrer bien qu'originaires d'autres villes péruviennes. Les trois derniers répondants sont originaires d'autres villes péruviennes d'où ils ont émigré pour le Canada.

Neuf répondants affirment qu'ils appartenaient, au Pérou, à la classe moyenne (*clase media*); cinq disaient appartenir à la classe *moyenne-favorisée* (*clase media-alta*); une personne s'identifiait à la classe moyenne-défavorisée (*clase media-pobre*); enfin un répondant affirmait appartenir à la classe défavorisée (*clase pobre*).

Parmi les répondants, deux ont obtenu le statut de réfugié (les deux ont fait la demande à partir de Montréal), cinq ont été parrainés par des membres de leur famille (dont une personne arrivée avec un visa d'études); une personne est rentrée avec un visa de travail, une autre avec un visa de touriste puis elles ont fait une demande de résidence tandis que les sept autres ont fait une demande d'immigration à partir du Pérou.

Douze répondants ont effectué des études universitaires : huit ont étudié au Pérou, trois ont étudié dans un pays tiers (Brésil, États-Unis et Suède) alors qu'une personne complète actuellement sa maîtrise dans une université montréalaise. Quatre informateurs possèdent un diplôme d'une école spécialisée (deux d'une école normale, un d'une académie de langue et un d'une école de comptabilité).

2.6 L'analyse des entrevues

L'analyse du discours — à la lumière du constructionnisme — sert de base méthodologique à notre enquête. Cette méthodologie tend à produire et à rendre

évidentes les différentes façons d'interpréter et de concevoir un objet social tel que la participation. L'analyse du discours suppose donc une déconstruction subjective des constructions utilisées par la personne interviewée.

Nous comprenons par discours une pratique sociale avec un effet concret. Les interventions représentent une activité discursive orientée et ajustée à des règles déterminées. Le langage ne dit pas uniquement, mais il fait aussi (García-Borés, Pujol, Cagics, Medina, & Sánchez, 1995). Le discours est constructeur de et construit par la réalité sociale du moment et les répertoires interprétatifs (discours) sont les éléments essentiels que les locuteurs utilisent pour construire des versions des actions, les processus cognitifs et d'autres phénomènes (Potter & Wetherell, dans Gordo López & Linaza, 1996). C'est pourquoi le discours est au centre de notre recherche : il permet d'accéder aux significations et aux conceptions que les personnes construisent, en l'occurrence, pour notre enquête, le discours justifiant et objectivant la participation civique.

La déconstruction du discours suppose de pratiquer une dissection qui nous permet d'explicitier les représentations d'actes et de personnes que contenait le discours (Burr, 1997). L'analyse suppose une lecture et une interprétation d'un texte avec l'intention d'analyser son contenu et de révéler les discours sous-jacents et/ou les mécanismes rhétoriques et linguistiques utilisées (Burr, 1997; Ruiz, 1996). En somme, l'analyse consiste en une reconstruction subjective des constructions élaborées par les interviewés.

Ce que nous allons présenter dans cette enquête représente donc notre interprétation de ce que nous avons décelé de l'interprétation que se font les répondants de la participation. En d'autres termes, l'analyse de l'information a été réalisée à partir de notre intersubjectivité, susceptible d'être contrastée par le lecteur. C'est pour cela que chaque commentaire des résultats est suivi d'un fragment de l'entrevue qui permet d'illustrer et évaluer notre interprétation (García-Borés et al., 1995). Ces extraits d'entrevue — traduits en français et accompagnés de leurs extraits originaux en espagnol — sont suivis du numéro

attribué au hasard au répondant, ainsi que du numéro de ligne qui correspond à l'extrait de son entrevue.

Donc, la procédure suivie ne se base pas sur l'identification d'exemples concrets à partir d'une notion abstraite mais sur l'abstraction de répertoires interprétatifs à partir d'exemples concrets et contextualisés. De cette façon, une fois que les entrevues ont été transcrites *in extenso*, nous avons établi une première grille de codage à partir des thématiques abordées dans notre guide d'entrevue.

Après avoir analysé l'entrevue qui nous semblait la plus complexe et la plus riche en fonction des codes établis, nous avons ajouté quelques nouveaux codes jugés pertinents à la grille. Cette grille a encore souffert quelques modifications en cours d'analyse. Par conséquent, nous pouvons considérer notre codage comme un codage de « type mixte » qui « répond mieux aux exigences méthodologiques de la recherche exploratoire » (Van der Maren, 1996, p. 436). Nous avons assigné une couleur différente pour toutes les thématiques (et les sous-thématiques) abordées tout au long de l'entrevue. À la suite de ce codage, un résumé de chaque entrevue, par thématique et sous-thématique, a été rédigé. Celui-ci colligeait aussi les données sociodémographiques. Ce résumé allait nous permettre de comparer les thématiques et de faire ressortir les ressemblances et les différences entre nos répondants. Notre objectif étant d'avoir une vision globale de la participation de ce groupe de personnes à partir de leurs différentes expériences. La finalité de cette analyse est de garder la singularité de chaque récit en le plaçant dans l'ensemble, afin que les différents récits se combinent, s'ajustent, se complètent et s'articulent.

Maintenant que nous avons explicité notre démarche méthodologique, nous allons faire un survol de la réalité péruvienne en privilégiant les aspects socioéconomiques et politiques du pays — ces éléments de contexte nous apparaissant nécessaires à la compréhension de notre problématique — avant de présenter en détails nos résultats.

CHAPITRE 3 : LE PÉROU

Dans ce chapitre, nous présentons succinctement quelques aspects sur le Pérou : le pays, l'histoire et sa démocratie, la population, le vote obligatoire et la situation entre l'état et la société civile. Ce chapitre a pour but de situer le contexte général vécu par nos répondants pour mieux comprendre les éléments ressortant de l'analyse des entrevues présentés dans le chapitre suivant.

3.1 Le pays

(Selon Hachette, 2001 et Larousse, 1999⁷)

Le Pérou est un pays en voie de développement du nord-ouest de l'Amérique du Sud, de 1 285 216 km² (environ 20 % inférieur à la superficie du Québec), comportant une population totale approchant les 27 millions d'habitants⁸. Il est bordé à l'ouest par l'océan Pacifique, au nord, par l'Équateur et la Colombie, à l'est par le Brésil et au sud par la Bolivie et le Chili.

Lima, la capitale, est une ville d'environ 8 millions d'habitants⁹ située sur le bord de l'océan.

La langue officielle est l'espagnol et le quechua, cependant l'espagnol est la langue d'État. Dans les Andes méridionales, les Péruviens utilisent également l'aymara, une autre langue indigène.

⁷ Les données concernant la population ont été actualisées à l'aide d'autres sources.

⁸ Population estimée en juin 2003 selon l'« Instituto Nacional de Estadística e Informática » (INEI) (Perú) (le dernier recensement de la population datant de 1993).

⁹ INEI (2003).



Carte de l'Amérique du Sud¹⁰

Le territoire péruvien présente une organisation tripartite, du Pacifique à l'intérieur : la côte (*la costa*), la montagne (*la sierra*) et la forêt (*la selva*).

La *costa*, désertique offre peu de ressources naturelles sinon la pêche et les mines. Cependant grâce à un système d'irrigation artificielle cette région compte aussi de grandes plantations. La *costa* est la région la plus riche et plus densément peuplée de tout le pays, 52 % de la population péruvienne y habite¹¹. Le pouvoir politique et économique y est concentré, surtout autour de Lima. C'est dans cette zone où la plupart des villes et des industries péruviennes sont réunies. On y retrouve une population diversifiée, très métissée avec les Européens. Il y a peu de ressources autres que la pêche, qui est très réputée et les mines.

¹⁰Figure extraite de: <http://www.abc-latina.com/esp/mapamsur.htm>

¹¹ Selon l'estimation au 30/06/1997 du INEI (Pérou).

La *sierra* est partagée entre de hautes montagnes et le grand haut plateau des Andes. Cette zone abrite 36 % de la population péruvienne¹². On y retrouve principalement une population indigène. Les quechuas et les aymarás, population d'origine inca, vivant principalement de culture d'élevage d'espèces natives lamas, alpacas et moutons, et pratiquant une agriculture de subsistance (maïs et pommes de terre) prédominent. Dans cette zone on retrouve aussi les principales ressources minières du pays.

La *selva* demeure encore peu peuplée puisqu'elle représente environ 65 % du territoire national et se trouve habitée seulement par 12 % de sa population¹³, qui se consacre aux cultures industrielles (caoutchouc, sucre, café et cacao) dans les zones géographiques qui communiquent facilement avec la *costa*, et à l'exploitation de bois durs, tanin et d'huile de noix.

3.2 Histoire

3.2.1 Les premières civilisations et l'époque coloniale (D'après Hachette, 2001)

Le Pérou fut le centre de nombreuses civilisations amérindiennes (Chavín, Moche, Chimú, Nazca, Paracas). Entre le XII^e et le XVI^e siècle, les Incas étendent leur domination sur les plateaux andins.

Francisco Pizarro commence la conquête du Pérou en 1531 avec 180 hommes. En 1532, il se rend maître, par trahison, du souverain inca Atahualpa à Cajamarca. Dès lors commence l'exploitation des hommes et des richesses minières (or, argent de Potosí). Parqués dans des réserves, convertis de force au christianisme, contraints

¹² INEI (2003).

¹³ INEI (2003).

de verser tribut en hommes et en denrées diverses, les Indiens¹⁴ se révoltent maintes fois. Le heurt des deux civilisations se traduit par l'effondrement démographique de la population andine, victime du choc microbien et des travaux forcés (c'est ce qui amène les Espagnols à importer des esclaves noirs). Progressivement les fractures sociales s'exacerbent entre les créoles, qui contrôlent la vie économique, et les métropolitains, qui disposent du pouvoir politique et administratif.

3.2.2 Indépendance et évolution politique récente (D'après Hachette, 2001)

Influencés par les idées révolutionnaires européennes, des mouvements insurrectionnels se manifestent et mettent à profit l'occupation de l'Espagne par les troupes napoléoniennes. De 1809 à 1824, les révolutionnaires, qui reçoivent l'appui de Simón Bolívar et de José de San Martín, combattent les royalistes. En décembre 1824, ces derniers sont définitivement vaincus à Ayacucho. Mais, alors que les vainqueurs se disputent le pouvoir, le Pérou traverse une longue période rythmée par des coups d'État et des conflits territoriaux avec ses voisins (Bolivie, Équateur, Chili). À partir de 1854, le pays retrouve une certaine prospérité grâce à la valorisation du guano¹⁵ et à la création des voies ferrées reliant Lima aux villes minières andines. La suppression de l'esclavage entraîne l'importation d'une main-d'œuvre chinoise. La guerre du Pacifique (1879-1883), perdue contre le Chili, révèle la fragilité de la jeune nation. La bourgeoisie liménienne pactise avec l'occupant tandis que se développent des mouvements de résistance dans les Andes. Le Pérou s'engage ensuite dans la voie de la prospérité : croissance des exportations de guano, de produits miniers et de caoutchouc, investissements des firmes britanniques et américaines.

¹⁴ Ce terme est utilisé au Pérou pour désigner les personnes d'origine autochtone, descendants des incas.

¹⁵ Fertilisant procédant de la décomposition des excréments des oiseaux marins accumulé dans certaines côtes et îles de l'Amérique du Sud, étant abondant sur les côtes du Pérou et du Chili.

Mais la situation sociale se durcit, notamment dans les campagnes. Dans ce contexte de tensions, les partis d'opposition se développent (création de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine [APRA], un mouvement de tendance marxiste, influencé par la révolution mexicaine et du parti communiste en 1930). Jusqu'en 1980 se succèdent coups d'État et gouvernements démocratiques.

3.2.3 Le retour à la démocratie

(D'après Leclerc, 2003; et Larousse, 1999)

Après une longue période de gouvernement militaire (1968-1980), le Pérou renoue avec la démocratie aux élections de 1980. Le vainqueur, l'ancien président Belaúnde Terry, ne parvint pas à redresser la situation économique. Pendant les cinq années qui suivirent son élection, le revenu par habitant diminua et la dette extérieure du pays augmenta. Par ailleurs, les guérilleros maoïstes du Sentier lumineux (*Sendero luminoso*) intensifièrent leurs actions. La guérilla fut probablement responsable de la mort d'au moins 18 000 personnes, dans les années 1980. La victoire, pour la première fois dans l'histoire du pays, du candidat de l'APRA, Alan García Pérez, lors de l'élection présidentielle de 1985, ne parvint pas à inverser la tendance, et le déclin économique du pays se poursuivit.

À la fin des années 1980, selon Larousse (1999), le Pérou présentait la situation économique la plus critique de toute l'Amérique latine : hyperinflation, épuisement des réserves de devises, accroissement de la « dollarisation » de l'économie, croissance négative et, sur le plan international, un moratoire sur le paiement de la dette externe, décidé unilatéralement, isola le pays des organismes financiers internationaux et provoqua une accumulation importante de retards du paiement du service de la dette.

En juin 1990, Alberto Fujimori, un fils d'immigrés japonais, succéda à García Pérez. Le nouveau président de la République imposa un programme d'austérité afin de combattre l'hyperinflation (1000 % entre 1988-1989) qui avait totalement discrédité le régime précédent. La crise économique provoqua une nouvelle escalade des actions de la part du Mouvement Tupac Amaru (MRTA) et du Sentier lumineux, lesquels commencèrent à viser les infrastructures administratives de Lima. Invoquant le terrorisme et la corruption dans les milieux gouvernementaux, le président Fujimori suspendit la Constitution en avril 1992 et prononça la dissolution du Congrès. En septembre, l'arrestation d'Abimaël Guzman, le chef du Sentier lumineux, permit au chef de l'État de conserver le soutien de la population. De nouvelles élections furent alors fixées pour 1995 et Alberto Fujimori fut réélu (9 avril). Toutefois, le danger terroriste subsista et se manifesta une nouvelle fois, du 18 décembre 1996 au 22 avril 1997, lors d'une prise d'otages à l'ambassade du Japon par un groupe se réclamant du Mouvement Tupac Amaru.

En dépit de la Constitution, le président Fujimori brigua un troisième mandat à l'élection présidentielle de 2000. Malgré 1,5 million de signatures, la tenue d'un référendum visant à empêcher sa candidature a été rejetée par le Congrès. Face au candidat indien Alejandro Toledo, et malgré le monopole des médias, Fujimori a été contraint de concéder un second tour. Son adversaire a alors refusé de participer au scrutin. Alberto Fujimori a été élu, mais ce fut une élection contestée dans le pays comme à l'étranger. En novembre 2000, Alberto Fujimori, à la suite d'un scandale politico financier impliquant l'un de ses proches conseillers — le chef des services de renseignement, Vladimiro Montesinos — s'est réfugié au Japon à l'occasion d'un voyage officiel et a annoncé sa démission. Le Congrès péruvien l'a refusée et a prononcé sa déchéance politique pour «incapacité morale permanente». Depuis le départ de Fujimori, le pays revit une période de démocratie avec l'élection du gouvernement de Toledo le 8 avril 2001, sous surveillance de délégués de diverses organisations internationales.

Selon l'Association Panamericana de la Salud (1998), une crise économique prolongée a commencé vers la moitié des années 1970. Les pires années ont été 1983 et 1989, avec des diminutions du produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 12,6 % et 11,7 %, respectivement. À partir de 1988, un sévère processus récessif s'est produit, accompagné d'hyperinflation, désordre social et violence. L'hyperinflation a pu être contrôlée seulement à partir du mois d'août de 1990, grâce aux mesures stabilisantes du nouveau gouvernement. À partir du quatrième trimestre de 1990 l'inflation a maintenu une tendance décroissante, jusqu'à 12,5 % en 1994 et 10,4 % en 1996.

D'après la Banque Mondiale (2002), entre 1997 et 2001, le pourcentage de péruviens qui vivaient dans la pauvreté atteignait 54,8 % et 24,4 % pour ceux qui vivaient dans des conditions d'extrême pauvreté (moins d'un dollar U.S par jour). Le taux de chômage en 2002 était de 9,4 % et le sous-emploi très répandu, selon le World Factbook de la CIA (2003).

3.3 État et institutions

(D'après Hachette, 2001)

Le régime républicain péruvien reposait jusqu'en 1992 sur un président élu pour cinq ans au suffrage universel direct et sur le Parlement, formé par la Chambre des députés (180 membres, élus au suffrage universel pour cinq ans) et le Sénat (70 membres, élus pour la même durée par les régions). L'équilibre entre l'exécutif et le législatif a été rompu en avril 1992, date à laquelle le président Fujimori, appuyé par l'armée, dissout le Parlement et suspend les garanties constitutionnelles; on parlera de «coup d'État civil».

La réforme de la Constitution en 1993 consacre une République avec un Président qui est le représentant de la Nation, Chef d'Etat du gouvernement et des Forces Armées; un Congrès unicaméral de 120 membres, le pouvoir judiciaire et un

organe indépendant chargé de l'organisation des élections. Le Président de la République et les membres du Congrès sont élus au suffrage universel, direct et secret, pour une période de cinq ans. Ils peuvent être réélus.

Dans un contexte de violence, l'armée (128 000 hommes) demeure omniprésente; 8 % du PIB lui sont consacrés.

Le clergé joue également un rôle prépondérant. Les prêtres adeptes de la théologie de la libération épousent la cause des plus misérables et jouissent d'une influence certaine dans la société.

3.4 Le vote obligatoire en Amérique latine

Dans tous les pays de l'Amérique Latine, selon Fernández Baeza (1998), dans la première moitié du XX^e siècle a eu lieu l'institution du vote obligatoire comme un composant du processus de démocratisation du suffrage.

Actuellement le vote continue à être obligatoire à l'exception de la Colombie et du Nicaragua.

Dans le cas du Pérou, selon Tuesta Soldevila (1994), « la constitution de 1931 a accordé le droit de vote aux hommes, lettrés et majeurs de 21 ans, sans restriction d'ordre économique » [traduction libre] (p. 68). Les femmes lettrées majeurs de 21 ans, ou les mariées lettrées et majeures de 18 ans, ont eu le droit de vote seulement à partir de 1955.

En 1978, l'âge des électeurs fut réduit de 21 à 18 ans. Finalement, les illettrés, hommes et femmes, ont pu exercer leur droit de vote pour la première fois en 1980, aux élections présidentielles.

« Le vote est personnel, égal, libre, secret et obligatoire jusqu'à 70 ans (art. 65, Constitución) (Art.5 D.L. 14250) » (dans Baeza, 1998) [traduction libre].

Selon L'Oficina Nacional de Procesos Electorales (ONPE, 2002) du Pérou, la Constitution de 1993, établit que le droit de vote est accordé aux Péruviens de naissance et aux naturalisés majeurs de 18 ans qui ont un document d'identité, à l'exemption des membres des forces armées et corps policier actif. Le vote est obligatoire et facultatif pour les majeurs de 70 ans.

3.5 La population

La population péruvienne connaît une forte croissance, le nombre moyen d'enfants par femme est de 2,4 en zone urbaine et de 4,6 en zone rurale. Le taux de croissance annuelle de la population est actuellement de 1,7 %¹⁶.

Les Indiens, descendants des Incas, représentent environ 45 % de la population du Pérou, ce sont essentiellement des Quechuas et des Aymaras. Près de 37 % des habitants sont issus d'un métissage entre Indiens et descendants d'Européens. Environ 15 % des Péruviens sont d'origine européenne (surtout espagnole). Les 3 % restants sont issus de l'immigration (notamment des Japonais, Chinois et Noirs)¹⁷.

D'après Unicef (2000), le Pérou présente une grande diversité culturelle, ethnique et raciale et est considéré comme un des pays où les inégalités sociales et économiques sont majeures. Cette hétérogénéité structurelle constitue finalement une barrière pour l'universalisation des droits sociaux et économiques de la population, notamment ceux des enfants et des femmes.

Selon la Banque Mondiale (2002), plus de la moitié de la population rurale péruvienne vit en extrême pauvreté. Les niveaux de pauvreté varient d'une région à une autre. Le pourcentage de pauvres à la *sierra* et à la *selva* correspond à

¹⁶ Source: INEI (2003).

¹⁷ Source: CIA, The World FactBook (2003).

environ le double de ceux de la *costa*. Plus de la moitié des pauvres extrêmes se concentrent à la zone de la *sierra*.

La misère rurale s'est étendue aux zones urbaines qui sont entourées d'une couronne de bidonvilles notamment à Lima, nommés *Pueblos Jóvenes*. L'Unicef (2000) estime qu'un tiers la population urbaine y vit dans des logements précaires. Rien qu'à Lima, 69 % des logements présentent ces caractéristiques.

3.6 Le divorce entre l'État et la société civile

La distance existante entre la sphère politique et la société est signalée par plusieurs auteurs comme Revesz (dans Couffignal, 1992), Saint-Geours (dans Couffignal, 1992), Ballón (dans Meyer & Reyna, 1989), Cotler (dans Perelli, Picado, & Zovato, 1995) et Mosqueira (dans Perelli et al., 1995).

D'après Mosqueira (dans Perelli et al., 1995) le manque de contrôle sur l'activité régulatrice de l'État et l'absence de normes qui régulent cette activité, empêchent l'existence d'un gouvernement qui puisse réaliser une gestion qui tienne compte des besoins et des plans de la société civile. Cela a pour conséquence que les attentes des électeurs dans leurs gouvernants se transforment en frustrations qui accroissent le mécontentement. Les gouvernements deviennent ainsi de plus en plus impopulaires.

Le maintien d'un État totalement indifférent aux besoins et aux préoccupations de la société civile provoque un divorce entre eux. Le manque de mécanismes de protection des citoyens par l'administration, l'existence d'un centralisme marqué, la régulation administrative excessive qui empêche la fluidité de la fonction administrative et génère des coûts excessifs et souvent inutiles aux citoyens sont autant de motifs de rupture entre l'État et la société. Cela s'aggrave avec le maintien d'une démocratie reliée uniquement aux processus électoraux sans qu'un autre mécanisme démocratique distinct à l'élection existe. La société civile ne peut donc participer dans le Gouvernement ni le contrôler.

Selon Leclerc (2003), les autochtones péruviens ne jouissent pas d'une amélioration de leur situation, même si maintenant le premier président d'origine indienne, quechua, élu démocratiquement, Alejandro Toledo est à la tête du pays. Dans l'actualité la tendance politique est une diminution des droits aux autochtones dont la langue est seulement co-officielle dans certaines régions. Selon une étude de Dejo (citée dans Leclerc, 2003) le pourcentage d'autochtones habitant à Lima ayant déclaré avoir subi ou témoigné d'épisodes de discrimination raciale atteignait le 81 %. Toujours d'après Leclerc (2003), la disparition des langues autochtones se produit d'une façon préoccupante.

CHAPITRE 4 : RÉSULTATS

Dans ce chapitre, nous présentons les résultats de l'analyse de nos entrevues, sous forme de questions auxquelles nous répondons. Les questions traitent de divers aspects tels que : la démocratie, la démocratie au Pérou, la participation politique et communautaire ainsi que le niveau d'investissement au Pérou et au Canada, le vote au Canada, les obstacles à la participation, les motivations à la participation, la confiance dans le système, les politiciens et la *political efficacy*.

4.1 À quelles caractéristiques principales reconnaissent-ils un régime comme démocratique ?

Selon Lapierre (2001, p. 66), « la définition classique de démocratie est celle d'un régime qui fait participer l'ensemble des citoyens à l'exercice du pouvoir ». La démocratie n'est pas seulement assurée par le suffrage universel. Cet auteur détermine cinq autres critères importants pour reconnaître un régime comme étant démocratique :

1. l'existence de contre-pouvoirs organisés, capables de résister aux abus de pouvoir en animant des mouvements sociaux (associations civiques ou organisations non gouvernementales, confédérations syndicales, clubs et sociétés de pensée, etc.);
2. des moyens d'information et d'expression (presse, radio, télévision) réellement libres, c'est-à-dire ni censurés par le pouvoir politique ni asservis au pouvoir économique;
3. le respect des libertés publiques (de déplacement, de réunion, de manifestation des opinions, de conscience et de pratique religieuse, d'intimité de la vie privée);

4. un pouvoir institutionnalisé, dont l'exercice est soumis à des règles sans le respect desquelles il perd sa légitimité – ce qu'on appelle une constitution, écrite ou coutumière;
5. le respect par la majorité des minorités ethniques, culturelles, linguistiques, religieuses, politiques (ce qui exclut le parti unique, la religion d'État ou l'athéisme d'État, la purification ethnique ou sa forme douce qu'est l'assimilation forcée).

Nous ne nous attendions pas à obtenir de nos répondants des définitions « complètes » sur la démocratie, car nous avons demandé « le plus important » de leur point de vue et la réponse n'était pas le fruit d'une réflexion approfondie (car nous n'avions pas révélé les questions de l'entrevue auparavant) mais plutôt une réponse spontanée et c'était cela que nous cherchions.

Donc, il n'y a personne qui fait référence à tous les éléments signalés par Lapierre mais quelques-uns sont nommés.

Comme nous le verrons, quelques droits et libertés sont les éléments le plus rapportés par nos répondants. Plusieurs personnes, ne se limitant pas à un seul élément pour définir un régime démocratique, en combinent plusieurs pour répondre notre question. Nous avons regroupé les réponses obtenues en fonction des éléments exposés et du nombre de répondants qui y font allusion.

4.1.1 Les droits

à la participation

Neuf de nos répondants font référence au « droit à la participation ou au droit de vote » comme droit ou élément essentiel pour qu'un pays puisse être considéré comme étant démocratique. P1, P2, P3 et P11 évoquent le « droit à la participation/participation aux décisions » sans parler directement du droit de vote, auquel font référence P5, P6, P7, P14 et P16.

« le premier droit est de pouvoir participer aux décisions. » (P2, 394)
 « el primer derecho es poder participar en las decisiones. » (P2, 394)

« que [les citoyens]puissent décider. » (P1, 843)
 « que[los ciudadanos] puedan decidir. » (P1, 843)

« [le droit] de vote, évidemment si [le pays] est démocratique... » (P16, 412)
 « [derecho] al voto, evidente si es democrático... » (P16, 412)

P7 considère « le vote proportionnel » comme un des éléments importants puisqu'elle n'estime pas que la majorité par circonscription électorale soit représentative de ce que le peuple choisit.

à l'égalité

P12, P13 et P15 indiquent le droit à l'égalité entre les citoyens, avec des différentes nuances :

« [...] le droit à être égaux [...] l'égalité sociale des gens. » (P12, 624[...])
 « [...] derecho a ser iguales [...] la igualdad social de la gente. » (P12, 624[...])

« [...] nous tous devons avoir accès aux mêmes opportunités, c'est-à-dire, qu'il ne doit pas exister de discrimination de couleur, de race ou de croyance... Je pense que la démocratie c'est cela : donner à tous les mêmes chances de s'en sortir, avoir les mêmes opportunités comme [nom de l'intervieweuse] que comme [P13]. » (P13, 335-338)

« [...] todos debemos tener acceso a las mismas oportunidades, o sea, el hecho de que yo sea de un color, o de una raza o de otro credo, no debería...yo pienso que democracia es "aquí está" y mira la manera de salir adelante, tu tienes las mismas oportunidades como [mi nombre] que como [su nombre]. » (P13, 335-338)

« donner la même opportunité à ceux qui ont [des ressources] et ceux qui n'en ont pas, pour que ces derniers puissent développer leurs capacités intellectuelles. » (P15, 410-411)

« darle la misma oportunidad a aquellos que tienen [recursos] que a aquellos que no tienen, para que éstos puedan desarrollarse intelectualmente. » (P15, 410-411)

à l'éducation

La dernière citation fait une référence indirecte à l'éducation, droit signalé comme essentiel par P16 et P11, puisque privés d'éducation, les gens sont plus facilement manipulables.

d'autres droits rapportés

Trois personnes indiquent des droits qui font référence au rapport qui devrait exister entre les gouvernants et les citoyens pour définir un pays comme démocratique :

« que les politiciens rendent des comptes de leurs actions [au peuple] »(P1); qu'on ait un « accès direct aux autorités » (P8); que « la majorité soit écoutée » (P5).

Les autres droits qui ont été mentionnés sont : le respect des droits humains, le droit à la vie et le droit à la santé (P16), le droit de subvenir aux besoins de base et au confort (P6), les droits des minorités (P7) et le droit des immigrants d'accéder à des postes de décision au gouvernement (P14).

4.1.2 Les libertés

Les références aux libertés des citoyens prennent aussi une place importante dans les réponses des interviewés. P4, P7 et P10 signalent « toutes les libertés » comme des éléments primordiaux pour pouvoir dire que l'on vit en démocratie. Concrètement, P7 signale « toutes les libertés civiles : réunion, croyance, religion, regroupement et association ». P4 met l'accent sur la « liberté d'expression et de déplacement », P9 et P10 sur la « liberté de parler, de penser et d'agir ».

4.1.3 L'absence de dictature

Seule P5 définit la démocratie, parmi d'autres éléments, par une négation. En effet, un des éléments signalés par celle-ci est la « non dictature ».

4.1.4 La démocratie n'existe pas

Même si P11 et P15 peuvent signaler des éléments essentiels pour l'existence de la démocratie, ou comme nous le verrons plus loin des éléments manquants au Pérou pour que cette démocratie soit réelle, ils avouent ne pas croire que la démocratie comme telle existe quelque part dans le monde :

« [...] démocratie c'est un terme comme dire communisme, cela n'existe pas [...]. La démocratie est le gouvernement du peuple, mais le peuple ne gouverne presque jamais, ce sont les classes de pouvoir qui gouvernent... » (P15, 378-380)

« [...] democracia es un término como decir comunismo, no existe [...]. Democracia es el gobierno del pueblo pero el pueblo casi nunca gobierna, gobiernan las clases del poder... » (P15, 378-380)

« [...] je pense que la démocratie [n'existe] vraiment dans aucun endroit du monde... » (P11, 701)

« No, yo creo que [exista] la democracia verdaderamente en ninguna parte del mundo... » (P11, 701)

4.2 Est-ce que les interviewés déclarent avoir vécu sous un régime de basse démocratie au Pérou ? Comment caractérisent-ils ce régime ?

Tout de suite après la définition de ce que serait pour chaque personne les caractéristiques essentielles d'un régime démocratique, nous leur avons demandé si, pour eux, le Pérou pouvait être considéré comme démocratique. La plupart des réponses reprennent les idées émises lors des questions antérieures.

Seule une répondante (P5) déclare que le Pérou peut se considérer comme un pays démocratique car « Fujimori est déjà passé » donc, par absence de dictature le pays serait démocratique, tandis que le reste des personnes font référence à une « démocratie formelle ou théorique » mais qui ne fonctionne pas en pratique.

Nous retrouvons, comme dans la question antérieure, une grande variété des réponses qui expliquent pourquoi il n'y a pas de démocratie.

4.2.1 La Constitution péruvienne est « bien écrite » mais...

P7, P9, P10 et P11 signalent que le Pérou a une constitution « avancée », « bien écrite » mais pour P7 « les institutions démocratiques sont très jolies mais ne servent pas parce qu'au Pérou il n'y a pas d'égalité entre les gens ».

Pour P9 et P10 le problème se trouverait plutôt au niveau de la corruption et des lois qui sont « écrites dans la constitution » mais qui « ne s'appliquent pas ».

« [...] la législation péruvienne est très avancée, peut-être un peu plus que la canadienne, le problème est l'application de la loi qui est entravée par la corruption. La corruption empêche l'application des lois mais la législation est très bonne et avancée ». (P10, 538-541)

« [...] la legislación peruana es tan avanzada, quizás un poquito más avanzada, que la canadiense, el problema es que el cumplimiento de la ley... esa es la parte que cojea debido a la corrupción. Debido a la corrupción no se cumplen las leyes como deberían de cumplirse pero la legislación es muy buena y avanzada ». (P10, 538-541)

En revenant à Lapierre (2001), ce n'est pas surprenant que personne ait nommé « avoir une constitution » comme essentiel pour la définition de démocratie. En effet, pour nos répondants avoir une constitution n'est pas un élément essentiel à l'existence de la démocratie, car comme nous venons de le voir, ce qui dicte la constitution peut ne pas être respecté pour diverses raisons.

4.2.2 Manque d'égalité entre les gens

Le manque d'égalité d'opportunités entre les gens en fonction de leur condition sociale et des ressources auxquelles ils peuvent accéder, évoqué par P7, est aussi nommé par P12 et P13. Pour P12, le Pérou serait « une démocratie en évolution » :

« [...] selon moi, la grande lutte démocratique du Pérou, à travers laquelle doit passer c'est l'égalité sociale des gens... nous faisons des grands pas. Fujimori, que nous le voulions ou pas, est un exemple que quelqu'un de classe moyenne peut démocratiquement être élu. Mais il faut de l'éducation, de la culture et pour ça, on a besoin de temps... alors ce que nous vivons au Pérou me fait beaucoup de peine parce que je vois que les gens qui avaient de la culture et de l'éducation sont tombés dans la même merde [corruption], seulement ils auraient pu sauver d'une certaine façon les valeurs démocratiques et ils ne l'ont pas fait, mais le monsieur tout le monde doit se former avec une culture démocratique de droits et de valeurs... pour qu'on arrive réellement à un niveau démocratiquement acceptable, dans lequel tout le monde est égal et cela va nous demander des années... » (P12, 631-639)

« [...] para mí la gran lucha democrática en el Perú, por la que tiene que pasar, es la igualdad social de la gente y eso... estamos dando grandes pasos. Fujimori, queramos o no, es un ejemplo de que alguien de la clase media puede democráticamente ser elegido, solamente que necesitamos educación, necesitamos cultura y para eso necesitamos años... entonces lo que estamos pasando en el Perú me da mucha pena porque veo que la gente que ya tenía cultura y educación cayó en la misma mierda, ellos solo podían salvar en una cierta manera los valores democráticos y no lo hicieron, pero que el peruano común se tiene que formar con una cultura democrática de derechos y de valores... para que realmente lleguemos a un nivel democráticamente aceptable, en el que todo el mundo es igual y eso, nos va a costar años... » (P12, 631-639)

Selon P3 ce manque d'égalité entre les citoyens se manifeste par un traitement de faveur pour ceux qui ont le pouvoir ou sont des sympathisants.

4.2.3 Manque de transparence dans le processus électoral

Pour P6, le Pérou ne peut pas se considérer démocratique parce que les dirigeants n'ont pas toujours adopté ce que le peuple voulait, puisque « les votes n'étaient pas très respectés, parfois ils les changeaient ».

4.2.4 Manque de connaissance des droits

P11 expose qu'au Pérou il faudrait apprendre à tous les citoyens quels sont leurs droits notamment à ceux qui sont moins scolarisés. Peut-être que de cette façon là, les gens pourraient faire des revendications car ils seraient conscients de leurs droits et pourraient signaler les abus.

4.2.5 Manque d'éducation

Une des conséquences du manque d'éducation est que le peuple reste très vulnérable face aux manipulations des politiciens surtout lors des élections, dans un pays où le vote est obligatoire et où le taux d'analphabétisme en 2000 se situait à 11,7 % pour la population de 15 ans et plus (6,1 % pour les hommes et 17 % pour les femmes). Le pourcentage d'analphabètes, varie selon la région de provenance : 3,6 % dans la région de Lima métropolitaine; 7,6 % dans le reste de la *costa* (sans inclure « Lima métropolitaine »); 22 % dans la *sierra* et 12 % dans la *selva* (INEI : ENAHO-2000)¹⁸.

« Je crois que pour qu'il y ait une démocratie, il doit y avoir une éducation, on ne peut pas dire au peuple de voter quand le peuple ne sait pas pour qui voter, on ne peut pas dire au peuple de choisir quand le peuple ne sait pas quoi choisir... c'est très facile de "faire un lavage de cerveau" aux gens. Par exemple, à ceux de la *sierra*, qui n'ont jamais vu dans toute leur vie un thermos pour pouvoir avoir le café chaud, alors un candidat qui a un peu d'argent et qui a été en lieu avec une compagnie qui faisait des thermos dit : regardez.... et la personne, qui n'a pas d'éducation, croit que parce qu'il lui a apporté le thermos il est le meilleur au monde et va changer les choses... C'est très importante l'éducation, je crois que c'est même plus importante que la santé. [...] dans mon pays, la plupart n'ont pas d'éducation et on ne

¹⁸ En 1981, le taux total d'analphabétisme était de 18,1 % : 9,9 % d'hommes et 26,1 % de femmes, de 15 ans et plus. Dans la zone urbaine on retrouvait 8,1 % d'analphabètes, tandis que la zone rurale en comptait 39,4 %.

En 1993, ce taux total avait diminué à 12,8 % : 7,1 % d'hommes et 18,3 % de femmes, de 15 ans et plus. La zone urbaine comptait 6,7 % d'analphabètes, tandis que la zone rurale en comptait 29,8 %.(INEI, Censos Nacionales de 1981 y 1983).

sait pas combien les gens souffrent à cause de la confusion, parce qu'ils n'ont pas une éducation... je crois que parfois les gens ne savent même pas pour qui ils sont en train de voter parce qu'ils ne peuvent pas lire. » (P11, 603-613)

« Yo creo que para que haya una democracia tiene que haber una educación, no le puedes decir al pueblo que vote cuando el pueblo no sabe por quién votar, no le puedes decir al pueblo que escoja cuando el pueblo no sabe qué escoger... es muy fácil limpiarle la cabeza a la gente por ejemplo, de la sierra, que nunca en su vida han visto un termo para poder tener el café caliente, entonces un candidato que tiene un poco de plata y estuvo involucrado en una compañía que hacía termos allá dice : mire... y la persona, por no tener esa educación, cree que por que le trajo el termo es el mejor del mundo y va a cambiar las cosas.... eso, muy importante, la educación, yo creo que antes que la salud. [...] en mi país, la mayor parte no tiene educación y no sabes cómo sufre la gente por la confusión, porque no tienen una educación que les diga... yo creo que a veces la gente hasta no sabe ni por quién está votando porque no pueden leer. » (P11, 603-613)

Ce manque provoque aussi, selon P16, un **manque des respects des droits humains** et des abus, surtout de la part des forces armées :

« [...] dans notre pays il y a beaucoup d'ignorance, beaucoup d'illettrés... À cause de la situation géographique de certains endroits du Pérou, il y a des villes où les gens ne parlent même pas l'espagnol alors, les gens des forces armées font ce qu'ils veulent avec ces gens là, il y a des abus impressionnants... mais je pense que cela est possible à cause de la situation géographique isolée et de l'ignorance... » (P16, 426-429)

« [...] en nuestro país hay mucha ignorancia, hay muchos analfabetos... y sea por la ubicación geográfica de ciertos puntos de Perú, hay pueblos que ni hablan el castellano entonces, la gente de las fuerzas armadas hacen lo que quieren con esa gente, hay abusos impresionantes... pero creo que es por la situación geográfica y la ignorancia... » (P16, 426-429)

Après ces extraits, il faut se demander jusqu'à quel point, dans un pays où le vote est obligatoire et où une grande partie de la société est illettrée et facilement manipulable, le vote est significatif de la pensée des citoyens.

4.2.6 Manque d'une vraie liberté de décision politique de l'État

P16 parle d'une « démocratie entre guillemets au Pérou » car même si le peuple choisit le gouvernement, le Pérou « comme d'autres pays de l'Amérique latine, est soumis à d'autres pays ». Le pouvoir économique des grandes entreprises transnationales ou internationales est flagrant :

« [...] nos pays d'Amérique latine dépendent beaucoup des influences des autres pays et aussi des relations internationales entre eux... je crois que le Pérou est régi par les puissances politiques et est un pantin de plus dans la politique internationale... » (P16, 417-420)

« [...] nuestros países en Latino América dependen mucho de las influencias de los otros países, también de la política internacional entre ellos... yo creo que Perú está regido por las potencias políticas y él es un títere más dentro de la política internacional... » (P16, 417-420)

4.2.7 Manque de liberté d'expression et de médias indépendants

P4 et P14 signalent le manque de liberté d'expression au Pérou. P4 ajoute aussi des commentaires sur le pouvoir de manipulation des médias dans son pays d'origine :

« Dans ma patrie parfois... la première chose que les élus font est de museler la liberté d'expression. Quand on muselle la liberté d'expression, on ne peut pas critiquer, on ne peut pas dire les injustices qui sont en train d'être commises... Alors, cela est un point primordial montrant qu'au fond il n'y a pas de démocratie. » (P4, 477-480)

« Mi patria... en mi patria a veces.... lo primero que hacen es amordazar la libertad de expresión. Cuando se amordaza la libertad de expresión, no se puede criticar, no se puede decir lo que... las injusticias que se están cometiendo. Entonces, eso es una parte vital con fundamento de que no hay democracia. » (P4, 477-480)

« Montesinos et ces vidéos ont montré au monde entier que dans mon pays, comme dans d'autres pays, la corruption existe à tous les niveaux : gouvernemental, journalistique... Le quatrième pouvoir est la communication et c'est avec cela qu'on nous manipule le plus et très bien. Avec ces vidéos nous avons vu que tous sont des grands corrompus. » (P4, 502-507)

« Con Montesinos y esos videos se ha demostrado al mundo entero que en mi país, también en otros países, se comete la corrupción, pero cómo si el gobierno era corrupto, las altas personalidades, tanto en el campo político, como en los grupos de la difusión periodística, televisiva, que son los que dirigen la vida...el cuarto poder es la comunicación y es donde más nos manipulan y muy bien. Con esto de los videos hemos visto que todos son unos grandes corruptos. » (P4, 502-507)

4.2.8 Manque d'accès direct aux autorités

P8, en contraste avec sa réponse à la question antérieure et en utilisant son expérience de démocratie canadienne, signale comme essentiel l'accès direct aux autorités, qui n'est pas possible au Pérou.

4.2.9 Des éléments démocratiques rencontrés dans les formes d'organisation

Deux personnes, P1 et P2 expriment que même si au Pérou il n'existe pas une vraie démocratie, la façon dont les gens s'organisent est démocratique :

« ... je pense que c'est une démocratie avec des difficultés, mais c'est une démocratie. C'est une démocratie qui fonctionne à moitié et qui n'est qu'une démocratie formelle, officielle, n'est ce pas ? Parce qu'il y a des éléments démocratiques beaucoup plus importants dans la vie quotidienne des gens, dans la manière dont ils vont résoudre les problèmes dont l'état devrait s'occuper mais dont il ne s'occupe pas. Ainsi les gens assument leur rôle de citoyen. » (P1, 860-866)

« ... yo creo que es una democracia con dificultades, pero igual es democracia. Es una democracia que funciona a medias y que...a diablo de la democracia formal, oficial, ¿no? Porque hay elementos democráticos mucho más importantes en la vida cotidiana de la gente, en la manera de cómo se organiza, en la manera en cómo resuelve sus problemas, en la manera como van a resolver problemas que el estado debería ocuparse pero no se ocupa y ellos lo resuelven. Y eso a través de toda una organización democrática, ¿no? La gente se organiza. Asume su rol de ciudadano. » (P1, 860-866)

En somme, si nous revenons à Lapierre (2001) et aux cinq critères essentiels pour la reconnaissance de la démocratie, on peut voir que l'ensemble des réponses de nos interviewés touchent les critères exposés par cet auteur, en soulignant leur manque au Pérou.

4.3 Quel était leur rapport à la participation dans le régime politique qu'ils ont connu ?

Dans les réponses à cette question, tant pour la participation politique que pour la participation communautaire, nous tiendrons compte de l'ensemble des activités mentionnées par les répondants pendant tout leur parcours de vie jusqu'au moment d'émigrer¹⁹. Leur rapport à la participation postmigratoire, à Montréal, sera étudié dans la question suivante.

En ce qui concerne la **participation politique** des répondants au Pérou, ils présentent des caractéristiques diversifiées quant au niveau d'implication : la plupart d'entre eux se limitaient à voter (P2, P3, P4, P5, P6, P7, P8, P8, P10).

Deux de nos répondants (P11 et P13) ont quitté le Pérou avant d'atteindre l'âge légal pour voter. En conséquent, nous considérons leur participation politique « nulle ».

En plus du vote, P14 et P15 ont réalisé une activité politique pendant quelques années, ils étaient militants dans un parti politique. Leur participation étant constante au moins pendant un certain temps, nous la considérons « moyenne ».

La participation de P12 et P16 est considérée « basse » car, à part le vote, ils n'ont participé qu'à une ou deux activités ponctuelles.

¹⁹ Cette participation au Pérou s'est déroulée dans diverses villes péruviennes.

P12 s'est proposé pour des comités qui étudiaient un sujet de son domaine, une fois pour une élection municipale et une deuxième pour des présidentielles, mais sans être militant d'un parti politique.

P16 s'est proposée à un parti politique, à sa première votation, comme bénévole pour le travail électoral, elle voulait savoir « comment cela se passait ». Quelques années plus tard, elle a dû faire aussi du travail électoral qui au Pérou se décide au hasard et a un caractère obligatoire comme le vote.

Nous considérons le niveau d'implication politique pour P1 comme « élevé » car, à part le vote, il a réalisé plusieurs activités, constantes ou ponctuelles, qui étaient liées à la politique. Il a été attaché politique d'un sénateur, il a participé comme membre du conseil dans des élections municipales et il a soutenu quelques candidats :

« [...] je soutenais quelques candidats... et j'ai travaillé dans l'équipe avec eux, oui... On a fait de la publicités, des vidéos... on a travaillé travailler toute la question de la diffusion, du contrôle après une votation.... » (P1, 831-833)

« [...] yo apoyaba a unos candidatos... Apoyaba y he trabajado en el equipo con ellos, sí... Hemos hecho propaganda, cintas... trabajar toda la cuestión de difusión, el control después de una votación... » (P1, 831-833)

Quant à la **participation communautaire**, il faut mentionner que la plupart de nos répondants (14 sur 16) pouvaient être considérés au Pérou comme étant de « classe moyenne », plus ou moins haute. P4 appartenait, selon ses propres mots, à la « clase media-baja » (moyenne-défavorisée) et P1 se présente comme appartenant à la classe « baja o pobre » (défavorisée).

P4 est la seule personne à dire d'avoir participé plusieurs fois, en tant que gréviste, à des *ollas comunes*. Cette personne racontait qu'au Pérou pendant les grèves il y a suspension des salaires pour tous ceux qui se déclarent en grève. Cette situation peut parfois durer longtemps, plusieurs mois, durant lesquels les gens voient

diminuer leurs ressources économiques. Quand leur argent est épuisé, cela étant de notoriété publique, certains grévistes s'organisent pour aller, par exemple, dans des marchés où les gens font des dons d'aliments.

Las *ollas comunes* se réalisent aussi dans d'autres pays latino-américains, ce n'est donc pas une pratique exclusive du Pérou.

Au Pérou, ce sont souvent les gens de la classe défavorisée ou moyenne-défavorisée qui organisent les activités revendicatives, car il paraît que ce type d'activités ne sont pas acceptables pour des gens qui n'appartiennent pas à ces classes²⁰, bien que la situation, selon P12, semble changer actuellement :

« Au Pérou... je crois que maintenant ça commence à se voir un peu, mais avant la classe moyenne ne sortait pas défendre les droits, et disait : c'est une affaire de pauvres... les gens pauvres sortaient... ici, tu vois tout le monde, gens d'Outremont, de Westmount... ils vont sortir, ils ne sont pas gênés... Au Pérou, la seule fois qu'on a vu sortir les gens « biens » a été quand Fujimori est arrivé au pouvoir et ils sont sortis défendre Vargas Llosa, ils ont sorti la Vierge, cela a été ridicule... » (P12, 522-526)

« En el Perú...creo que ahora ya se ve un poco pero antes la clase media no salía a defender los derechos, decía: eso es cosa de gente pobre... ya la gente pobre que salía...acá tu ves a todo el mundo, gente de Outremont, los de Westmount... van a salir, no tienen vergüenza de hacer...En el Perú, la única vez que se vió a salir la gente « bien » fue cuando entró Fujimori y salieron a defender a Vargas Llosa, sacaron la Virgen, fue algo tan ridículo... » (P12, 522-526)

Dans notre échantillon, P1 et P4 (mentionnés auparavant comme appartenant à des milieux modestes) étaient très impliqués dans des activités communautaires au Pérou, comme P3, P6, P11, P15 et P16 (dont deux disaient appartenir à la classe moyenne et deux à la classe moyenne-favorisée). Nous considérons le niveau d'implication communautaire des ces personnes comme étant « très élevé »

²⁰ Il ne faut pas oublier que le Pérou est un pays où les différences de classes sont très marquées, où les apparences sont importantes, où le nom de famille, les traits physiques ou la région d'habitation, peuvent faciliter les choses ou les rendre difficiles.

puisqu'elles y ont été impliquées dans une activité communautaire très exigeante ou dans plusieurs activités de façon constante.

P1 était impliqué dans le milieu communautaire depuis son plus jeune âge. Sa mère a dû « recommencer à zéro » puisque le père de P1 est décédé dans un accident quand P1 était très jeune et il « se sont retrouvés sans rien ». Ils appartenaient à la « classe moyenne » lorsque le père vivait.

À l'école P1 a été impliqué dans des causes revendicatives; il avait notamment participé à « l'occupation » de son école à une occasion, afin d'obtenir un local plus grand.

Il a été aussi impliqué dans des activités paroissiales dès 15 ans et jusqu'au moment d'émigrer (en étant aussi membre du conseil paroissial de sa ville). Il définit ces activités paroissiales « comme très politiques » puisqu'ils étaient de l'idéologie de la libération, donc « le ciel n'existe pas tant que sur la terre reste l'injustice ».

Il a aussi participé à diverses manifestations « pour obtenir les transports publics, pour lutter pour les salles à manger populaires, pour des médicaments pour les gens malades de tuberculose... »

Il a collaboré comme bénévole pendant six mois dans une ONG dans laquelle il y a été ensuite et où il a travaillé jusqu'au moment d'émigrer. Avec cet organisme il avait mis en place des groupes d'achats collectifs.

P4 travaillait comme professeur au secondaire et a été la secrétaire du syndicat de professeurs pendant 20 ans. C'était une activité très exigeante, qui impliquait beaucoup d'heures, surtout lors de la préparation d'une grève.

Pour P3, comme pour P1, la participation communautaire commence très jeune. De 12 à 18 ans, il a été « boy scout » et il a participé aux différentes activités, ludiques et sociales, organisées par cette association. Il est le seul de notre échantillon

d'origine japonaise. Son père était né au Japon et avait émigré au Pérou avec sa famille. Sa mère était née au Pérou de parents japonais.

Pendant ses études universitaires, il était membre de l'«association de nikeis» (des fils d'immigrants japonais) que regroupait des étudiants des toutes les facultés de l'université. Ils réalisaient différentes activités « pour aider dans leurs études » d'autres universitaires et des événements comme des congrès, séminaires où l'association invitait « différentes personnalités ». Il a été membre actif « jusqu'au moment de venir au Canada »

Quand il était à l'université, il a participé à une manifestation contre le gouvernement « parce qu'il se passait quelque chose » mais il ne se rappelle pas de quoi il s'agissait.

P6 a commencé à faire du bénévolat dans deux organismes d'aide sociale à des groupes défavorisés quand elle a débuté des études universitaires dans ce domaine.

P11 avait assisté une école de religieuses qui réalisait divers projets d'aide à des groupes défavorisés, des *Pueblos Jóvenes*. Elle était aussi impliquée dans les clubs sociaux de son école, dans des activités qui avaient « rapport avec le sport ou l'organisation d'événements ».

Selon ses propres mots, P15 « a été politicien toute la vie ». À l'adolescence, il a créé une association qui recherchait la « perfection des jeunes » où les valeurs fondamentales étaient « la sincérité, l'honnêteté et la transparence ». Il fut président de promotion au collège, à l'université il fut « représentant de la classe et des étudiants ». Après l'obtention de son diplôme, il a été fondateur et secrétaire d'une association affiliée à un parti politique. Cette association regroupait divers professionnels dont l'objectif était de « donner de l'appui aux communautés qui en avaient le plus besoin ». Il était fondateur de son propre ordre professionnel dans sa ville natale. Il dit aussi avoir participé à quelques manifestations contre le gouvernement.

P16 avait participé, pendant l'école secondaire, à, au moins, 10 manifestations pour soutenir des causes sociales au Pérou. De 15 à 18 ans, elle appartenait au groupe de jeunes d'une église qui réalisaient différentes activités pour les plus défavorisés. Après ses études universitaires, elle a travaillé pendant un an dans les Andes, dans un centre de santé – sa profession est reliée à ce domaine. En plus de son travail, elle faisait des campagnes pour aider les gens : ramasser des vêtements, de la nourriture, des médicaments...

P2, P14 et P13 correspondent à un niveau d'implication « élevée » : ils étaient engagés dans des activités constantes et éventuellement dans des activités ponctuelles.

P2, pendant ses études universitaires, avait participé avec la fédération d'étudiants à quelques activités comme le soutien à la grève des mineurs. Avant d'émigrer, il a participé « aux revendications, aux actions de lutte » du syndicat de sa profession, qui avait été fondé par son père.

P13 et P14 jouaient dans des équipes de football.

Trois personnes ont eu une expérience de participation communautaire « basse » puisqu'elles avaient réalisé une seule activité ponctuelle. Dans tous les cas, il s'agissait d'une manifestation : P7 contre un des présidents du Pérou, P8 pour soutenir un des candidats au gouvernement et P10 a participé à une manifestation à l'université.

Selon ces résultats, aucun des répondants ne peut être classé dans la rubrique « moyenne » qui correspondrait à la réalisation de plusieurs activités ponctuelles.

P5, P9 et P12 ne faisaient pas partie d'une association de type communautaire au Pérou, donc, nous considérons leur participation communautaire « nulle ».

4.4 Quel est leur rapport à la participation dans la démocratie canadienne ?

Nous traiterons ici la participation politique autre que le vote qui sera le sujet du prochain point, et de la participation communautaire au Canada²¹. Si on reprend les catégories mentionnées pour la **participation politique** dans la question antérieure, P1 est le seul à pouvoir être considéré comme ayant une « participation politique élevée »²² au Canada. Il a participé activement à des débats politiques et il a soutenu durant trois années le conseiller municipal de son quartier avec lequel il a collaboré, comme il l'avait fait au Pérou, au niveau de la campagne et de la diffusion.

Dans la rubrique « moyenne »²³ on retrouve P7 qui a été très impliqué dans un mouvement latino-américain pour la souveraineté du Québec lors du referendum.

Le reste des personnes ne font que voter. Toutes disent avoir voté aux élections au Canada. Ainsi, personne ne rentre dans la catégorie de participation « basse » qui implique la réalisation d'une ou deux activités ponctuelles. Il faut souligner que la question posée à nos répondants visait la régularité du vote aux élections sans préciser lesquelles. Par conséquent, toute interprétation des données qui distinguerait les niveaux de participation (fédéral, provincial et municipal) s'avérerait trop conjecturale.

Quant à la **participation communautaire**, on trouve cinq répondants ayant ou ayant eu une participation « très élevée »²⁴ : P1, P6, P11, P14, P15.

²¹ Cette participation s'est déroulée à Montréal.

²² Plusieurs activités politiques constantes ou ponctuelles.

²³ Une activité politique constante ou comportant quelque temps avec une forte implication.

²⁴ Une activité communautaire très exigeante ou plusieurs activités de façon constante.

P1 est encore quelqu'un très engagé au niveau de sa participation communautaire à Montréal. À part son travail dans le milieu communautaire, le conseiller municipal indépendant de son quartier est venu lui proposer de se présenter pour le conseil d'administration d'un organisme public, auquel il a été élu. Il a également accepté d'être membre d'un autre organisme public concernant plus particulièrement les immigrants. Comme au Pérou, il a participé aussi à l'organisation des groupes d'achat collectif (au début comme bénévole et ensuite comme salarié). À part ce type d'activités, son travail appartient aussi au domaine communautaire car il vient en aide aux immigrants.

Dernièrement, il a rejoint un collectif pour lutter contre la montée des idées politiques de droite dans la société québécoise.

Il a collaboré ponctuellement à l'église de son quartier car le prêtre est aussi de la théologie de la libération.

P6 a collaboré à Montréal à deux organismes communautaires d'aide à des populations avec des problématiques concrètes. Elle avait été engagée pendant trois années par un organisme communautaire. Actuellement elle travaille dans un organisme public mais elle n'appartient comme bénévole à aucun organisme. Cependant elle « s'implique dans la mesure de ses possibilités » en collaborant à des activités ponctuelles comme, par exemple, ramasser des signatures pour les garderies à cinq dollars ou la manifestation pour la paix.

P11, par l'entremise d'une ONG, est partie faire du bénévolat dans la *selva* péruvienne. Elle appartient à une association d'étudiants péruviens, a été la présidente et vice-présidente du département de sa faculté et fait aussi partie d'un groupe de danse péruvienne.

P14 est membre du syndicat de son domaine de travail. Il a été un des fondateurs d'une association péruvienne à caractère religieux. Dans le sport, il a fait partie de la « ligue péruvienne » il y a quelques années, mais il a abandonné par manque de

temps. Actuellement il est de nouveau impliqué dans le sport, avec une autre équipe péruvienne.

P15 est le vice-président d'une association et le trésorier d'un centre d'études. Il collabore aussi à une organisation qui travaille pour la transparence du processus électoral péruvien. L'année passée, il est allé dans un autre pays de l'Amérique latine pour collaborer comme traducteur dans l'assistance médicale.

À Montréal, il a participé dans une manifestation contre la ZLÉA.

Dans la rubrique « participation communautaire élevée »²⁵ on retrouve six personnes : P4, P8, P9, P10, P12 et P13.

P4 participe, depuis quelques années, à un groupe de femmes péruviennes d'une église catholique. Elles collaborent à la préparation d'une fête très populaire au Pérou, car l'église n'a pas les ressources pour faire face à toutes les activités. Ces femmes organisent des activités qui vont permettre d'obtenir les moyens économiques pour acheter ce qu'elles considèrent nécessaire pour cette célébration. Elle s'est même rendue à Toronto à une occasion pour fêter cela avec les membres d'une autre église.

P8 est membre d'une des associations péruviennes qui existent à Montréal, c'est une organisation de type social qui organise différentes activités. Elle avait aussi participé à la manifestation contre la fusion des villes sur l'île de Montréal.

P9 et P10 sont aussi membres d'une des associations péruviennes depuis le début de son existence, il y a 11 ans. P9 est impliquée dans la direction de l'association.

P12 collabore depuis deux années à un organisme de type environnemental consacré à l'eau. Il a participé à toutes les manifestations contre la guerre en Irak

²⁵ Une activité communautaire constante et éventuellement des activités ponctuelles

et pour un référendum sur le stationnement dans le quartier où il habitait à ce moment là.

P13 avait participé pendant quelques années à une équipe de football péruvien, auquel il n'appartient plus en ce moment.

P3 et P16 se situeraient dans la rubrique de « basse participation » qui se réduit dans leur cas à une activité ponctuelle.

P3 a participé seulement une fois à une manifestation contre la fermeture des bureaux de recherche d'emploi car il y suivait un cours lors de la protestation.

P16 participe, avec son mari, comme bénévole depuis quelques années au marathon organisé par une institution communautaire. Elle mentionne qu'elle aimerait dans quelques années s'investir comme bénévole dans une résidence pour aînés.

D'après les résultats aucun des répondants ne se classe dans la rubrique « moyenne » qui correspond à la réalisation de plusieurs activités ponctuelles.

Le reste des personnes (P2, P5, P7) ne se sont pas investies dans des associations ou des activités communautaires depuis leur arrivée au Canada.

4.5 Pourquoi votent-ils aux élections canadiennes ?

Quelques-uns de nos interviewés exposent plus d'une raison d'exercer leur droit à voter une fois qu'ils ont obtenu leur citoyenneté.

Tous disent avoir voté aux élections dès qu'ils ont obtenu la citoyenneté. Seuls P4 et P15 ne sont pas allés voter la dernière fois : P4 « par oubli » et P15 parce que « peut-être j'ai donné la priorité à un autre affaire... je ne connaissais pas très bien

les leaders et je ne croyais pas qu'il allait y avoir un grand changement d'un gouvernement à un autre ».

P3 a commencé à voter aux dernières élections car il « ne se sentait pas encore citoyen canadien », pour lui le vote est perçu comme une manière de s'intégrer à la société et de participer ». P3 n'est pas le seul à faire référence à **l'identité canadienne**²⁶ comme une des motivations invoquées pour expliquer le fait d'aller voter, P1, P6 et P11 en parlent aussi. Il faut remarquer que ces personnes, sauf P11, ont résidé plus de 10 années à Montréal mais ce ne sont pas les gens de notre échantillon dont le temps de résidence était le plus long. Ainsi, le sentiment identitaire canadien/qubécois ne serait pas lié au nombre d'années vécues dans le pays d'accueil, mais à d'autres facteurs subjectifs.

« je vote ici au Canada parce que bon, je suis canadien et ici je m'implique en politique et dans tout... » (P1, 378-379)

« yo voto aquí en Canadá porque bueno, yo soy canadiense y aquí me implico en política y todo... » (P1, 378-379)

« [...] je vote premièrement parce que je vis ici et parce que je me sens déjà Québécoise, je me sens Péruvienne mais en même temps Québécoise. Ici c'est mon pays et c'est ici que j'habiterai toujours, je ne pense pas retourner vivre au Pérou et si je vais au Pérou, ce sera en vacances. » (P6, 301-305)

« [...] yo voto, primeramente porque vivo acá y yo ya me siento Québécoise, yo me siento Peruana pero al mismo tiempo Québécoise. Este es mi país y acá es donde voy a vivir siempre, no pienso regresar a vivir a Perú y si voy a Perú solamente va a ser de vacaciones. » (P6, 301-305)

Dans ces citations nous retrouvons aussi un certain sens d'enracinement dans le pays d'accueil qui ferait que les gens votent ici car, comme dit P8, « la politique affecte ta vie ». Cela expliquerait que le motif le plus cité soit la **préférence pour**

²⁶ P13 fait aussi référence à ce sentiment pendant l'entrevue mais pas comme une motivation pour se rendre aux urnes.

un parti politique. P3, P4, P7, P9, P12, P13, P14 et P16 rapportent que ce sont leurs préférences politiques qui les amènent à voter :

« [...] parce que je veux contribuer à que les partis qui me convainquent gagnent... je vote pour ce parti là pour qu'ils améliorent notre vie, parce qu'on habite ici, nous sommes citoyens de ce pays. » (P14, 312-315)

« [...] porque quiero contribuir a que ganen los partidos que a mi me convencen, que a mi me... [...] voto por ese partido... con tal que mejoren nuestra vida, porque somos vivientes acá, somos ciudadanos de este país. » (P14, 312-315)

Le **sens de l'obligation** de vote est évoqué par P3, P7, P10, P11 et P13. De leurs réponses émane un certain sens d'obligation, surtout morale :

« Moi, personnellement je le fais parce que je crois que je dois le faire... » (P13, 391)

« Yo personalmente lo hago porque lo tengo que hacer, creo... » (P13, 391)

« Parce que ce qui se passe m'intéresse et je sens que voter est une obligation [...] » (P7, 199)

« Porque me interesa lo que pasa y siento que es una obligación votar [...] » (P7, 199)

« Dans le cas du Pérou, le vote est obligatoire... mais de toute façon, je pense que pour le citoyen c'est une obligation [...] » (P3, 405-406)

« En el caso del Perú, es obligatorio...pero de todas maneras, yo pienso que como ciudadano es una obligación [...] » (P3, 405-406)

P12 et P7 indiquent qu'une des causes qui les amènent à voter est leur **perception que la participation politique est basse**, ils se sentent agents de changement social :

« Parce que je pense d'abord, que la participation démocratique est peu élevée et que chaque vote compte, alors puisque je sais clairement ce qui m'intéresse, ce qui me plaît comme parti politique je veux manifester mon opinion. Et j'encourage les gens à voter aussi. » (P12, 570-572)

« Porque pienso que: uno, la participación democrática es muy poca y que cada voto cuenta, entonces yo creo que tengo bien claro lo que me

interesa, lo que me gusta como partido político y quiero manifestar mi opinión. Y animo a la gente a que vote también. » (P12, 570-572)

« Mon vote se perd dans la foule, mais si tous pensaient comme ça personne ne voterait, alors c'est mon obligation de me prononcer et toujours j'ai des préférences... » (P5, 199-201)

« Mi voto se pierde en la masa, pero si todos pensarán así nadie votará, así que es mi obligación de pronunciarme y siempre tengo preferencias... » (P5, 199-201)

L'**habitude**, puisque dans leur « pays le vote était obligatoire », est exposée comme la principale raison de voter pour P5, P2 et P15. Donc, l'expérience antérieure de vote obligatoire aurait servi d'entraînement pour se rendre aux urnes dans un autre pays.

Quand nous avons demandé à P8 pourquoi elle votait ici puisque ce n'est pas obligatoire, elle a répondu avec passion de la façon suivante « et pourquoi je ne voterai pas ? J'ai mes **droits** ! ». Elle ne ressentirait pas cette obligation morale dont nous parlions, mais plutôt le sentiment que le vote est un droit. Comme nous avons pu lire un peu plus haut, P8 déclare que la politique affecte son quotidien, donc le vote est un droit de choisir ce qu'on veut, de se prononcer.

4.6 Rencontrent-ils des obstacles à la participation ?

Ceux qui ne participent pas rapportent que cela n'est pas dû à des obstacles rencontrés, mais plutôt à un choix personnel, celui de ne pas participer pour des motifs divers.

Entre les répondants qui participent, une personne parle des obstacles de la part de l'administration qui empêcherait de réaliser l'année prochaine une activité religieuse qui est célébrée à Montréal depuis quelques années. La ville de Montréal de même que la police leur ont dit « que le permis ne leur sera pas accordé » car la célébration interrompt la circulation de deux rues principales.

P9 et P10 font référence à des obstacles de type économique inhérents à l'organisation car le fait de ne pas disposer d'un local propre à l'association peut rendre parfois difficile la réalisation de certaines activités, mais l'association ne dispose pas des moyens suffisants pour louer un local à l'année. Ils signalent aussi comme un obstacle le manque de temps des gens pour soutenir la direction de l'association, ce qui fait que les réunions sont moins fréquentes et qu'il y a donc moins de propositions d'activités.

À l'exception des cas rapportés, le reste des répondants qui participent, disent n'avoir jamais rencontré d'obstacles, mais plutôt des facilités :

« Je suis un immigrant ici et, regarde ce que je fais! Naturellement, je me le dis à moi-même, n'est-ce pas? Parce qu'il y a tant de facilité pour faire [des choses] et je ne rencontre aucun obstacle, n'est-ce pas ? Et ça facilite beaucoup le fait de pouvoir proposer des choses ». (P1, 962-965)

« Yo soy un inmigrante aquí y ¡mira lo que estoy haciendo! Claro, yo me lo digo yo mismo, ¿no? Porque hay tanta facilidad para hacerlo y no encuentro ningún obstáculo, ¿no? Y eso facilita mucho el hecho de poder este... proponer cosas ». (P1, 962-965)

P11 signale qu'en plus au Canada il y a plus de moyens financiers et administratifs pour réaliser des projets qui ne seraient jamais subventionnés par le gouvernement péruvien :

« Et ici, l'aide existe, c'est ça qui est incroyable, on peut obtenir de l'aide pour faire un stage... quand au Pérou je parle de cela à mes amis il me disent : tu es en train de rêver, cela ne va pas se passer... parce que le gouvernement n'approuve pas ce type de projets, il n'y a pas ce type de collaboration. » (P11, 198-201)

« Y aquí hay la ayuda, eso es lo increíble, uno puede conseguir ayuda para hacer stage....cuando en el Perú o sea, yo les hablo de eso a mis amigos y me dicen: tu estás soñando, eso no va a pasar... porque el

gobierno no aprueba ese tipo de proyectos, no hay ese tipo de colaboración. » (P11, 198-201)

P11 trouve qu'à Montréal il y a plus d'opportunités qu'au Pérou pour s'investir dans une association ou dans un projet :

« Oui, et, tu sais quoi? Ici il y en a beaucoup... au Pérou je pourrais me contenter d'être passive et de dire il n'y a pas d'opportunité... mais ici je ne peux pas être passive, ici les opportunités sont partout, il faut seulement en prendre une et... la suivre comme on veut... » (P11, 513-515)

« S  , y   sabes qu  ? Que aquí hay mucho... en Per   si estuviera sentada, dir  a: bueno no hay oportunidad... pero aquí no me puedo sentar, aquí las oportunidades están por todos lados, sólo hace falta agarrar una y... seguirla t   como quieras... » (P11, 513-515)

Un autre fait mentionné est l'importance à Montréal de la communauté latino-américaine qui faciliterait aussi la participation. Selon P11, s'il y a même des « mauvais programmes latinos à la télévision », « c'est parce qu'il y a plein d'autres choses qui peuvent se faire ».

D'autres difficultés rencontrées

La majorité des obstacles rencontrés ne se situent pas dans la participation mais plutôt dans d'autres domaines. Il semble que les barrières rencontrées par certains de nos répondants se situent surtout dans le domaine du travail²⁷ parce qu'ils ne maîtrisent pas la langue ou ont des difficultés dues à la non reconnaissance de l'équivalence des diplômes ou aux préjugées :

« Et à partir de la deuxième [génération], les choses commencent à s'améliorer. Mais dans la première [génération]... il y a tellement de préjugés...

²⁷ D'après notre propre conclusion à partir des opinions de quelques répondants, le fait d'être d'origine étrangère serait un atout dans certains domaines tandis que dans d'autres c'est plutôt un obstacle à la réalisation professionnelle.

E- IL Y A BEAUCOUP D'OBSTACLES...

Beaucoup, il y a toutes ces structures dans la tête des gens comme : tu n'es pas égal à moi, tu es différent, alors je me méfie... tu es intelligent mais tu es différent de moi, je préfère avoir rapport avec quelqu'un qui est pareil que moi... le français avec accent, l'anglais avec accent... non, cela fait trop de choses qui dérangent... c'est mieux que je donne le travail à un jeune sorti de l'université qui parle comme moi, avec lequel je m'identifie, qui va être comme moi quand je serai plus vieux... donc c'est une chose trop enracinée dans la tête des gens ce qui fait que sans vouloir faire de la discrimination, sans vouloir te traiter mal, en te respectant comme personne, comme professionnel, on ne te donne pas les mêmes opportunités, on est toujours marginalisé parce qu'on est différent et cela... j'ai fini par l'accepter dans ce bureau et j'y travaille encore... je ne pense pas que sera différent dans un autre endroit... Mais mes filles vont être égales aux autres et c'est tout... elles ne vont pas passer par le même chemin que moi... Entre temps, j'ai un travail qui me donne un bon statut dans la société et bon, je ne m'ennuie pas non plus. Ce n'est pas la carrière que j'aurais pu avoir. » (P7, 51-67)

« Y a partir de la segunda [generación], comienzan a mejorar las cosas. Pero en la primera...hay tantos prejuicios...

E-HAY MUCHOS OBSTÁCULOS...

P7-Muchísimos, hay todas esas estructuras en la cabeza de la gente como que: no eres igual a mi, eres diferente, entonces desconfío...eres inteligente pero eres diferente a mi, yo prefiero relacionarme con alguien que es igual a mí...el francés con acento, el inglés con acento... no, demasiadas irritantes... mejor le doy el trabajo a uno jovencito, que salió de la universidad, que habla igual que yo, con el cual me identifico, que va a ser como yo cuando envejezca...así que esa cosa es demasiado profunda en la cabeza de la gente, que hace que sin querer discriminar, sin querer tratarte mal, respetándote como persona, como profesional, no te dan las mismas oportunidades, siempre estás marginalizada porque eres diferente y eso.... yo terminé aceptándolo en esta oficina y me quedé todavía... no creo que va a ser diferente en otro lugar... Pero mis hijas ya van a ser iguales a los demás y ya... no pasarán por lo mismo que pasé yo...Mientras tanto, tengo un trabajo y tiene status en la sociedad y bueno, no me aburro tampoco. No es la carrera que yo hubiera podido tener. » (P7, 51-67)

Certains d'entre eux signalent que la formation à la langue française reçue au COFI n'est pas suffisante pour rentrer dans le marché du travail qualifié.

Beaucoup d'entre eux ont dû réaliser des travaux non qualifiés ou qui ne sont pas à la hauteur de leurs connaissances ou de leur formation afin d'avoir un salaire pendant qu'ils étudiaient le français ou faisaient leurs démarches pour la reconnaissance de leur diplôme. Des gens qualifiés, comme ceux qui composent notre échantillon, se voient parfois « obligés » de réaliser des travaux non qualifiés car ils doivent en même temps apprendre la langue et gagner un salaire qui leur permet de vivre. Cela implique parfois des périodes de profonde frustration, voire de dépression, qui rendent encore plus difficile l'intégration, dans tous les sens du terme.

Même si la langue a pu être un obstacle au début, la plupart des répondants ne la reconnaissent plus comme un obstacle actuellement, surtout au niveau oral puisqu'ils vivent depuis plusieurs années à Montréal.

Lors de la participation, la langue n'a pas été signalée comme obstacle par aucun de nos répondants. Ce fait pourrait s'expliquer parce que la plupart de ceux qui participent dès qu'ils sont arrivés le font dans des associations dont les activités se déroulent en espagnol ou dont la majorité de la clientèle était hispanophone. Ceux qui ne participent pas à des associations où l'on parle espagnol ont commencé à participer, dans la plupart des cas, après quelque temps de résidence à Montréal. Donc, après avoir suivi les cours de français pertinents. Comme nous l'avons mentionné auparavant, ceux qui ne participent pas ne le font pas parce qu'ils perçoivent des obstacles mais par choix personnel.

P9 et P10 disent avoir rencontré encore plus des difficultés que d'autres immigrants parce qu'ils sont venus avec le statut de parrainés.

4.7 Y a t il continuité ou non chez les personnes dans leur niveau d'implication dans la participation au Pérou et au Québec ?

Les tableaux suivants présentent les niveaux d'implication des répondants dans les activités politiques et communautaires au Pérou et au Canada.

4.7.1 La participation politique

Tableau 1 : Niveaux d'implication dans les activités politiques des répondants

	Pérou	Canada
Élevée	P1	P1
Moyenne	P14, P15	P7
Basse	P12, P16	--
Vote seulement	P2, P3, P4, P5, P6, P7, P8, P9, P10	P2, P3, P4, P5, P6, P8, P9, P10, P11, P12, P13, P14, P15, P16
Nulle	P11, P13	

N.B : les répondants de genre féminin sont en caractère gras et ceux de genre masculin sont en caractère normal.

Niveau d'implication politique égale au Pérou et à Montréal

Celui qui maintient un niveau d'implication « élevé » est P1 avec des activités du même genre que celles réalisées au Pérou et de manière constante.

Il n'a pas eu de variation quant à leur implication pour P2, P3, P4, P5, P6, P8, P9, P10 qui votaient seulement au Pérou et qui se contentent de voter ici maintenant. Il faut mentionner que P8 dit être intéressée à s'impliquer politiquement « au niveau municipal » dans le futur.

Niveau d'implication plus élevé au Pérou qu'à Montréal

Ceux qui au Pérou avaient un niveau de participation moyenne se limitent au Canada à une participation par le vote. Il n'y a donc pas de continuité au niveau de

l'implication pour ceux qu'on retrouve sous la rubrique de participation « moyenne » et « basse » au Pérou.

P12, comme il l'avait fait au Pérou mais cette fois-ci pour un travail de maîtrise, a parlé avec des gens qui « avaient travaillé dans les décisions politiques » relatives à des questions concernant son domaine professionnel. Il a parlé avec quelqu'un d'un parti politique et il a « trouvé une possibilité pour y rentrer à un moment déterminé » mais finalement cela ne s'est pas concrétisé, c'est pourquoi sa participation politique se limite au vote au Canada.

P15 ne milite pour aucun parti politique ici.

P14 ne milite dans aucun parti politique comme il l'avait fait au Pérou et se limite à voter comme P16 qui ne s'est plus proposé pour le travail électoral.

Niveau d'implication plus élevé à Montréal qu'au Pérou

P11 et P13 n'avaient pas l'âge légal de voter au Pérou, activité qu'ils ont pu réaliser au Canada.

P7 est seulement restée au Pérou jusqu'à ce qu'elle ait fini ses études universitaires et n'était pas impliquée en politique parce « que cela ne se trouvait pas dans leurs domaines d'intérêt ». Elle n'est plus impliquée dans le mouvement souverainiste et ne pense s'impliquer dans le futur en politique.

4.7.2 La participation communautaire

Tableau 2 : Niveaux d'implication dans les activités communautaires des répondants

	Pérou	Canada
Très élevé	P1, P3, P4 , P6 , P11 , P15, P16	P1, P6 , P11 , P14, P15
Élevé	P2, P14, P13	P4 , P8 , P9 , P10, P12, P13
Moyen	--	--
Bas	P8 , P10, P7	P3, P16
Nul	P5 , P9 , P12	P2, P5 , P7

N.B : les répondants de genre féminin sont en caractère gras et ceux de genre masculin sont en caractère normal.

Niveau d'implication égal au Pérou et à Montréal

Six de nos répondants maintiennent le même niveau d'implication à Montréal qu'au Pérou : P1, P6, P11 et P15 dans la rubrique « très élevé », P13 en « élevé » et P5 en « nul ».

Niveau d'implication plus élevé au Pérou qu'à Montréal

Cinq de nos répondants participaient plus au Pérou qu'à Montréal.

L'implication a diminué d'un niveau selon notre classification pour deux de nos répondants : de très élevé à élevé pour P4, de bas à nul pour P7.

Cette diminution est de trois niveaux pour P2, P3 et P16. Pour P2 le niveau de participation était élevé au Pérou et est nul actuellement. P3 et P16 ont passé d'une participation très élevée à basse.

Niveau d'implication plus élevé à Montréal qu'au Pérou

Cinq de nos répondants présentent un niveau de participation communautaire supérieur à celui du Pérou : P9 et P12 présentent à Montréal un niveau d'implication élevé, tandis que celui-ci était nul au Pérou. P14 augmente d'un niveau passant d'élévé à très élevé.

P8 et P10 augmentent leur participation de deux niveaux, passant d'une participation basse à élevée.

4.8 Dans quel type d'organisation s'investissaient-ils au Pérou ? Et au Canada ?

Les tableaux suivants présentent les types d'organisations ou d'activités dans lesquelles les répondants s'engageaient au Pérou et s'engagent à Montréal. Le tableau 3 correspond à la participation politique et le 4 à la communautaire.

Tableau 3 : Types d'organisation ou d'activités politiques (autre que le vote)

	Pérou	Canada
Soutien à des candidats	P 1	P1
Attaché politique	P1	--
Présentation de sa propre candidature comme conseiller municipal	P1	--
Militance dans un parti	P14, P15	--
Activités politiques ponctuelles	P12, P16	P7 , P1

N.B : les répondants de genre féminin sont en caractère gras et ceux de genre masculin sont en caractère normal.

Tableau 4 : Type d'organisation ou des activités communautaires

	Pérou	Canada
Service /aide à la communauté	P1, P6 , P11 , P15	P1, P6 ONG pour aller au Pérou : P11 ; pour aller dans un autre pays latino-américain : P15
Sociales/ Culturelles	P3, P11	Péruviennes : P8 , P9 , P10, P11 Personnage latino-américain : P15
Environnementales	--	P12 Fondation pour la recherche de fonds pour le Pérou : P1
Religieuses	P1, P16 (d'aide à la communauté)	Péruviennes : P14, P4
Sportives	P13, P14	Péruviennes : P13, P14
Politiques ²⁸	--	P1 Péruvienne : P15
Syndicat	P2, P4	P14
Associations d'étudiants	P2, P3, P15	P11 Péruviennes : P11
Activités sociales Ponctuelles	--	P16
Activités ponctuelles revendicatives	P1, P2, P3, P6 , P7 , P8 , P10, P11 , P15, P16	P3, P6 , P8 , P12, P15
Nulle	P12, P9 , P5	P2, P5 , P7

N.B : les répondants de genre féminin sont en caractère gras et ceux de genre masculin sont en caractère normal.

Par rapport au type d'organisation ou d'activité **politique** autre que le vote, le tableau 3 montre que la seule personne qui a maintenu le même niveau de participation en réalisant différentes activités politiques est P1. Il en va de même

²⁸ Nous considérons que ces activités politiques sont de type communautaire car ce sont des initiatives de la société civile visant à produire des effets sur le système politique.

de son implication communautaire puisqu'il était engagé au Pérou et continue à l'être au Canada.

P7 qui n'avait jamais participé politiquement au Pérou s'est investie au Canada pour le mouvement souverainiste, mais elle ne réalise pas d'activités communautaires au Canada, tandis qu'au Pérou elle avait assisté à une manifestation.

Les quatre répondants (P12, P14, P15 et P16) qui avaient réalisé des activités politiques au Pérou et qui n'en réalisent pas au Canada participent dans une organisation de type communautaire au Canada (P14, P15, P12). P16 ne participe pas de façon constante mais elle réalise des activités ponctuelles.

Quatre des cinq répondants qui avaient réalisé une activité politique au Pérou (P1, P14, P15, P16) participaient aussi dans le communautaire au Pérou.

Par rapport au type d'organisation **communautaire** auquel ils ont appartenu au Pérou et au Canada, le tableau révèle que la plupart des gens qui participent au Canada le font dans des associations qui ont un lien avec le Pérou.

Nous remarquons aussi que les activités revendicatives sont en chute au Canada. Cela pourrait être expliqué par la différence du contexte économique et social qui existe entre les deux pays. Les manifestations se font aussi pour d'autres causes : au Pérou les motifs rapportés sont politiques (pour ou contre le gouvernement ou des candidats) et sociales visant à obtenir des améliorations pour les populations dans le besoin.

Au Canada, les manifestations auxquelles les répondants ont participé ont été : pour la paix (contre la guerre en Irak) (P6, 12), contre la fermeture des bureaux d'emploi (P3), contre le fusionnement des villes (P8), contre la ZLÉA (Zone de Libre Échange des Amériques) (P15).

Par rapport au contexte général du Pérou, la plupart des répondants ont signalé qu'au Pérou les gens se mobilisent plus car les besoins primaires ne sont pas comblés. Cela ferait que les gens manifestent, s'organisent, se mettent en grève... comme on voit souvent aux informations.

Les manifestations seraient une façon de montrer le mécontentement au gouvernement pour essayer de le « manipuler », selon P5, tandis qu'ici « on ne voit pas cela beaucoup ».

P2 le dit clairement, au Pérou, « la situation impose » la participation. Ici il n'a pas ressenti ce besoin et il a décidé de se dédier à d'autres activités en fonction de ses propres priorités. Il croit « que le niveau de conscience politique est plus haut au Pérou qu'ici, comme dans toutes les pays où la situation sociale et politique est plus forte ».

Le fait qu'il existe moins de mobilisation ici apporte de la tranquillité selon P4. Pour elle, « toute lutte se fait pour une cause », ici il n'y a pas de cause, il n'y a pas de lutte, cela veut dire que les besoins, réels ou ressentis, ne sont pas aussi grands qu'au Pérou.

Quelques-uns font référence au caractère presque « festif » des manifestations à Montréal. Au Pérou ce sont des actes plus graves, avec l'intervention des policiers où ce sont des besoins de base qui sont réclamés. P8 le mentionne aussi, au Pérou, les décisions politiques affectent les besoins de base tandis qu'ici, ces décisions affectent seulement la qualité de vie.

Un autre facteur à exposer est le sens de la communauté versus l'individualité des sociétés occidentales. Pour P10 et P9 précisément, le fait de ne pas avoir certaines nécessités satisfaites font que les gens « s'identifient », « se réunissent et se mobilisent pour réclamer ». Ici, les mêmes besoins ne sont pas ressentis et les

« gens s'occupent de leur travail et de leurs propres commodités », fait remarqué aussi par P16.

« [...] [ici] les gens sont un peu plus indifférents, plus indifférents à tout. Ils se préoccupent de solutionner leur problème et chaque problème est différent de ceux des autres, donc ils ne voient pas le besoin d'échanger et de partager. Tandis que là-bas non, le problème est commun pour tous et par conséquent les gens sont unis... comme ils disent tous : unis nous vaincrons, ça c'est le mot magique qui réellement unit les gens, pourquoi ? Parce que tous ont le même problème, un problème économique et cela engendre une série d'autres problèmes... délinquance, niveau d'éducation... tout [...] » (P10, 761-777)

« [...] [aquí] son un poco más indiferentes, más indiferentes a todo. Se preocupan ellos de solucionar su problema y su problema de ellos es diferente al de los demás así que no tiene para qué intercambiar ni compartir. Mientras que allá no, el problema es común para todos y por lo tanto unidos... como dicen todos, reclaman: unidos venceremos, esa es la palabra mágica que realmente une a la gente, ¿por qué? Porque todos tienen el mismo problema, es el problema común y empieza ahí [problema económico] y eso trae consigo una serie de otros problemas... delincuencia, nivel educacional... todo [...] » (P10, 761-777)

La société est aussi plus politisée au Pérou, selon P12, parce que « l'impact des décisions politiques arrive jusqu'au cordonnier », cela fait que les gens doivent être continuellement informés. Cet impact ne se retrouve pas à Montréal.

4.9 Les motivations qui les amènent à participer au Pérou et au Canada sont-elles différentes ? Quels sont les coûts et bénéfices de leur expérience participative ?

En général, les motivations, qui amènent les gens à participer dans un type d'association au Pérou, se maintiennent s'ils réalisent le même type de participation au Canada.

Par exemple, P1 continue à maintenir ses valeurs de **justice sociale**, ce qui l'amenait à participer au Pérou, et ce qui l'amène à participer à Montréal, même si le contexte social n'est pas comparable. Le type d'association varie dans un contexte et dans l'autre. Dans son cas, au Pérou, l'église de son quartier, adepte de la théologie de la libération, jouait un rôle important alors qu'il s'agissait de réclamer satisfaction de certains besoins. Par contre, P1 ne participe pas ici dans l'Église car « il ne retrouve pas la même chose qu'au Pérou ». Cela a fait qu'il se dirige vers d'autres types d'associations pour « faire des choses qui servent pour tous ».

Pour lui, tant au Pérou qu'au Canada, être impliqué politiquement et au niveau communautaire c'est « assumer son rôle de citoyen à 100 % ». Pour lui, le fait de n'être pas impliqué « serait un problème ».

C'est le fait de **croire à la cause** qui amène les gens à investir leur temps en y participant, c'est le cas de tous les répondants qui ont participé dans des organisations ou des activités revendicatives, au Pérou et/ou au Canada.

Parfois, ce sentiment altruiste se trouve mélangé à ce qui est individuel. Dans tous les cas où il y a eu participation, le fait de se diriger vers un type ou l'autre d'association répond à des questions d'**intérêt personnel**, touchant le type d'organisation et les activités qui s'y pratiquent (P1, P3, P4, P7, P8, P9, P10, P11, P12, P13, P14, P15, P16) mais aussi par intérêt de **connaître des gens** en partageant les mêmes préoccupations ou loisirs (P3, P11, P12, P14). Parfois le fait de commencer à participer s'initie à partir des amis ou des collègues de travail — si la participation se fait dans le milieu de travail — qui font partie d'une association et invitent d'autres à s'y joindre. Quelques activités ont commencé de cette façon pour certains des interviewés (P1, P2, P3, P11, P13, P16) après que des liens affectifs se soient créés avec certains membres des associations ou par le fait de partager des activités avec des amis (P13, P16). Le plaisir éprouvé dans les activités qu'on y réalise devient aussi une motivation pour continuer.

D'autres motivations répondent plutôt à **des intérêts de type instrumental**, dont un cas clair serait celui des répondants qui ont appartenu à des syndicats, comme P2 et P4 au Pérou, ou P14 au Canada. En effet, à travers leur implication syndicale, ils cherchent à satisfaire des valeurs de justice mais aussi d'en tirer un bénéfice personnel. Donc, ce type de participation diffère de la première forme mentionnée dans la mesure où, pour la première les réclamations faites ne se répercutent pas directement dans le bien-être personnel, les protestations se font pour d'autres personnes qui sont dans le besoin; tandis que dans la seconde les bénéfices obtenus par les réclamations se répercutent directement sur la collectivité, dans ce cas le syndicat dont on fait partie et qui s'est mobilisé.

Dans cette rubrique on retrouve aussi d'autres personnes qui participent car cela va les aider, par exemple dans leur domaine de travail, lors de la recherche d'un emploi. Il s'agit par exemple du cas de P6 à qui ces expériences ont permis de connaître le moyen communautaire au Pérou comme au Canada et de se faire connaître dans différents organismes pour finalement être engagée.

Une autre des motivations mentionnées pour participer est le **sentiment de pouvoir faire quelque chose** (P1, P4, P11, P7). L'épuisement de ce sentiment provoque parfois l'abandon de la participation, c'est le cas de P4 au Pérou ou P7 au Canada.

P11 et P15 évoquent un certain **goût pour le leadership** qui les a amené à participer en occupant des postes à responsabilités ou en étant eux-mêmes fondateurs des associations.

P1, P6 et P11 font aussi référence aux **valeurs de solidarité apprises au sein de leurs familles**. Ces trois personnes ont mentionné une personne de leur famille (mère, père et grand-mère) qui, selon eux, leur avait transmis ces valeurs en servant d'exemple pour eux.

Quelles sont les motivations des personnes qui participent ici dans des associations péruviennes ?

Pour ceux qui participent à des associations péruviennes ou qui font des activités qui ont un rapport avec le Pérou, les motivations sont claires. Pour ceux qui s'impliquent dans les **associations à caractère social**, la motivation principale est de pouvoir « partager avec d'autres Péruviens » (P8, P9, P10, P11), de retrouver d'autres péruviens avec qui échanger des expériences, et « se sentir comme au pays » (P8, P9, P10), « se sentir bien ». Ces trois facteurs sont les plus récurrents. Dans les objectifs de l'association à laquelle appartiennent P8, P9, et P10 se trouve aussi le soutien mutuel entre les membres, la préservation de la culture et de la langue et de faire connaître leur culture à la communauté québécoise. Il faut signaler que la plupart des membres sont d'origine péruvienne et qu'on rencontre dans cette association très peu de Québécois. Les seuls Québécois qui sont membres de cette association ont un conjoint ou conjointe d'origine péruvien(ne). P11 participait aussi dans un groupe de danse, activité qui lui permettait, par ailleurs, de pratiquer son loisir préféré.

P4 ne participe pas à une association sociale. Elle fait partie d'une association de **caractère religieux**, mentionne l'importance de maintenir son identité péruvienne, facteur exposé indirectement par les autres répondants. En effet, nous avons remarqué que les activités se font généralement à l'occasion de fêtes traditionnelles péruviennes dans lesquelles on danse et pour lesquelles on prépare les plats typiques.

Ceux qui participent dans des associations religieuses péruviennes ajoutent la foi aux facteurs mentionnés antérieurement (P14, P4).

S'engager dans des associations qui ont comme but de réaliser des projets au Pérou est lié, pour P11 et P15, à la volonté de se sentir impliqués dans les besoins

de leur pays, de faire quelque chose pour leur pays ou de garder une relation avec le Pérou pour des causes qu'ils considèrent importantes.

P14 fait aussi partie d'une **association sportive** péruvienne, de la même façon que P13 dans le passé, « la passion pour le soccer » et « l'ambiance péruvienne » les avait motivés. C'est aussi une occasion de partager une activité plaisante avec des amis.

P15 participe aussi à une association communautaire péruvienne **de type politique** qui veille au bon déroulement des élections péruviennes à Montréal. Il a décidé d'en devenir membre pour que « tout s'achemine comme il faut ». La relation de cette participation est en lien direct avec la politique du pays d'origine et aussi avec les valeurs de ce répondant.

Quels sont les motifs rapportés par ceux qui ne participent pas actuellement ou seulement dans le cadre d'activités ponctuelles?

Dans la plupart des cas, pour ceux qui ont participé et ne participent plus, le **travail, la famille et le manque de temps** constituent souvent la plus grande barrière à la participation.

Une fois que les enfants arrivent, les priorités changent, et la disponibilité du temps libre aussi. Notons que la plupart des répondants ont un ou plusieurs enfants en bas âge ou au début de l'adolescence.

En fait, on remarque que chez les hommes divorcés ou mariés sans enfants, le niveau de participation est plus élevé que pour les autres interviewés. Pour nos répondantes célibataires, leur niveau de participation est aussi élevé. Une personne mentionne que le fait d'être célibataire lui avait permis de participer d'une façon très exigeante au Pérou. Dans le cas d'une répondante, son implication peut s'expliquer par le moment de la vie dans lequel elle se trouve actuellement : jeune et universitaire.

Souvent la participation à une association ou à des activités ponctuelles au Pérou a été reliée à la **vie universitaire, scolaire ou extrascolaire**, période où l'on a moins de responsabilités et plus de temps libre (P2, P3, P6, P7, P8, P10, P14, P15, P16).

P7 et P12 mentionnent le fait de sentir « qu'ils **aident aussi d'une autre façon** », ce qui était un des motifs de ne pas participer au Pérou pour P12 et pour P7 à Montréal.

P2 expose aussi le fait qu'ici il ne trouve **pas la nécessité de participer**, comme il le ressentait au Pérou : « dans un pays pauvre la situation est réellement pire, les problèmes d'ici ne sont absolument rien », au Pérou « la situation est très injuste ». Cela expliquerait pour tout le reste des répondants les mobilisations générales et fréquentes au Pérou, où les premiers besoins ne sont pas comblés, et le manque de mobilisation à Montréal.

Ces motifs diffèrent des motifs rapportés par ceux qui ne participaient pas au Pérou ?

Pour ceux qui ne participaient pas au Pérou, les motifs signalés sont : le fait que ses amis ne participaient pas (P5), le fait de sentir qu'il aidait d'une autre façon (P12), l'investissement dans la famille et les enfants (P9). Comme nous pouvons le constater, ces motifs ne diffèrent guère des motifs rapportés pour ne pas participer au Canada.

4.10 Maintiennent-ils des liens avec la politique péruvienne ?

4.10.1 Sont-ils informés de ce qui arrive au Pérou ?

Nous avons demandé si, depuis leur arrivée au Canada, ils continuaient à s'intéresser à ce qui arrive dans leur pays d'origine, d'un point de vue politique ou autre. La réponse a été affirmative pour la plupart sauf pour deux personnes : P2 et

P12. Les autres (14 sur 16) continuent à s'informer par la presse, les publications des institutions spécifiques, Internet, les chaînes latines ou les contacts : la famille ou les amis au Pérou.

P2 dit que son intérêt pour les informations a diminué avec le temps, « il faut aller sur Internet », ce qui semble être une source de difficulté d'accès aux informations. Cependant il faut souligner que toute la famille proche de P2 se trouve à Montréal ce qui, il le reconnaît, pourrait influencer son peu d'intérêt pour le Pérou.

Le cas de P12 est différent, il se tenait informé au début mais « maintenant il ne [s'intéresse] plus » pour trois motifs concrets :

« D'abord, parce que j'ai commencé à m'intéresser [à ce qui se passe] ici; deuxièmement, parce que j'ai dit : je n'ai rien à faire là-bas; finalement parce que j'étais lassé de la médiocrité péruvienne, et je ne parle pas que du gouvernement mais de tout, de la société, des gens [...] [il fait référence à la corruption] » (P12, 465-467)

« Uno, porque me empecé a interesar [a lo que pasa] acá y dos porque dije: no tengo nada que hacer allá, y tres porque me cansé de la mediocridad peruana y no hablo del gobierno sino de todo, de la sociedad, de la gente [...] » (P12, 465-467)

Est-ce que le fait d'avoir toute la famille ici, ce qui fait que moins de liens affectifs sont maintenus au Pérou, influence le fait de s'intéresser encore à la réalité du pays ?

Trois personnes (P6, P8, P16) relient l'intérêt pour la réalité du Pérou au fait d'avoir encore de la famille là-bas :

« E- CONTINUES-TU À T'INTÉRESSER À LA POLITIQUE DE LA BAS, À CE QUI ARRIVE ?

P8- Bien sûr, oui. En réalité tout nous affecte parce que la famille est encore là-bas. Tout t'affecte et va toujours t'affecter... [...] » (P8, 174-177)

« E-¿Y TE SIGUES INTERESANDO POR LA POLÍTICA DE ALLÍ, POR LO QUE PASA...? »

P8-Por supuesto, sí. En realidad todo nos afecta porque todavía la familia está allá. Todo te afecta, siempre te va a afectar...[...] » (P8, 174-177)

« E- CONTINUES-TU À T'INFORMER DE CE QUI ARRIVE LÀ-BAS, AU NIVEAU POLITIQUE ? »

P16- Naturellement parce que toute ma famille est là-bas... » (P16, 222-224)

« E-¿Y SIGUES INFORMÁNDOTE DE LO QUE PASA ALLÁ, A NIVEL POLÍTICO? »

P16-Claro porque toda mi familia está allá... »(P16,222-224)

« E- MAIS CONTINUES-TU À T'INTÉRESSER À CE QUI ARRIVE DANS TON PAYS, À LA POLITIQUE ? »

P16- Ah ! Oui, naturellement. Bon, mon père est au Pérou, ma mère va et vient... elle reste six mois ici et six mois là-bas. » (P6, 267-271)

« E-¿PERO SIGUES INTERESÁNDOTE EN LO QUE PASA EN TU PAÍS, EN LA POLÍTICA...? »

P6-Ah! Sí, por supuesto. Bueno, mi papá está en Perú, mi mamá va y viene... se queda 6 meses acá y 6 meses allá. » (P6, 267-271)

Le reste de l'échantillon n'a pas relié directement le fait d'avoir de la famille proche au Pérou au fait de s'intéresser à l'actualité péruvienne. Mais selon les informations dont nous disposons par rapport à la famille nucléaire d'origine, P3, P5, P9, P11, P15 ont tous de la famille au Pérou (P3 n'a que deux frères et sœurs ici et P9 a de la famille dans un autre pays). La famille de P1 et P12 se trouve aussi au Pérou mais le rapport avec celle-ci serait différent. Pour P1 le fait d'avoir sa fille ici fait qu'il se «sent plus ici que là-bas ». Bien qu'il ait des sœurs au Pérou, il dit que depuis le décès de sa mère il a « coupé le cordon » et que maintenant, il « regarde le Pérou sans beaucoup d'émotion ». P12, qui se définit comme « un errant », serait habitué à habiter loin de sa famille, car il a quitté la maison pour

faire des études universitaires dans un autre pays et à son retour il a déménagé dans une ville péruvienne différente de celle d'origine.

P7 a aussi quitté le Pérou assez jeune, pour aller étudier dans un autre pays. Elle n'a pas de famille proche au Pérou.

P4 a une sœur au Pérou et une autre à Montréal, avec qui elle habite.

Pour le reste des personnes, P10, P2, P13, P14, leur famille se trouve à Montréal.

Avec ces données, nous ne pouvons pas conclure que le fait d'avoir ou non de la famille au Pérou soit une condition indispensable pour continuer à s'informer de la situation au Pérou.

4.10.2 Le vote aux élections péruviennes

En ce qui concerne la votation au consulat pour les élections péruviennes, la moitié de l'échantillon continue à voter depuis leur arrivée.

Comme nous l'avons commenté antérieurement, le vote au Pérou est obligatoire. De toute façon, bien que le vote soit obligatoire le pourcentage moyen de vote au Pérou sur l'ensemble de la population en âge légal de voter est de 59,3 %, selon l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA, 1997, cité dans Alcántara Saéz et Freidenberg, 2001). Selon cette même institution (International IDEA, 2001), le pourcentage de vote aux élections parlementaires et présidentielles sur l'ensemble de la population inscrite sur les listes électorales serait largement plus élevé que le pourcentage antérieur, se situant autour de 80 % en 2001, lors des dernières élections²⁹. Cela nous fait

²⁹ Pourcentages de vote sur le total de la population inscrite sur les listes électorales pour

- a) les élections parlementaires entre 1956 et 2001. 1956 : 84 %; 1962 : 88,6 %; 1963 : 94,4 %; 1980 : 80,4 %; 1985 : 80,5 %; 1990 : 68,4 %; 1995 : 63,4 %; 2000 : 82 %; 2001 : 81,4 %.
- b) les élections présidentielles entre 1945 et 2001. 1945 : 58,8 %; 1950 : 71 %; 1956 : 84 %; 1962 : 88,6 %; 1963 : 94,4 %; 1980 : 81,8 %; 1985 : 91,2 %; 1990 : 79,7 %; 1995 : 73 %; 2001 : 81,4 %. (IDEA, 2001)

penser qu'il y aurait un pourcentage non négligeable de personnes qui pourraient voter mais qui ne seraient pas inscrites sur les listes électorales.

Le vote est aussi obligatoire pour les Péruviens qui résident dans un autre pays. P5 précise des questions à ce sujet :

« [...] si on a le passeport et les documents péruviens on doit toujours être actif, non ? Disons dans la partie des élections... si on habite en dehors du pays on doit être inscrit au consulat ou à l'ambassade. Quand il y a des élections municipales on ne doit pas voter... ceux qui sont enregistrés [...] au Pérou, ils votent pour... élire un maire, n'est-ce pas ? Mais ceux qui sont enregistrés à l'extérieur n'ont pas besoin, de voter, ils votent seulement aux présidentielles. » (P5, 92-98)

« [...] si tienes pasaporte y documentos peruanos tienes que siempre estar, este... activo, ¿no? Digamos en la parte de elecciones...incluso tienes que estar al día también inscrito acá, si vives en el extranjero tienes que estar inscrito en tu consulado o Embajada para que cuando hayan elecciones municipales no tengas que votar... porque los que están registrados [...] en Perú, sí votan por digamos... por elegir un alcalde, ¿no? Pero los que estamos registrados en el exterior no tenemos que votar, solamente las presidenciales. » (P5, 92-98)

P3, P5, P7, P8, P9, P10, P11 disent avoir toujours voté au consulat lors des élections péruviennes mais P15 déclare ne pas avoir voté la dernière fois.

Les motifs rapportés sont divers :

P3, P5, P7 et P11 font référence à une certaine **obligation « formelle »** car tous ceux qui ont des documents péruviens doivent voter s'ils ne veulent pas payer une amende.

P9, P10 et P7 votent au Pérou pour le même motif qu'au Canada par « **obligation morale** ». Selon P10 « c'est une responsabilité qu'on doit assumer ». Dans un certain sens cette obligation morale amènerait aussi P8 à voter : « tout nous affecte car notre famille est là-bas ».

Voter c'est aussi **manifester une certaine tendance**, ou montrer son **désaccord** avec un parti politique :

« [...] voter m'intéressait beaucoup quoique la dernière fois il n'eût pas élection, mais enfin... si je dois décider de voter ou pour Toledo ou pour Garcia, je préfère ne pas voter. Entre ce voleur et cet inepte... je suis allée juste pour l'écrire... même si mon vote allait s'annuler, je devais le faire, je devais me soulager... » (P7, 178-182)

« [...] me interesaba mucho votar aunque la última vez no había elección, pero en fin... y para que sea mi voto, se decida entre Toledo y García, prefiero no votar. Entre este ladrón y este inepto... me dio trabajo de ir para escribirlo... aunque se iba a anular mi voto, tenía que hacerlo, tenía que desahogarme... » (P7, 178-182)

« [...] mais jamais dans mon pays j'ai pu voter d'une façon... il n'y a jamais eu un candidat qui me plaisait à 100 %, j'ai toujours décidé d'annuler... » (P11, 398-399)

« [...] pero nunca en mi país he podido votar de una manera... nunca ha habido un candidato que me gustara 100 %, siempre he decidido votar nulo... » (P11, 398-399)

On retrouve après avoir lu les dernières citations une connexion avec les motifs mentionnés par P15 qui dit ne pas avoir voté la dernière fois « parce qu'il est trop absorbé par ses activités » : il appartient à un groupe de contrôle de la transparence du processus électoral péruvien. Pourtant, dans l'entrevue, on peut retrouver un peu plus loin un motif plus profond, son manque de confiance envers les politiciens, ce qui pourrait aussi expliquer pourquoi il n'est pas allé voter :

« ...parfois tu as envie et parfois tu n'as pas envie de voter parce que les personnages qui conduisent la politique ne sont parfois pas dignes de beaucoup de confiance. » (P15, 196-197)

« ...a veces te dan ganas y otras no te dan ganas de votar porque los personajes que conducen la política no son a veces dignos de mucha confianza. » (P15, 196-197)

L'autre partie des répondants (P1, P2, P4, P13 et P14) n'a jamais voté aux élections du Pérou. P6 et P12 ont voté qu'une fois aux élections péruviennes depuis leur arrivée au Canada. Cette participation a eu lieu dans les premières années de leur immigration. Le motif le plus rapporté, cité par P1, P6, P12, P13,

pour expliquer l'abstention au vote est le fait **d'habiter au Canada**. Les expressions qu'on retrouve pour justifier le fait de ne pas voter sont les suivantes : « je ne suis plus là-bas », « je suis ici », « j'habite à l'étranger » ou « je vais rester ici ». Connaître une autre réalité, habiter dans un autre pays, avoir un certain sentiment d'appartenance au pays d'accueil, fait que ces gens votent dans le pays d'accueil mais pas dans celui d'origine. Le vote serait une forme d'implication locale :

« Non, non, non [vote] parce que c'est une question très personnelle... un jour je me suis mis à penser et je me suis dit : okay, je pourrais voter ici [pour le Pérou] mais cela me semblait superficiel parce que je vote ici mais je ne suis pas là-bas pour souffrir des conséquences de mon vote. C'est-à-dire que je peux choisir un fils de pute mais je ne suis pas là-bas pour subir les cochonneries qu'il va faire aux gens... ou peut-être pour faire avancer le pays aussi, je ne sais pas... te rends-tu compte ? Et je dis : non, non, je vote ici au Canada parce que bon, je suis canadien et ici je m'implique en politique et tout... mais au Pérou... quand je rentre au Pérou on met dans mon passeport : admis 90 jours » (P1, 374-380)

« [...] Je crois que le fait aussi d'avoir une fille ici fait que je me sens plus ici que là-bas. » (P1, 355)

« No, no, no porque es una cuestión muy personal... yo un día me puse a pensar y dije: okay, yo podría votar aquí, pero me parecía superficial porque yo voto aquí pero no estoy allá para sufrir las consecuencias de mi voto. O sea, yo puedo elegir un hijo de puta, pero no estoy allá para vivir las putadas que va a hacer a la gente.... o de repente para llevar el país adelante también, no sé... ¿Te das cuenta? Y yo dije: no, no, yo voto aquí en Canadá porque bueno, yo soy canadiense y aquí me implico en política y todo...pero en Perú... yo cuando entro en Perú en mi pasaporte me ponen: admitido 90 días. » (P1, 374-380)

« [...]Creo que el hecho también de tener una hija aquí hace que me sienta más aquí que allá. » (P1, 355)

« Au Pérou c'est obligatoire, c'est vrai, parce que sinon tu payes une amende. Mais je ne suis pas au Pérou, je suis ici, si j'étais au Pérou je voterais, pour ne pas payer. Ici ce n'est pas obligatoire mais je vote, premièrement parce que je vis ici [...] » (P6, 300-302)

« En Perú es obligatorio, verdad, porque sino tienes una multa. Pero yo no estoy en Perú, estoy aquí. Si estuviera en Perú sí votaría, para no pagar. Acá no es obligatorio pero yo voto, primeramente porque vivo acá [...] » (P6, 300-302)

« Non, non... je me suis détaché il y a longtemps... je crois que peut-être j'ai voté à l'occasion d'une première élection... il y a longtemps que je me suis détaché de tout cela... » (P12, 206-207)

« [...] j'ai un peu suivi la politique du Pérou, les problèmes, mais je dis : si je ne suis plus là. Que diable! Si je ne suis pas là-bas, qu'est-ce que je peux faire ? Je me suis intéressé beaucoup à la politique d'ici et la réalité, j'aime bien où je suis, j'aime bien savoir ce qu'est l'endroit où j'habite, pourquoi les choses se passent de cette façon... » (P12, 187-190)

« [...] Je ne m'intéresse pas au Pérou parce que je ne suis pas là-bas et cela me fait de la peine, ça me rend furieux et tout ça...mais j'essaie de sauver les choses du Pérou qui peuvent être bonnes et de les montrer ici... » (P12, 714-716)

« No, no... yo me desligué hace mucho tiempo...creo que voté en unas primeras elecciones de repente... hace mucho tiempo me desligué con todo eso... » (P12, 206-207)

« [...] yo la seguí un poco la política del Perú, los problemas, pero dije: si no estoy allá, ¡qué diablos! Si no estoy allá, ¿qué puedo hacer? Me interesé mucho por la política de acá y la realidad, me gusta donde estoy, me gusta saber qué cosa es el lugar donde yo vivo, por qué las cosas suceden así... »(P12, 187-190)

« [...]No me intereso en el Perú más de lo que pasa corrientemente porque no estoy allá y me da mucha pena, me da cólera y todo esto... pero trato de rescatar las cosas del Perú que pueden ser buenas y mostrarlas siempre acá... » (P12, 714-716)

P13 pour justifier de ne pas voter, allègue qu'il n'est pas très « *politic oriented* »; pourtant il vote au Canada, comme nous l'avons expliqué antérieurement, poussé par un sentiment d'obligation morale. Nous avons décidé de l'inclure sous cette rubrique car il parle à une autre occasion de son sentiment d'appartenance au Canada (P13 a toute sa famille directe ici et n'est jamais retourné au Pérou depuis son arrivée au Canada il y a 18 ans). Cela pourrait expliquer qu'il ressent une

obligation morale de voter au pays d'accueil mais pas au Pérou (où il ne l'avait jamais fait car il est parti à 18 ans) :

« [...] je me suis bien adapté au Canada et considère le Canada comme mon pays, c'est-à-dire, le Canada m'a donné les opportunités que je n'aurais jamais eu au Pérou et c'est un pays fantastique, fabuleux, où les opportunités existent pour celui qui veut les saisir, simplement on doit vouloir bien faire les choses et être décidé. Moi je ris quand j'entends les gens dire qu'ici il y a du racisme, c'est faux. Le Canada est une société ouverte pour tous ceux qui veulent atteindre un objectif... moi quand je pars en vacances, une semaine après Montréal me manque, je suis habitué à ce système, je me suis complètement adapté à ce système, mes fils sont canadiens... » (P13, 87-94)

« [...] yo me he adaptado mucho al Canadá y considero al Canadá como mi país, o sea, el Canadá me ha dado las oportunidades que nunca me hubiera dado Perú y es un país que es fantástico, fabuloso, donde las oportunidades están ahí para quien quiera tomarlas, simplemente tienes que querer hacer las cosas bien y ser decidido. A mi me da risa cuando escucho a la gente decir que aquí hay racismo, es falso. El Canadá es una sociedad abierta para todo aquel que quiera lograr un objetivo... yo cuando me voy de vacaciones, a la semana extraño Montreal, estoy acostumbrado a este sistema, me he adaptado completamente a este sistema, mis hijos son canadienses... » (P13, 87-94)

P4 et P16 exposent qu'ils ne votent parce que leurs **documents ne sont pas à jour**. Elles allèguent plusieurs changements de documents en peu de temps qu'elles n'ont pas pu suivre. Cela implique qu'elles devraient payer les amendes accumulées et cela ne leur convient pas. P4 dit aussi qu'elle n'a pas voté par manque d'information sur ce qui se passait à l'étranger, mais qu'elle va actualiser sa carte électorale pour les prochaines élections, car elle veut voyager au Pérou bientôt et « elle devra payer et ne veut pas avoir des problèmes ».

Nous avons contacté le consulat péruvien à Montréal pour demander des renseignements à propos de ce que rapportait nos répondants. Normalement les Péruviens doivent s'enregistrer au consulat dès leur arrivée. C'est lors de cette

inscription gratuite qu'au consulat on recommande à la personne d'effectuer un changement d'adresse, car si au *padrón electoral* (liste électorale) cette personne est signalée comme résident d'une cité péruvienne, elle doit voter dans cette ville. Ce changement d'adresse coûte 16 dollars canadiens. Si le document montre une adresse du Pérou, la personne ne peut pas voter au consulat à Montréal. Elle devra donc payer l'amende correspondante de 51 dollars canadiens.

Selon Tuesta Soldevila (1994), le ballottage fut effectif au Pérou à partir de 1990. Cela implique qu'à partir de cette date il y a deux votations soit deux amendes si la personne ne vote pas.

Le travail électoral est aussi obligatoire et le fait de ne pas assister est pénalisé par une amende de 63 dollars canadiens.

Auparavant, le document nécessaire pour la votation était la *libreta electoral* qui n'expirait jamais. Ensuite elle a été remplacée par la *libreta mecanizada*, puis par le *Documento Nacional de Identidad* (Document National d'Identité -DNI). Pour les gens qui se trouvaient à l'extérieur du pays, il fut possible de changer directement la *libreta electoral* pour le DNI.

Le DNI coûte 12 dollars canadiens et était renouvelable tous les six ans jusqu'à la première semaine de décembre de 2003, date à laquelle les renouvellements de DNI devinrent sans effet à cause des nombreuses réclamations de la part de la population qui protestait contre le prix du document et la contrainte de son renouvellement tous les six ans, alors qu'ils étaient habitués à avoir la *libreta electoral* qui n'expirait jamais.

D'après ces informations nous pourrions émettre l'hypothèse d'un Péruvien qui arrive à Montréal et ne s'inscrit pas au consulat. Après quelques années, il a besoin d'un document et on le réfère au consulat. Une fois rendu au consulat, le fonctionnaire qui le reçoit lui dit qu'il ne peut pas lui fournir le document dont il a besoin car il n'est pas à jour dans ses obligations en tant que citoyen péruvien, donc, il doit payer des amendes. Comme il n'avait pas effectué de changement

d'adresse et qu'il était toujours considéré comme résident à Lima, il doit payer pour toutes les élections où il n'est pas allé voter. Imaginons donc qu'il a raté le premier et le second tour des élections présidentielles, une élection municipale et qu'en plus il avait été choisi comme membre de la table électorale.

Il devrait payer : $16 + 12 + 51 + 51 + 63 + 51 = 244$ dollars canadiens s'il veut obtenir le document dont il avait besoin. Somme qui n'est pas négligeable.

L'amende pourrait être encore plus élevée si cette personne se rend au consulat quelques années plus tard.

Il faut aussi mentionner que jusqu'à l'année 2000 des « amnisties d'amende » étaient accordées avant les élections générales. Cependant il semble que cette mesure ne s'applique plus, donc les abstentions aux élections de 2001 et de 2002 seraient encore punissables.

Quelques remarques sur le vote, la participation et la famille

Parmi les personnes qui votent encore aux élections du Pérou, nous constatons que cinq des huit personnes sont impliquées dans des associations péruviennes de caractère social, culturel ou politique, tandis que parmi celles qui ne votent pas, trois sur huit participent ou avaient participé à des associations péruviennes de caractère religieux ou sportif.

Un autre fait, constaté chez nos répondants, est que tous ceux qui continuent à voter aux élections péruviennes ont souvent de la famille proche au Pérou (sauf une personne qui n'a pas de famille immédiate mais qui rapporte que ses cousines « qui sont comme des sœurs pour elle » sont là-bas), tandis que la majorité de ceux qui ne votent plus dans leur pays d'origine ont leur famille proche ici ou se disent peu attachés à leur famille.

4.11 Estiment-ils les personnages politiques d'ici dignes de confiance ?

En ce qui concerne la confiance dans les personnages politiques d'ici, la plupart des répondants disent avoir plus confiance dans les politiciens canadiens que dans les politiciens péruviens.

La corruption apparaît comme motif central pour expliquer ce manque de confiance dans les politiciens du Pérou qui sont vus par la majorité de nos répondants comme des gens qui cherchent un bénéfice personnel mais qui ne se préoccupent pas de ce qui arrive au pays. La politique est vue comme la façon d'accéder au pouvoir et à l'argent :

« La seule chose qui les intéresse c'est de prendre tout son argent aux pays étrangers, faire de l'argent et partir... ils n'ont aucun intérêt pour le pays ». (P6, 324-325)

« Lo único que quieren es llevarse todo su dinero a países extranjeros, hacer fortuna y se va... no les interesa nada el país ». (P6, 324-325)

« au Pérou les politiciens vont à l'encontre les intérêts du peuple tandis qu'ici non ». (P12, 493-494)

« en Perú los políticos iban contra los intereses del pueblo mientras que acá no ». (P12, 493-494)

« au moins ici ils luttent pour ce qui est le plus important » (P16, 471-472)

« por lo menos acá luchan por lo más importante » (P16, 471-472)

Pour quelques répondants seul le fait d'arriver au pouvoir fait que les hommes politiques péruviens deviennent corrompus.

Un autre aspect rapporté est l'impunité dont jouissent les politiciens, même après les scandales. Un des exemples le plus mentionné est le scandale perpétré par le ministre d'économie de Fujimori, Vladimiro Montesinos. Quelques personnes rapportent aussi l'absence de professionnalisme de ceux qui entourent la personne

qui est arrivée au pouvoir, les contacts jouent un rôle plus important dans la répartition des postes du gouvernement :

« [...] ils s'entourent des gens qui ne sont pas des professionnels [...] Ils nomment des gens qui ne sont pas capables de gouverner un pays, il faut avoir des bons études et assez de vision » (P5, 273-275)

« [...] se rodean de gente que no son profesionales, hay veces que son solamente... ponen a dedo a alguien que no son gente capaz para gobernar un país, que necesitas pues tener unos buenos estudios y bastante visión » (P5, 273-275)

« [...] au Pérou, on sait, que les choses fonctionnent comme ça, par connaissances et c'est une chose avouée.... je veux avoir un poste dans ce ministère, « ah ! ma mère a un ami ... et ainsi le ministre va parler avec le vice-ministre et après, on rentre comme ça ». (P7, 307-309)

« [...] en el Perú, sabes, que las cosas funcionan así con quién conoces y es una cosa hasta abierta... quiero tener un puesto en este ministerio, «ah! mi mamá tiene un amigo que eso que si el ministro va a hablar con el viceministro y luego entras así ». (P7, 307-309)

Donc, l'inefficacité du système judiciaire, l'impunité et l'absence de croyance dans les politiciens à cause de leurs mensonges seraient à l'origine de la basse confiance.

Il faut noter que ce manque de confiance est pour la plupart généralisé, il n'est pas en rapport avec une orientation politique ou un parti concret :

« [...] les politiciens de gauche finalement quand les partis de gauche ont commencé à participer dans la voie légale...ils n'étaient plus les mêmes... ils se sont corrompus. Et disons... bon, les politiciens de droite disons... ils montrent ouvertement cette corruption » (P2, 412-424)

« [...] los políticos de izquierda finalmente cuando comenzaron a participar los partidos de izquierda en la vía legal, este...ya no fueron los mismos... se corrompieron. Y digamos... bueno, los políticos de derechas digamos... abiertamente muestran esa corrupción digamos... » (P2, 421-424)

Quelques répondants exposent un certain manque de valeurs d'honnêteté de la part des politiciens et, parfois aussi, de la part des concitoyens, qui imposeraient la *viveza criolla* (friponnerie créole) :

« au Pérou une mentalité de la friponnerie, de la friponnerie créole comme nous l'appelons, s'est créée. Tous veulent être plus fripons que les autres et cela va au détriment de l'honnêteté. Alors l'honnêteté s'est perdue pour être remplacée par la friponnerie dans n'importe quelle situation. » (P10, 496-498)

« Se ha creado una mentalidad en Perú de la viveza, la viveza criolla que le llamamos nosotros. Todos quieren ser más vivos que los demás y eso va en detrimento de la honradez. Entonces la honradez se perdió para a ser remplazada por la viveza en cualquier situación. » (P10, 496-498)

« [...] peut-être les gens honnêtes sont très peu. La plupart veulent en profiter [...] » (P3, 361-362)

« [...] quizás es muy poca gente la que, digamos sea honesta. La mayoría quiere aprovecharse [...] » (P3, 361-362)

« [il doit avoir moins de corruption ici] Parce que [les politiciens] doivent avoir les principes, les principes comme personne qui je pense que sont plus solides. Et comme ces principes iront au gouvernement... peut-être il pourra se passer quelque chose, quelque corruption, quelque acte d'injustice, mais pas comme... pas comme chez nous où tous essayent de voler, tous sont en train de voir qu'est ce qu'ils vont voler... » (P4, 549-552)

« [debe haber menos corrupción aquí] Porque deben tener los principios, los principios como persona creo que es más sólido. Y como esos principios irán al gobierno... quizás sí podrá suceder alguna cosa, alguna corrupción, algún acto de injusticia, pero no como... no como nosotros, que todos están tratando de robar, todos están al acecho de qué robo... » (P4, 549-552)

La plupart des interviewés disent avoir plus confiance dans les politiciens canadiens. Beaucoup d'entre eux font une comparaison avec l'expérience vécue au Pérou. Ce parallélisme amène normalement à parler de corruption aussi au Canada. La plupart des répondants disent qu'elle existe aussi ici. Mais le fait qu'en comparaison elle soit moindre et moins généralisée qu'au pays d'origine, que l'efficacité du contrôle exercé par le système est plus grande et qu'il y a moins d'enrichissement personnel, les politiciens canadiens bénéficient de plus de confiance.

« Ici oui [j'ai confiance dans les politiciens d'ici]... je crois qu'ils me semblent différents même si parfois j'entends [des cas de corruption]... mais moins qu'en Amérique latine... il me semble qu'il n'y a pas autant de scandales qu'en Amérique latine où tu vois par exemple que quelqu'un qui était de classe moyenne-défavorisée, quand il quitte le gouvernement, du jour au lendemain il est devenu milliardaire... maisons, voitures... ici on ne voit pas ça par exemple... » (P5, 300-305)

« Eh... acá yo sí, ¿eh?, acá yo sí... yo creo que me parece diferente aunque a veces escucho y digo: ah... escucho que por ahí... que un político digamos que... pero menos que en Latino América, o sea, a mí no me parece que hayan tantos escándalos como en Latino América que... tu ves por ejemplo, en Latino América alguien que era de clase media-baja, después de haber salido del gobierno pues, olvídate, de la noche a la mañana se volvió millonario, ¿no? Y con unas casas y autos pero sí te dicen no... eso no se ve acá por ejemplo » (P5, 300-305)

« là bas la corruption tu la vois... tu vas à un endroit et tu dis que t'es du parti du gouvernement, si tu montres une carte discrètement, dans certains endroits tu as des faveurs, tandis qu'ici je ne pense pas que cela existe, je ne l'ai pas vu, ni non plus entendu... » (P16, 487-489)

« Claro, allá la corrupción la ves a flor de piel, tu vas a un sitio y dices que eres del partido del gobierno, si muestras un carnet por lo bajo en ciertos lugares tienes favoritismo... mientras que acá, yo no creo que haya eso, yo no he visto ni he escuchado... » (P16, 487-489)

Un autre aspect à signaler est l'impression qu'ici, si on détecte qu'il a eu de la corruption, des mesures sont prises, donc ils perçoivent plus de contrôle de la part des institutions, des partis de l'opposition ou des médias. En outre, l'effet d'avoir le sentiment que le citoyen peut influencer le système joue aussi au niveau de la confiance. Ce sentiment d'efficacité de la part du citoyen à influencer le système, donc la *political efficacy*, est traité plus en détail dans le point suivant.

« le journalisme ici au moins expose des situations qui deviennent publiques et alors il faut les éclaircir. Là-bas les journalistes agissent

de la même façon... mais après personne ne sait comment cela finit... » (P10, 480-483)

« [...] el periodismo aquí por lo menos plantea situaciones que se hacen públicas y ante esa situación tiene que esclarecerse. Allá los periodistas actúan de la misma forma, lo hacen público y todo eso y de un momento a otro nadie sabe cómo termina eso... » (P10, 480-483)

Il y a certaines personnes qui exposent leur manque de confiance tant au Pérou qu'au Canada, quoique spontanément elles disent des noms de politiciens canadiens qui leur inspirent de la confiance. Les raisons évoquées sont le manque de confiance dans le système en général et/ou l'existence d'une corruption qui se fait de façon plus subtile.

« [...] à moi, les systèmes politiques ne m'inspirent aucune confiance » (P7, 305)

« [...] yo en los sistemas políticos no confío para nada » (P7, 305)

« Je n'ai confiance en personne [rires]...les affaires t'apprennent à être prudent [...] je sais que les politiciens [...] vont te dire n'importe quoi pour qu'on les choisisse... » (P13, 285-287)

« No confío en nadie [risas]. El negocio te enseña a ser bastante precavido [...] sé que los políticos [...] te van a decir cualquier cosa con tal de que los elijas... » (P13, 285-287)

4.12 À quel point estiment-ils que cela vaut la peine de participer ici (*political efficacy*) ?

En général, comme dans la question précédente, leur sentiment de pouvoir influencer le système est plus haut ici que dans leur pays d'origine. Le parallélisme entre l'expérience vécue au Pérou et l'expérience montréalaise aboutit à affirmer dans la plupart des cas, que c'est plus facile de se « faire écouter ici » ou au moins d'amener le débat sur les revendications du peuple :

« je sais que si je fais une campagne pour revendiquer quelque chose, je peux avoir quelque chose [...] au Pérou non [...] ils vont se moquer de toi » (P1, 716-717; 723-724)

« [...]yo sé que si yo armo una campaña para reivindicar algo, yo puedo tener algo...[...] En el Perú no[...] se van a reír de ti » (P1, 716-717; 723-724)

« [...] une des choses qui fait que je me sens bien c'est que... ici [Canada] la sentence qui dit "qui ne pleure pas, ne tête pas", peut s'accomplir. Là bas tu peux passer ta vie à pleurer et tu ne manges pas... rien ne se passe » (P1, 725-727)

« [...] una de las cosas que hace que me sienta bien aquí es que... Aquí, el dicho ese que dice "el que no llora no mama", acá se puede cumplir. Allá te puedes pasar la vida llorando que igual no comes... No pasa nada.... » (P1, 725-727)

« Mais ici il me semble que la possibilité d'arriver au niveau décisionnel est beaucoup plus rapide que là-bas. » (P1, 1024-1025)

« Pero acá me parece que la posibilidad de llegar a los medios de decisión es mucho más rápida que allá. » (P1, 1024-1025)

« [nom d'un politicien canadien] n'est pas un individu qui m'inspire confiance... mais je sais que je peux... je sais que si je fais une campagne pour revendiquer quelque chose, je peux avoir quelque chose. » (P1, 715-717)

« [nombre político canadiense] si bien es cierto no es un tipo que me inspire confianza pero yo sé que yo puedo.... yo sé que si yo armo una campaña para reivindicar algo, yo puedo tener algo... » (P1, 715-717)

« Ici tu organises quelque chose avec beaucoup de médias... immédiatement tu es écouté » (P1, 721-722)

« Aquí tú armas alguna cosa con muchos medios... inmediatamente te van a escuchar, ¿no? » (P1, 721-722)

« la participation du peuple est possible ici mais là-bas non... là-bas malgré la participation du peuple on ne l'écoute jamais; ici la chose qui m'étonne un peu, c'est que si les gens se soulèvent un peu il y a de la considération [...] tandis que dans nos pays il n'y a pas de réception de la part du pouvoir. » (P16, 499-502)

« la participación del pueblo es posible aquí pero allá no... allá la participación del pueblo nunca la escuchan, cosa que aquí me asombra. Acá, si la gente se levanta un poco hay consideración, por lo menos debaten la protesta mientras que en nuestros países no, se pueden matar, se pueden... pero no hay recepción de parte de los del poder. » (P16, 499-502)

De la même façon, ils perçoivent plus d'accessibilité directe aux autorités ce qui faciliterait cette réceptivité, tandis qu'au Pérou, il faudrait être proche des classes dirigeantes pour obtenir cette écoute :

« [...] que l'on puisse influencer directement, non... à moins que l'on ait une participation plus proche. » (P3, 419-420)

« [...] que tú influencias directamente, no... a menos que tu tengas una participación más cercana. » (P3, 419-420)

« [...] là [au Pérou] on écrit une lettre et personne ne tiendra compte de cela, [au Canada] tout de suite. On peut faire une manifestation et on va faire attention à nous, non ? Au Pérou zéro, rien. » (P8, 242-244)

« [...] allá [en Perú] escribes una carta y nadie te hace caso pero aquí [en Canada] sí lo tenemos, directo. Tu puedes hacer una demostración y mal que mal te van a hacer caso, ¿no? En Perú cero, nada. » (P8, 242-244)

« [...] je dirais qu'ici c'est plus facile de se faire entendre parce qu'on a un conseiller au quartier ou district... à qui on peut téléphoner et on peut lui dire je veux avoir un rendez-vous avec vous parce quelque chose m'est arrivée... et tu vas obtenir le rendez-vous. On peut y aller et raconter notre cas.... C'est plus difficile au Pérou [...] c'est plus difficile d'arriver à cela. Ici je vois que c'est plus facile ». (P3, 802-806)

« [...] yo diría que aquí es más fácil que... que te hagas escuchar porque digamos tienes un consejero en tu barrio o distrito... que tu llamas por teléfono y puedes decir quiero tener una cita con usted porque me ha pasado algo... y la vas a tener. Vas y explicas tu caso... es más difícil en Perú [...] se hace más difícil llegar a eso. Aquí yo veo que es más fácil ». (P3, 802-806)

Certains répondants nous ont fourni des exemples concrets où les manifestations furent écoutées : le verre de lait³⁰ ou le cas du projet hydroélectrique d'Arequipa³¹. Quoique nous avons demandé aux gens qui nous avaient parlé de ces faits si leur était possible de nous fournir quelques exemples de plus, la réponse a été négative.

³⁰ Il s'agit d'un projet élaboré depuis 1984 par des organisations de femmes, des clubs de mères, pour donner un verre de lait aux enfants comme complément de leur alimentation précaire. Plusieurs membres du gouvernement ont tenté de supprimer ce programme mais les femmes n'ont pas cédé et la lutte se poursuit pour multiplier les verres de lait dans toutes les cantines.

Cependant, ils disent que d'autres cas doivent exister. Cela indique que sûrement un grand nombre de protestataires n'ont pas pu obtenir ce qu'ils réclamaient.

« Là, oui, c'est une façon de manipuler le gouvernement... généralement quand ils sont mécontents la première chose qu'ils font c'est une grève, une manifestation, non ? Et c'est quelque chose de commun, non ? Toujours, pour n'importe quelle chose, une corporation décide : on va faire cela pour attirer l'attention du gouvernement et pour qu'ils prennent une décision, non ? Parfois cela marche, non ? Mais ils ne sont pas habitués à ce que cela marche, à ce qu'on les écoute... » (P5, 334-338)

« Allá sí que es una manera de manipular el gobierno... generalmente cuando están descontentos lo primero que hacen es una huelga, una marcha, ¿no? y es algo así, seguido, ¿no? Siempre, para cualquier cosa, un gremio decide vamos a hacer esto para llamar la atención del gobierno y para que tomen una decisión, ¿no? A veces funciona, ¿no? Pero no están acostumbrados a que funcione, a que los escuchen... » (P5, 334-338)

Les manifestations au Pérou durent parfois des mois ou des années. P1 avait participé aux manifestations pour le transport public durant trois ans. Quand les gens sont en grève ne reçoivent aucune rémunération, la situation est donc bien différente d'ici.

« [...] les femmes quand elles veulent quelque chose doivent sortir et se bagarrer deux ou trois mois pour une misère » (P1, 724-725)
 « [...] las mujeres cuando quieren algo tienen que salir pero hacer la pelea dos, tres meses por una miseria, ¿no? » (P1, 724-725)

Certains trouvent qu'ici c'est plus facile de dénoncer, grâce à une plus grande liberté des médias, ou même d'obtenir la démission d'un politicien :

« [...] parce qu'ici c'est plus facile de dénoncer... mais là-bas dénoncer... le pouvoir judiciaire ne t'écoute pas, on veut publier et on est contrôlé là-bas pour... toujours... par quelqu'un du pouvoir. » (P2, 540-542)

³¹ Le peuple s'est soulevé contre la privatisation de l'entreprise hydroélectrique.

« [...] porque acá es más fácil denunciar partiendo de eso... pero allá denunciar... el poder judicial no te escucha y tu quieres publicar y estás controlado allá por ... siempre... por alguien del poder. » (P2 540-542)

« [...] disons, on peut faire tomber un député...faire renoncer un premier ministre... et cela là-bas est... [rires] c'est impossible... » (P2, 373-375)

« [...] digamos, se puede traer abajo a un diputado, digamos, hacer renunciar a un primer ministro... y eso allá es... [risas] allá es imposible... » (P2, 373-375)

D'autres répondants opinent que c'est possible d'influencer le système tant au Pérou qu'au Canada, mais qu'il faut distinguer car les contextes sont très différents. Tandis qu'au Pérou les gens manifestent pour des besoins de base, au Canada les protestations sont d'un autre genre et se font dans des conditions différentes :

« [les gens se mobilisent au Pérou] parce qu'ils n'ont pas de quoi manger... bon, ils ont de quoi manger mais rien de plus, avec beaucoup d'effort ils peuvent juste payer le logement et manger. Même dans la classe moyenne les enfants n'étudient pas, il faut qu'ils travaillent pour aider à leur parents. » (P14, II)

« [la gente se moviliza en Perú] porque la gente no tiene qué comer... bueno sí tiene para comer pero para nada más, para las justas tiene para pagar la casa y para comer. La condición media para abajo, los hijos ya no estudian, tienen que trabajara para ayudar a los padres ». (P14, II)

« [...]au Pérou les gens n'ont pas les moyens d'influencer parce qu'il y a tellement de pauvreté que d'abord il faut combler ça ... » (P8,274-275)

« [...]en Perú no hay forma [de influir] porque hay tanta pobreza que primero hay que cubrir eso... » (P8, 274-275)

La corruption semble interférer avec la *political efficacy*, puisqu'elle priverait les gens du sentiment d'influence sur le pouvoir politique :

« au Pérou [il n'y a beaucoup de marge d'action démocratique pour faire pression sur les politiciens] parce qu'il y a la corruption et on ne joue pas un jeu propre » (P12, 610-614)

« en Perú [no hay mucho margen de acción democrática para hacer presión a los políticos] porque hay la corrupción y no juegas un juego limpio » (P12, 610-614)

Quelques répondants ne croient pas qu'ici on tienne toujours compte des citoyens lors d'une prise de décision de la part des politiciens. Quelques personnes ont notamment parlé de la fusion des villes, qualifiant cette décision de « dictatoriale » de la part des gens qui étaient au pouvoir. De la même façon que nous avons demandé à ceux qui nous avaient fourni des exemples concrets sur le Pérou, nous avons demandé aux répondants qui avaient mentionné ce fait s'ils pouvaient nous donner des exemples d'autres situations où le gouvernement n'a pas tenu compte de l'opinion du peuple mais aucun autre exemple ne fut cité.

Certains signalent la nécessité d'une implication collective afin de pouvoir obtenir des améliorations et comme manière de montrer aux politiciens les besoins des citoyens :

« Je crois que si on participe tous, on doit en sortir quelques profits... il faut s'impliquer pour que les choses marchent bien, pour que les partis prennent aussi conscience des besoins du peuple ». (P14, 320-322)

« Yo creo que si todos participamos ahí, tenemos que sacar algún provecho... yo creo que hay que implicarse para que todo marche bien, para que los partidos también tomen conciencia de las necesidades que tiene el pueblo ». (P14, 320-322)

Une répondante fait allusion au fait que l'influence serait inégale en fonction de qui réclame, elle fait notamment référence aux traits indigènes et à sa condition de femme :

« je crois qu'avec mes cheveux et mes traits bien indigènes je serais comme un zéro... [...] femme... ça ne passerait pas... Toledo l'a fait parce qu'il est un homme, mais s'il était une femme, non... Je ne pense pas qu'on me prendrait au sérieux... » (P11, 641-644)

« creo que con mi pelo así y mis facciones bien indígenas sería de repente un cero... mujer... no pasaría... Toledo lo ha hecho porque es hombre pero si fuera una mujer, no... Yo creo que no me tomarían muy en serio... » (P11, 641-644)

Selon un de nos interviewés, l'existence ici d'organismes auprès desquels il est possible de faire des réclamations permet aux gens de faire valoir leurs droits :

« [...] Y compris... les questions de protection du consommateur. Par exemple, si on a des problèmes avec le propriétaire de l'appartement ou pour tout type de choses on peut s'adresser à un organisme... eh... où s'informer et ainsi être conseillé... Cela n'existe pas au Pérou. Sauf si on a recours à un avocat et cela va coûter [cher] ... » (P3, 806-810)

« [...] Inclusive... cuestiones de protección al consumidor o si tienes problemas con el propietario de tu apartamento... para todo tipo de cosas, tienes a dónde ir... eh... a dónde informarte, quien pueda aconsejarte para decirte esto es así o así... que en nuestro caso no lo tenemos en Perú. A menos que vayas a un abogado y te va a costar... qué se yo... » (P3, 806-810)

Pour certain, « les décisions se prennent d'en haut, ici et dans n'importe quel endroit du monde », parfois ceux « d'en haut » tiennent compte de ceux « d'en bas » et parfois non. Pour un autre répondant, le peuple pourrait avoir de l'influence dans certains types de décisions :

« Les grandes décisions ce sont les politiciens qui vont les prendre et les décisions progressistes... ce sont les gens qui vont les mener à terme » (P1, 999-1000)

« Las grandes decisiones, son los políticos los que las van a tomar y las decisiones alternativas... es la gente que las va a hacer » (P1, 999-1000)

Nous avons trouvé des allusions au fait que ce seraient les grandes entreprises internationales qui prennent les décisions, donc finalement il y aurait une soumission des politiques aux intérêts économiques et politiques de ces entreprises :

« [...] personne ne sait pourquoi Shell est installé au Pérou... je pense que c'est comme ça dans tous les pays, je ne pense pas que le peuple véritablement [choisisse].... » (P11, 670-671)

« [...] nadie sabe por qué Shell está ahí en el Perú... yo creo que es así en todos los países, yo no creo que el pueblo verdaderamente [escoja]... » (P11, 670-671)

4.13 La participation et les variables sociodémographiques : le niveau d'études, le genre, l'âge et les années de résidence à Montréal.

La taille réduite de notre groupe de répondants ne nous permet pas de faire une évaluation concluante de l'influence des variables sociodémographiques sur la participation. L'examen de nos données ne permet pas d'identifier une variable isolée qui aurait une influence marquée.

4.13.1 Le niveau d'études

Nous ne pouvons pas établir des différences selon le niveau d'études des différents répondants, en ce qui concerne le niveau d'implication et le type d'activités concernant la participation politique et la participation communautaire.

Comme nous l'avons mentionné auparavant, 12 de nos répondants ont des diplômes universitaires, et les quatre autres d'une école spécialisée.

Les répondants ont différents niveaux d'implication dans les activités politiques sans que nous puissions établir des différences par rapport à son niveau d'études. La plupart de ceux qui ont une participation basse, moyenne ou élevée (tableau 1) ont réalisé des études universitaires. Il en va de même pour ceux qui votent seulement.

Parmi les cinq répondants engagés dans des activités politiques au Pérou, quatre sur cinq avaient un diplôme universitaire et le dernier d'une école spécialisée.

Les deux répondants qui sont ou ont été engagés à Montréal possèdent des études universitaires.

4.13.2 Le genre et la participation politique (tableaux : 1 et 3)

En ce qui concerne la participation politique, nous remarquons une plus grande quantité d'hommes dans les catégories d'implication moyenne et élevée au Pérou, bien que cette tendance ne se poursuit au Canada (tableau 1).

Par rapport aux activités politiques réalisées (tableau 3), aucune femme n'était militante d'un parti politique au Pérou, tandis qu'il avait trois hommes (P1, P14, P15) proches de partis politiques. Cependant, il ne faut pas oublier que parfois de la participation associative ou communautaire se dégage un certain engagement qui traverse la sphère du communautaire et se prolonge dans celle du politique.

Par contre, seulement une femme a été très impliquée lors du référendum pour la souveraineté du Québec et seulement un de ces hommes (P1) a continué à être impliqué dans la politique mais dernièrement il le fait à partir d'un groupe de la société civile.

Une autre femme (P8) a fait allusion à son intérêt de s'impliquer politiquement au niveau municipal dans un futur.

4.13.3 Le genre et la participation communautaire (tableaux : 2 et 4)

En général, nous n'observons pas de différences entre les comportements participatifs des hommes et des femmes par rapport au niveau d'implication.

La plupart de ceux qui étaient très impliqués au Pérou sont généralement très impliqués au Canada, et on retrouve ce même comportement pour les hommes et les femmes.

En ce qui concerne les différents niveaux d'implication au Pérou et au Canada (tableau 2), nous retrouvons un nombre similaire d'hommes et femmes dans toutes les rubriques à l'exception de celle du niveau d'implication élevé au Pérou qui regroupe seulement des hommes.

Par rapport au type d'activité communautaire réalisée (tableau 4) dans la plupart des activités, le nombre d'hommes et femmes engagés est similaire, à l'exception des activités de type environnementales, sportives et politiques, au Pérou et au Canada, où nous ne retrouvons que des hommes; il en est de même pour le cas des associations étudiantes au Pérou.

Nous remarquons aussi que quelques répondants qui avaient eu des postes de responsabilité dans des mouvements associatifs au Pérou ont tendance à chercher à avoir ce même rôle s'ils participent à Montréal.

4.13.4 L'âge

Nous ne pouvons pas établir des différences de participation en raison de l'âge des répondants car la plupart d'entre eux se trouvent présentement dans la quarantaine et dans la cinquantaine. Par contre, nous notons que ceux qui ont des fils d'âge adulte ou les répondants séparés ou divorcés sans enfants à charge participent davantage que le reste, cela pourrait s'expliquer pour une plus grande disponibilité du temps libre combiné, évidemment, avec les motivations personnelles.

4.13.5 Les années de résidence à Montréal

La différence entre les années de résidence à Montréal n'explique pas non plus la participation de nos répondants. Ce ne sont pas toujours ceux qui ont vécu plus d'années à Montréal qui participent davantage. Un élément à remarquer serait que la participation ne commence généralement pas à l'arrivée, il y aurait plutôt un délai, qui peut aller de quelques mois à quelques années, nécessaire à l'établissement du nouvel arrivant. Ce délai pourrait être moindre si les associations se trouvent près du lieu de résidence du répondant, s'il a des connaissances qui pourraient l'informer de l'existence des diverses associations ou si des amis appartiennent à ces associations. Encore une fois, l'intérêt pour le type

d'activité ainsi que les motivations personnelles joueraient un rôle décisif dans l'adhésion aux différentes associations.

On peut facilement concevoir qu'une cumulation des variables de type sociodémographique ait une influence sur la participation. C'est la combinaison de certains facteurs qui amènent les gens à participer à la vie civique en général. Notamment dans la participation communautaire divers facteurs joueraient un rôle lors de la participation : l'âge, le temps disponible, avoir des enfants ou non, l'expérience participative antérieure, le fait d'avoir ici ou non de la famille, le goût pour remémorer le pays d'origine, le fait d'être croyante ou même la raison pour laquelle on a quitté le pays, la confiance dans l'institution qui offre les services, les liens émotifs entre les membres, etc.

Notre étude ne nous permet pas de nous prononcer sur ce point. Elle ne nous permet pas non plus de nous manifester à propos de l'influence respective des variables de type sociodémographique et de type psychologique. Nous avons pourtant pu souligner l'importance de ces dernières variables, comme le met en évidence la conclusion qui suit. Une étude mesurant les variables qu'influencent la participation devrait s'intéresser autant à celles de type psychologique qu'à un ensemble de celles de type sociodémographique.

CHAPITRE 5 : CONCLUSION

Dans ce chapitre nous présenterons notre conclusion en trois temps. D'abord, nous comparerons nos résultats à ceux obtenus par d'autres enquêtes s'intéressant à la participation des immigrants au Canada. Dans un deuxième temps, nous ferons une synthèse des données que nous avons obtenues dans cette recherche. Enfin, nous soulèverons quelques pistes de discussion qui s'avèrent intéressantes pour des recherches futures.

Comparaison des résultats aux recherches précédentes, synthèse des données et pistes de discussion

Cette étude n'a pas pour ambition de présenter des résultats généralisables à la communauté péruvienne de Montréal, encore moins des résultats généralisables à l'ensemble des immigrants devenus citoyens canadiens. Il est toutefois intéressant de comparer nos résultats à ceux des recherches exposées dans le premier chapitre et réalisées dans le domaine de la participation des immigrants en contexte canadien. Cette comparaison permet de voir si nos répondants présentent un patron de comportements de participation qui les assimile ou les distingue des populations d'origine immigrante étudiées toujours assez superficiellement dans les recherches.

Nos résultats ne concordent pas avec les études (Bell & Tepperman, 1979; Goldlust & Richmond, 1974, cités dans Chui et al., 1991) qui concluent que le taux de participation au processus électoral, notamment par le vote, serait plus faible chez les immigrants que chez les natifs du pays d'accueil. Nos observations iraient alors plus dans le sens des recherches récentes, réalisées dans le contexte canadien (Black, 1982, 1987, cité dans Chui et al., 1991), qui n'ont pas trouvé de

différences significatives entre les personnes nées à l'extérieur du Canada et celles nées sur le sol canadien. En réalité, parmi nos seize répondants, quinze votent depuis l'obtention de leur citoyenneté canadienne. Si l'on se base sur cette observation, nous pourrions dire que nous avons là un groupe de personnes qui présente un taux de participation politique par le vote qui est plus élevé que le taux qui est observé dans la population canadienne ou québécoise. Cette constatation va à l'encontre des résultats révélés par l'*Enquête sur la diversité* (2003) selon laquelle les nouveaux arrivants seraient plus susceptibles de voter après avoir passé beaucoup de temps au Canada. Ainsi, tous nos répondants — qu'ils aient obtenu la citoyenneté rapidement (trois à quatre ans) ou non (cinq à sept ans) — votent régulièrement

En ce qui concerne la participation politique au processus électoral aucun de nos répondants ne militait pas activement ou était membre en règle d'un parti politique québécois ou canadien. Une personne seulement mentionne avoir soutenu un candidat à une élection municipale et une autre a été impliquée dans le mouvement souverainiste lors du référendum de 1995. Sur ce point, nos données concordent avec les observations de Richmond et Goldlust (1997, cité dans Stasiulis, 1997) qui ont remarqué que l'affiliation active aux organisations politiques était plus faible chez les citoyens d'origine immigrante que chez ceux nés au Canada.

Quant à la participation qui se fait par la course aux suffrages pour des postes électifs, aucun de nos seize répondants ne mentionne avoir brigué un poste électif, ce qui va dans le sens des études réalisées par Black et par Simard (cités dans Saloojee & Siemiatycki, 2003) qui constatent une sous-représentation dans les postes électifs des membres des communautés identifiées comme minorités visibles. Notre groupe de répondants étant petit, nous avons peu de chances de trouver une personne qui s'est impliquée de manière très active dans le processus politique. Il faut tenir compte du fait que la proportion de personnes dans la population en général qui brigue les suffrages pour des postes électifs est aussi très

petite et qu'il nous faudrait donc réunir un large échantillon pour en trouver quelques-unes. Les données de notre recherche sur ce dernier aspect n'ont rien de surprenant.

En somme, notre investigation concernant l'implication dans le processus démocratique de nos répondants vise surtout à étudié leur participation par le vote. Il est heureux, pour notre démarche, que leur taux de participation par le vote soit très élevé car cela nous fournit matière à approfondir ce rapport qui est bien réel même s'il est limité à une forme de participation comme c'est le cas dans la population en général.

Au sujet de la participation communautaire, pour ceux qui participent, nous observons qu'une forte proportion de nos répondants s'implique de diverses façons dans des associations ethniques ce qui est aussi une constatation de l'*Enquête sur la diversité* (2003).

Nos répondants ne disent pas avoir été brimés par des barrières à la participation, contrairement à ce qui est signalé par d'autres études (Siemiatycki & Saloojee, 2003; Simard, 1990).

Quelques auteurs ont souligné l'importance de l'étude des facteurs personnels et psychologiques qui pourraient jouer un rôle important dans le rapport à la participation (Smith, cité dans Wandersman et al., 1987; Tolley, 2003a; Stasiulis, cité dans Simard, 2000). Nous rappelons ici les études de Cohen et al. (2001), Verba et Nie et Verba et al. (cités dans Cohen et al., 2001) citées dans le premier chapitre qui démontrent le rôle médiateur de certaines variables psychologiques dans le rapport entre le statut-économique et la participation politique, notamment la *political efficacy*, sentiment que la participation des citoyens compte et peut produire des résultats.

Comme nous le rapportons dans le premier chapitre, nous prêtons dans cette étude un intérêt central à des variables de cette nature qui sont susceptibles de nous informer sur le rapport à la participation de personnes qui, comme ils nous le rapportent elles-mêmes, ont connu un régime démocratique marqué par la corruption de ses dirigeants et par leur insensibilité aux besoins vitaux de la population. Un régime dans lequel, somme toute, les citoyens se sentent incapables d'infléchir le processus de décision politique dans le sens de leurs attentes. Notre intérêt est d'investiguer comment une telle expérience antérieure dans leur pays d'origine affecte leur expérience de participation politique et communautaire actuelle dans leur pays d'accueil.

Nous poursuivons donc notre analyse en jetant maintenant un regard d'ensemble sur nos observations pour faire la somme de ce que nous avons appris sur ce point par cette enquête, notamment au regard des questions que nous nous posions au départ. Voici donc les principales questions auxquelles nous cherchions des réponses en investiguant plus profondément le rapport des répondants à la participation civique.

Leur évaluation actuelle du régime qu'ils ont connu est-elle négative ou positive?
 Leur évaluation était-elle la même alors qu'ils étaient encore au Pérou?
 Leur compréhension des caractéristiques d'un bon régime démocratique concorde-t-elle avec la vision générale de cette réalité dans les pays considérés de bonne démocratie?

Ont-ils confiance en la démocratie?

Accordent-ils leur confiance aux personnages politiques d'ici?

Sentent-ils les politiciens d'ici plus ou moins accessibles qu'au Pérou?

Est-ce que le fait d'avoir vécu dans un régime de vote obligatoire fait en sorte qu'elles sont portées à voter ici par habitude de se conformer à une obligation ou bien s'appuient-ils sur d'autres motifs?

Est-ce qu'ils continuent à s'intéresser à la politique du Pérou?

Est-ce que cela affecte à la baisse leur intérêt pour la politique d'ici?

Rencontrent-ils des barrières qui les empêchent de participer?

Pourquoi ne recherchent-ils pas ici à briguer des postes électifs?

Ceux qui investissaient beaucoup dans l'activité communautaire au Pérou maintiennent-ils le même niveau d'investissement ici? Pourquoi? Dans quoi investissent-ils?

Donnent-ils un sens différent à leur participation maintenant comparativement au sens qu'ils donnaient à leur participation au Pérou?

Démocratie

Les répondants ont une idée juste de ce qu'est la démocratie même si leurs réponses ne couvrent jamais l'ensemble des aspects qui caractérisent ce régime. Chacun met en avant l'aspect qui l'a le plus concerné dans son expérience péruvienne, celui des inégalités sociales et économiques pour plusieurs mais aussi celui ayant trait aux droits ou aux libertés qui existent ici et qui sont inexistantes au Pérou, par exemple l'égalité entre les citoyens, l'éducation, la transparence des actions politiques, l'accès direct aux autorités, le respect aux droits humains, la santé pour tous, les besoins de base et de confort comblés.

Ils jugent aussi lucidement que le Pérou qu'ils ont connu n'est pas un pays vivant en démocratie réelle, que la démocratie y est plutôt formelle, promulguée par une Constitution fort bonne dans sa forme mais qui n'est pas respectée. Considérées

ensemble, leurs réponses concernant le régime qu'ils ont connu font ressortir d'infractions ou de manques de démocratie. Le régime péruvien respectait peu les exigences de la démocratie, bien qu'il faut noter que quelques répondants mentionnent que dans leur pays d'origine la démocratie est en développement et que la situation pourrait s'améliorer dans quelques années. Une personne déclare que le manque d'éducation d'une grande partie de la population est un handicap réel et que le pays a besoin de temps pour combler une telle carence. Donc, une étincelle d'optimisme se laisse voir.

Confiance, corruption et *political efficacy*

Leur rapport au politique dans le régime péruvien était problématique, caractérisé surtout pour un manque de confiance envers les dirigeants à cause de la récurrence des scandales en lien avec la corruption dont se sont rendus coupables tous les politiciens qui ont accédé au pouvoir.

Rien ne fonctionnait dans le rapport du citoyen au politique : il y a une inaccessibilité de la part du citoyen aux politiciens et aux organismes de pouvoir et le sentiment de pouvoir changer les choses en participant (*political efficacy*) était, en général, bas.

Quelles sont alors les répercussions au niveau de la confiance en la démocratie quand l'expérience antérieure est aussi négative?

Nous aurions pu penser que la méfiance apprise au cours de l'expérience vécue antérieurement persiste et marque ces personnes pour toute leur vie ultérieure, mais ce ne semble pas être le cas pour la plupart des répondants. La majorité d'entre eux rapportent avoir un peu plus de confiance en les politiciens et le système canadien.

Cette confiance se base sur l'évaluation qu'ils font du fonctionnement de la démocratie d'ici par contraste avec celle qu'ils ont connue.

Ils évaluent que le pouvoir d'influence des citoyens sur les décisions gouvernementales ici est élevé, peut-être même avec un peu d'exagération, par contraste avec l'impuissance des citoyens dans le régime péruvien.

Ils jugent que les quelques dénonciations de scandales qui se produisent ici sont négligeables au regard de la corruption qu'ils ont connue au Pérou où ils ont vu les politiciens issus de la classe moyenne s'enrichir du jour au lendemain de façon évidente, profitant du manque de contrôle existant et de l'impunité dont ils jouissent. Par contraste, les répondants n'ont pas l'impression que cela se passe de la même manière au Canada où les politiciens semblent s'intéresser au développement du pays et au bien-être de sa population, alors qu'au Pérou la préoccupation première des dirigeants est la recherche d'un bénéfice personnel.

La plupart des répondants manifeste aussi une plus grande confiance dans le système canadien car celui-ci assure à tous les citoyens un niveau de bien-être acceptable. Cela contraste fortement avec la situation de privation d'une majorité des Péruviens vivant dans la non satisfaction des besoins de base.

On peut constater que le fait de réaliser ces comparaisons entre l'expérience antérieure et actuelle porte les répondants à avoir une perception plutôt positive du fonctionnement de la démocratie au Canada.

Vote au Pérou et au Canada

Tous nos répondants votaient au Pérou qui est un pays où le vote est obligatoire sous peine d'amendes. Nos informateurs votent aussi tous au Canada, mais il est clair que leur fidélité à se présenter aux urnes ici ne s'explique pas par le fait qu'ils ont vécu dans un régime de vote obligatoire. Seules trois personnes disent se

rendre aux urnes par habitude, mais la plupart ont un sentiment d'obligation morale liée à leur nouvelle citoyenneté. Certains révèlent que le vote est une façon de s'intégrer à la société d'accueil, ce qui est parfois associé au sentiment de participer à l'identité québécoise/canadienne. La plupart disent exprimer par leur vote leur préférence réelle pour un programme politique.

Intérêt pour la politique péruvienne et canadienne

Actuellement tous nos répondants, sauf deux, continuent à s'intéresser à la vie politique du Pérou. La moitié vote aux élections péruviennes via le consulat. La plupart s'intéresse aussi à la vie politique du Canada et il paraît clair que leur intérêt pour la politique péruvienne ne nuit pas à leur intérêt pour la politique du pays d'accueil.

Participation civique au Pérou et au Canada

Quelques uns de nos répondants avaient un niveau d'engagement social assez élevé au Pérou (ils contestaient les politiques des gouvernements péruviens). Pour ceux qui participaient, leur engagement visait surtout la protection des droits et libertés fondamentales et/ou avait pour but de chercher à combler certains besoins de base des populations très démunies.

Les personnes qui avaient un fort engagement politique au Pérou ont, à l'exception d'une seule, abandonné la sphère politique pour s'investir davantage dans l'engagement communautaire (non revendicateur cette fois).

Pour l'instant personne ne recherche un poste électif, quoique une personne se dise très engagée au niveau politique. Pour celle-ci, on peut expliquer sa non mise candidature pour un poste électif (comme c'était le cas au Pérou) par le fait qu'il perçoit qu les initiatives communautaires dans lesquelles il est engagé portent fruit ici.

Une répondante a manifesté son désir de s'investir dans le futur au niveau municipal car ici elle voit qu'il est possible d'accéder à la politique sans tremper dans la corruption.

La plupart de ceux qui avaient une forte implication communautaire au Pérou ne sont plus engagés ici puisque le contexte social d'ici est plus favorable et que la participation n'est pas nécessaire, comme au Pérou, pour assurer des besoins de base et parce qu'ils peuvent ainsi mieux se consacrer à leur famille.

Pour la majorité de ceux qui participent, leur implication dans le communautaire est tournée vers les associations réunissant des citoyens d'origine péruvienne et dont les activités sont surtout de caractère social. Les motivations à pouvoir se retrouver et partager entre eux sont très présentes dans leur rapport à cette forme de participation.

Actuellement seulement deux personnes, dont une était aussi très impliquée au Pérou, se sont engagées dans des associations visant à produire des changements dans la société d'accueil, sans que ces associations aient aucun lien avec le Pérou ou la communauté latino-américaine.

Nos informateurs ne rencontrent pas d'obstacles empêchant leur participation politique telle qu'ils la conçoivent, ni la participation communautaire qui se fait surtout dans des organismes et associations où l'espagnol est la langue première de la plupart des participants. Les barrières à l'intégration impliquant la langue ou leur origine se font sentir surtout au travail, mais pour seulement quelques-uns.

Le bilan de ce que nous avons appris par cette enquête exploratoire nous semble fort intéressant. D'après nous, notre intérêt à investiguer plus profondément l'expérience de vie civique de nos répondants s'avère comblé. Nous comprenons mieux, c'est ce que nous cherchions, que l'expérience antérieure de vie dans un

pays où le régime démocratique comporte d'énormes déficiences semble renforcer la satisfaction de vivre dans une société meilleure à cet égard. Il est permis de penser que les réponses de nos répondants allant dans ce sens ne sont pas destinées à satisfaire les attentes anticipées d'une interlocutrice qu'ils auraient voulu combler en lui vantant les mérites de la société dans laquelle elle est née. Ce ne peut être le cas puisque l'interlocutrice qui a mené les entrevues réalisées dans cette recherche n'est pas de nationalité canadienne. Le fait que l'interlocutrice ne soit pas d'origine péruvienne, a aussi été un avantage car cela a permis d'éviter les sous-entendus qui pourraient se produire entre membres de la même communauté et d'avoir une position neutre envers le pays d'accueil et celui d'origine.

Nos répondants n'ont pas de peine à comprendre le fonctionnement de la démocratie d'ici et à en évaluer le fonctionnement. L'expérience antérieure ne brouille pas leur perception sur ce point, au contraire, leur vision des choses est tout à fait claire. Nous pourrions donc conclure, de façon tout à fait générale, que l'expérience antérieure d'une démocratie défailante n'est pas un handicap pour nos répondants à leur intégration civique dans la société canadienne. Au contraire, cette expérience, par contraste, les fait apprécier pleinement ce que le régime démocratique canadien offre à ses citoyens. Est-ce qu'ils l'apprécient davantage que les natifs qui n'ont pas une telle expérience ? Nous ne pouvons pas l'affirmer, mais il est tout de même intéressant de remarquer, en terminant, que leur vision du fonctionnement de la démocratie d'ici est peu critique. Serait-elle davantage critique chez un groupe de répondants natifs ?

Il est intéressant de constater aussi que le temps que leur laisse leurs occupations familiales ou autres, comme les études, est principalement investi dans la participation communautaire consistant en des activités variées où les répondants recherchent le contact avec des personnes de même origine qu'eux, à l'exception de deux personnes. Leur implication dans ce domaine n'a plus pour but de combler des besoins vitaux de base mais plutôt à combler un besoin de revivre ici, de temps

à autre, des pratiques culturelles évoquant leurs origines et leur identité. C'est sans doute aussi un avantage qu'ils trouvent à vivre dans la société canadienne.

BIBLIOGRAPHIE

Alcántara Saéz, M.& Freidenberg, F.(2001). Los partidos políticos en América Latina [version électronique]. *América Latina Hoy*, 27, 17-35.

Asociación Panamericana de la Salud (1998). Resumen del capítulo de Perú de Salud en las Américas. Dans *Resumen del Análisis de Situación y Tendencias de Salud*. Document récupéré le 6 janvier de 2004 de : <http://www.paho.org/spanish/sha/prflper.htm>

Banque Mondiale (2002). Banco Mundial Perú .Reseña sobre el Perú. .Document récupéré le 3 janvier 2004 de : <http://www.bancomundial.org.pe/resena.pdf>

Black, J.H. (1998). Politics and the study of citizenship and diversity. Dans *Les enjeux de la citoyenneté : un bilan interdisciplinaire* (pp. 4-31). Montréal, Canada : Immigration et Métropoles, Université de Montréal.

Breton, R. (1997). La participation sociale et le capital social. Dans la *Deuxième conférence nationale Metropolis en immigration : Les immigrants et la participation civique : questions actuelles de politiques de recherche*. Colloque organisé par le Programme du multiculturalisme du ministère du Patrimoine canadien, (pp. 4-12) Montréal, Canada.

Burr, V. (1997). *Introducció al construccionisme social*. Universitat Oberta de Catalunya. Barcelona: Proa.

Central Intelligence Agency (CIA, 2003) Peru. The world factbook.. Document récupéré le 15 janvier 2004 de : <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/pe.html>

Chui, T.W.L., Curtis, J.E., & Lambert, R.E. (1991). Immigrant background and political participation: examining generational patterns. *Canadian Journal of Sociology*, 16(4), 375-396.

Cohen, A., Vigoda, E., & Samorly, A. (2001). Analysis of the mediating effects of personal-psychological variables on the relationship between socioeconomic status and political participation: a structural equations framework. *Political Psychology*, 22(4), 727-757.

- Cotler, J.(1995). Crisis política, "outsiders" y democraduras: el "Fujimorismo". Dans C. Perelli, S. Picado, & D. Zovato (Éds), *Partidos y clase política en América Latina en los 90*, (pp. 117-141). San José de Costa Rica: IIDH-CAPEL.
- Fernández Baeza, M. (1998). *El voto obligatorio en América Latina*. Récupéré le 20 Octobre de 2002 de : http://www.iidh.ed.cr/comunidades/redelectoral/docs/red_publinea/tratado/votoobligatorio.htm
- Gagnon, F. & Page, M. (1999). *Cadre conceptuel d'analyse de la citoyenneté dans les démocraties libérales*. Cadre conceptuel et analyse. Recherche et Analyse Stratégique. Groupe de recherche comparée internationale. Vol 1, 1-32.
- García-Borés, J., Pujol, J., Cagicos, M., Medina, J.C., & Sánchez, J. (1995). *Los "no-delinquentes". Cómo los ciudadanos entienden la criminalidad*, Fundació "La Caixa": Barcelona.
- International Institute for Democracy and Electoral Assistance (2001) Peru. Voter turnout. Récupéré le 20 janvier de : http://www.idea.int/voter_turnout/southamerica/peru.html
- Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI). Censos Nacionales de 1981 y 1983. Analfabetismo. Récupéré le 14 janvier de : <http://www.inei.gob.pe/biblioineipub/bancopub/Est/Lib0007/caP0201.htm>
- Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI, 2000) Encuesta Nacional a Hogares (ENHAO) Situación Social del Perú, IV Trimestre. Récupéré le 10 janvier 2004 de : <http://www.inei.gob.pe/biblioineipub/bancopub/Est/Lib0408/cap0409.xls>
- Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI, 2003). *Perú en cifras*. Indicadores demográficos-población. Document récupéré le 20 novembre de 2003 de : <http://www.inei.gob.pe>
- Lapierre, J.W. (2001). *Qu'est-ce qu'être citoyen? Propos de philosophie politique*. Paris : Presses de l'Université de France.
- Latinobarómetro (1996). Informe de prensa y gráficos 1996. Récupéré le 19 septembre 2002 de : <http://www.latinobarometro.org/ano1996.htm>
- Latinobarómetro (2001). Informe de prensa y gráficos 2001. Récupéré le 19 septembre 2002 de : <http://www.latinobarometro.org/ano2001.htm>

- Leclerc, J. (2003). Pérou. Dans L'aménagement linguistique dans le monde. Québec : Université Laval, TLFQ. Document récupéré le 2 janvier 2003 de : <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/amsudant/perou.htm>
- Mayer, R. et Ouellet, F. (1991). *Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux*. Québec : Gaëtan Morin.
- Ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration (2001). Compilation spéciale du MRCI. Statistique Canada, Recensement de 2001. Population immigrée née au Pérou, recensée au Québec en 2001.
- Mosqueira, E. (1995). La crisis de la democracia en el Perú: un problema de falta de instituciones. Dans C. Perelli, S. Picado, & D. Zovato (Éds), *Partidos y clase política en América Latina en los 90*, (pp. 527-554). San José de Costa Rica: IIDH-CAPEL.
- Oficina Nacional de Procesos Electorales (ONPE, 2002). *Educación Electoral*. Document récupéré le 10 janvier 2004 de : <http://www.onpe.gob.pe/eduelec2002/eduelec06.php>
- Pagé, M. et Chastenay, M.H. (2001). *Jeunes citoyens du Québec et du Nouveau-Brunswick*. Rapport de recherche, Ministère du Patrimoine Canadien.
- Pérou (2001). Dans Encyclopédie Hachette Multimédia [online]
Disponible à : http://fr.encyclopedia.yahoo.com/articles/cl/cl_843_p0.html
et à : http://fr.encyclopedia.yahoo.com/articles/cl/cl_843_p0.html#cl_843.28
- Pérou (1999). Dans *Gran Enciclopedia Larousse*. Suplemento IV (2 éd.).
- Poupart, J.(1997). L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques, dans Poupart, J., Deslauriers, J.P., Groulx, L.H., Laperrière, A., Mayer, R., & Pires, A.P (Éds). *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 173-209). Québec : Gaëtan Morin.
- Revesz, B. (1992). Structure de représentation au Pérou. Dans G. Couffignal (Éd). *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain*, (pp. 85-110). Paris : Presses de la fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Ruiz, J.I. (1996). *Metodología de la investigación cualitativa*. Bilbao: Universidad de Deusto.

- Saint-Geours, Y. (1992). Vote, violence et mobilisation populaire au Pérou (1989-1991). Dans G. Couffignal (Éd). *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain*, (pp. 111-117). Paris : Presses de la fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Saloojee, A. (2002). Inclusion and exclusion: a framework of analysis for understanding political participation by members of racialized and newcomer communities. Dans *Seminar Proceedings of The Study of the Political Participation of Women in Canada and Lessons for Research on Newcomers and Minority Political Participation* (pp. 34-48). Ottawa, Canada.
- Saloojee, A., & Siemiatycki, M. (2003, April). Formal and non-formal political participation by immigrants and newcomers: understanding the linkages and posing the questions. *Canadian Issues*, 42-44.
- Sánchez, E. (1999). Todos para todos: la continuidad de la participación comunitaria [Everybody for everybody: the continuuity of community participation]. *Pshykhe*, 8(1), 135-144.
- Simard, C. (1991). Les minorités visibles et le système politique canadien. Dans K. Megyery (dir.), *Minorités visibles, communautés ethnoculturelles et politique canadienne : La question de l'accessibilité*, vol. 7, (pp. 179-295). Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis .Toronto : Dundurn Press.
- Stasiulis, D.K(1997) La participation des immigrants et des membres des communautés ethnoculturelles et des minorités visibles à la vie politique canadienne . Dans la *Deuxième conférence nationale Metropolis en immigration : Les immigrants et la participation civique : questions actuelles de politiques de recherche*. Colloque organisé par le Programme du multiculturalisme du ministère du Patrimoine canadien, (pp. 13-32) Montréal, Canada.
- Statistique Canada (2003). Enquête sur la diversité ethnique : portrait d'une société multiculturelle. No 89-593-XIF au catalogue [version électronique] <http://www.statcan.ca/francais/freepub/89-593-XIF/pdf/89-593-XIF03001.pdf>
- Tolley, E. (2003a, March). *Political processes and the intersections of diversity: a challenge paper*. Paper prepared for the Intersections of Diversity seminar. Récupéré le 5 décembre 2003 de : http://canada.metropolis.net/events/Diversity/Challenge_Papers/Political_Processes_e.doc

- Tolley, E. (2003b, May). *Supplement, substitute or stepping stone?: Understanding the electoral and non-electoral participation of immigrants and minorities*. Presented at the Sixth national Metropolis conference: Edmonton, Alberta. Récupéré le 7 janvier 2004 de: http://canada.metropolis.net/research-policy/pprn-pub/events/presentation_tolley.doc
- Tuesta Soldevila, F.(1994). *Partidos políticos y elecciones en el Perú (1978-1993)*. San José de Costa Rica: IIDH-CAPEL.
- United Nations Children's Fund (UNICEF, 2000). *La exclusión social en el Perú*. Document récupéré le 2 décembre de 2003 de : http://www.unicef.org/peru/publicaciones2_00.html
- Wandersman, A., Florin, P., Friedmann, R., & Meier, R. (1987). Who participates, who does not, and why? An analysis of voluntary neighbourhood organizations in the United States and Israel. *Sociological Forum*, 2(3), 534-555.
- Wetherell, M. & Potter, J. (1996). El análisis del discurso y la identificación de los repertorios interpretativos, dans Gordo López, A. & Linaza, J. (Comp.). *Psicologías, discursos y poder* (pp. 63-78). Madrid: Visor

ANNEXE 1

GUIDE D'ENTREVUE

Présentation de l'étude

Importance de sa participation

Étude anonyme et confidentielle

Trajectoire vitale participative

QUELQUES DONNÉES...

- Région d'origine
- Âge
- Depuis combien de temps est-il/elle au Canada/ Québec/ Montréal
- Depuis combien de temps a-t-il/elle obtenu la citoyenneté
- Motif d'émigration
- Statut à la rentrée
- Contacts à Montréal avant son arrivée

FAMILIAL/PERSONNEL

Au Pérou--- À Montréal

- Niveau socio-économique familial actuel et antérieur
- Type de travail qu'il/elle avait au Pérou
- Type de travail de ses parents
- Famille à Montréal ? Membres de la famille auxquels il/elle prene en charge ?
- Montréal : fin de la trajectoire migratoire ?

FORMATION

- formations/études
- coïncidence de sa formation avec le travail réalisé à Montréal ?

EXPERIENCES DE PARTICIPATION PASSÉES, ACTUELLES ET ENVISAGÉES

Au Pérou

- Votait ?--- pourquoi ?
- Travail électoral ?---- pourquoi ?
- Participation dans des organismes communautaires : associations, « *clubes sociales* » ?
 -pourquoi (type de motivations) ?
- Oui : type d'organisation, caractéristiques des membres de l'association
 - Participation bénévole ? Ou payée ?
- Avez vous participé dans quelque type d'action pour montrer votre mécontentement/ appui au gouvernement au Pérou ?
- Évaluation des coûts et bénéfices de l'expérience participative

Au Canada :

- Vote ? --- pourquoi ?
- Fait ou a fait quelque travail électoral ?--- pourquoi ?
- Participation dans des organismes communautaires ?
- Oui : quel type d'activités ou projets ? Nombre d'heures dédiées par semaine
- Bénévole ? Payé ?
- Avez vous participé dans quelque type d'action pour montrer votre mécontentement / appui au gouvernement ?
- Evaluation des coûts et des bénéfices de l'expérience participative
- Motive :

- participait avant et non maintenant --- pourquoi ?
 - ne participait pas auparavant et oui maintenant---pourquoi ?
 - non/non --- pourquoi ?
 - oui/oui--- pourquoi ?
- vote au consulat péruvien ?
 - continue à s'intéresser par la politique péruvienne ?

FACTEURS QUI EMPECHENT/FAVORISENT LA PARTICIPATION

- barrières à la participation
- facteurs qui favorisent la participation
- facteurs qui motivent à continuer la participation
- si la personne participait et ne participe plus, motifs.

D'AUTRES VARIABLES QUI PEUVENT INFLUENCIER...

- temps disponible
- hobbies
- échelle de priorités
- « enracinement » à Montréal
- satisfaction/perception d'amélioration par rapport à son statut social
- satisfaction/perception d'amélioration par rapport à son statut économique
- perception du milieu comme étant favorable ou défavorable

CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE AU PÉROU

- contexte socio-économique et politique au Pérou
 - **Démocratie**
- Connaître quelle est leur compréhension de la démocratie :
- quels sont les droits que les citoyens d'un pays doivent avoir pour qu'il soit considéré comme démocratique ?

- pensez-vous au Pérou et au Québec --- quelles différences vous trouvez parmi eux ?
- Consultation publique au Canada- et au Pérou?
- Qui prenait les décisions au Pérou ? Et ici ? – politiciens, dictateur, le peuple
- Croyez-vous que les Péruviens et les Québécois/Canadiens ont les mêmes droits ?
- Ce que vous avez vécu au Pérou peut-il se considérer comme démocratique ? Pourquoi ?
- Qu'est ce qu'il manquait pour être démocratique ?

RÉSEAU SOCIAL ET INFLUENCE EN LA PARTICIPATION

- Comment il/elle a appris/ a compris le fonctionnement de la démocratie au Canada ? – voir ici le rôle des associations et du capital social
- Savez vous comment fonctionne le système canadien ? Comment vous l'avez appris ? Quelqu'un vous a-t-il expliqué son fonctionnement ?

Fonctionnement par rapport à :

- partis politiques et candidats (information)
- fonctionnement du système
- où voter
- Comment il/elle trouve le fonctionnement par rapport au Pérou ? Quelles sont les différences ?
- Si avant il/elle appartenait à un parti, il/elle vote ici pareil ?
- Contacts avec la communauté péruvienne à Montréal

POLITICAL EFFICACY : « évaluation positive que fait le citoyen de l'impact qu'il peut avoir par sa participation » (Cohen *et al*, 2001; Pagé et Chastenay, 2001).

- Connaître quelle est sa perception de la « *political efficacy* » Croyez-vous qu'il soit possible à travers sa participation d'influencer la prise de décisions des politiciens?
- Pensiez-vous pareil au Pérou?
- Croyez-vous que vous pouvez influencer d'une quelconque façon le système à travers votre participation?
 Oui – pourquoi?
 Non – pourquoi ?
- Sa réponse, serait-elle la même au Pérou ?

- Explorer les variables qui peuvent influencer à se sentir *empowered* par rapport à la participation :
 - maîtrise du langage : maîtrise la langue? (compréhension du langage, habilité pour communiquer...)
 - Non- quels sont les obstacles que vous trouvez comme conséquence à cela ? –
 - Quelle est la langue que vous utilisiez plus fréquemment ?
 - Vous sentez-vous capable de participer? Considérez-vous qu'il y a des obstacles, de quel genre?
 - Croyez-vous que vous avez l'information suffisante sur le fonctionnement du système pour y participer ? --- information sur les partis politiques, candidats, meetings; où aller voter, informations reçues en français/anglais
 - Vous sentez-vous de la même façon ici qu'au Pérou par rapport à la perception de votre propre capacité pour influencer le système ? Pourquoi ?

EXPERIENCES DE PARTICIPATION ET INFLUENCE DE L'EXPÉRIENCE ANTÉRIEURE

[Connaître comment une expérience de démocratie au Pérou, influence-t-elle la compréhension de la démocratie canadienne et la disposition à fonctionner dans ce cadre sociopolitique]

- Croyez-vous que l'expérience de la démocratie péruvienne a influencée votre compréhension de la démocratie canadienne ? Et dans le fait de participer ou non ici ?
- Le fait d'avoir vécu au Pérou, croyez-vous que cela peut avoir influencé la manière dont vous percevez le système démocratique en général? et le canadien?

Confiance--

- Croyez-vous au système?
- Sa confiance dans le système était-elle la même au Pérou qu'au Canada ? Qu'est ce qu'il la fait différente ?